



(N° 4)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1922-1923.

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1923.

EXPOSÉ GÉNÉRAL

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations le Budget général de l'État pour l'exercice 1923, en dix-neuf projets de loi distincts.

Les recettes et les dépenses ordinaires sont contenues dans quinze de ces projets. Les quatre autres ont pour objet :

Le Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires;

Le Budget des Dépenses recouvrables en exécution des Traités de paix, accompagné du tableau des recettes de réparation;

Le Budget du Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes;

Le Budget des Recettes et des dépenses de Ravitaillement.

Il s'y ajoute un vingtième projet de loi portant le Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre.

Pour plus de clarté et afin de mettre mieux en relief le résultat financier de nos régies tel qu'il est prévu pour l'année prochaine, leurs recettes et leurs dépenses, tant ordinaires qu'extraordinaires, ont été groupées séparément par exploitation industrielle.

*
* *

Un grand effort a été accompli pour que le dépôt des propositions budgétaires fut effectué avant le 31 octobre, c'est-à-dire dans les limites tracées par la loi du 24 juillet 1900. Cet effort a été couronné de succès et il est permis d'espérer que cette année marquera le retour définitif à la normale. Il est de tout intérêt de

H

mettre un terme au système des douzièmes provisoires que les circonstances ont imposé depuis la guerre et dont nous croyons inutile de rappeler les inconvénients.

Pour que tous les Budgets fussent votés et promulgués avant le début de l'exercice, il faudrait que les Chambres s'imposassent un travail soutenu; les Budgets ont pris un tel développement, ils constituent un monument si vaste et si disparate à la fois, que les délais légaux sont à peine suffisants.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler d'ailleurs que jamais, pour ainsi dire, les Budgets n'ont été votés avant le début de l'exercice.

Le Budget unique de 1921 a été voté le 4 août de la même année.

L'examen du Budget de 1914 a été terminé le 22 mai 1914; celui des Budgets de 1913, le 29 août 1913; celui de 1912, le 11 mai 1912; celui de 1910, le 14 mai 1910; celui de 1908, le 11 août 1908.

Mais ce qui n'a pu être réalisé avant guerre, la Chambre et le Sénat auront à cœur de le réussir cette année-ci. La revision de l'article 27 de la Constitution a, d'ailleurs, facilité la tâche du Parlement en donnant au Sénat l'initiative en matière financière. Le système expérimenté pour la première fois au début de cette année, à l'occasion de la discussion des Budgets de 1922, a donné pleine satisfaction. Aussi, pour déférer au désir de la Haute Assemblée, exprimé le 24 mai dernier, par l'organe de son regretté président, le baron DE FAVEREAU, le Gouvernement a-t-il jugé devoir y recourir à nouveau, bien que le dépôt des budgets ait pu s'effectuer dans les délais normaux. Le Gouvernement a, toutefois, réservé à la Chambre, en premier lieu, le Budget de la Défense Nationale, le Budget des Finances et ceux qui lui sont connexes. Il a pris soin de lui réserver également les Budgets des Sciences et des Arts, de l'Agriculture et des Travaux publics, qui, l'année dernière, avaient été confiés d'abord au Sénat. Seront seuls remis à la Haute Assemblée les cinq Budgets suivants : la Justice, les Affaires étrangères, les Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, le Budget métropolitain des Colonies et celui des Dépenses recouvrables. Il demande aux deux assemblées de l'aider dans la tâche ardue de restauration financière qui est la sienne et espère que leur collaboration pourra être d'autant plus féconde qu'elle aura eu plus de temps pour s'exercer.

*
* *

Les Budgets vous sont présentés, Messieurs, sous une forme identique à celle qui fut adoptée l'année dernière. Elle peut ne point être parfaite — il est loisible, en matière de classement, d'imaginer les méthodes les plus diverses, ayant toutes certaines qualités propres — mais du moins a-t-elle l'avantage d'avoir résisté à l'épreuve de la critique et d'être, dans une certaine mesure, entrée dans les habitudes.

Vous connaissez les grandes subdivisions des budgets; nous venons de les rappeler il y a un moment.

Tous les perfectionnements de forme qui y ont été apportés au cours de l'année dernière ont été conservés. C'est ainsi que l'on y retrouvera, au Budget des Voies et Moyens, la réunion, en une section séparée, des « recettes compensatoires » imaginée par la Commission des Finances de la Chambre.

Toutefois, si le cadre des budgets est resté identique, on y remarquera une innovation importante qui mérite quelques mots de justification. Elle dérive de l'application de la loi du 19 juillet 1922 instituant un Fonds des Communes.

On sait que cette loi oblige l'État à prélever sur les ressources générales du Trésor les sommes nécessaires pour alimenter le Fonds des communes, mais lui permet, par contre, de disposer des recettes hétéroclites qui, jusqu'à présent, constituaient le Fonds communal et le Fonds spécial. Il en résulte une augmentation, purement apparente évidemment, des ressources du Trésor.

Ne fallait-il pas profiter de cette circonstance pour comprendre, parmi les produits formant les Voies et Moyens, les parts attribuées aux provinces et aux communes dans les recettes des impôts cédulaires sur les revenus et de la taxe sur les spectacles ou divertissements publics? Cette manière de procéder présente des avantages incontestables :

Elle permet de mieux suivre les progrès du rendement des impôts sur les revenus : les statistiques ne peuvent guère en faire le départ entre l'État, les provinces et les communes, d'autant moins que les règles imposées par les lois coordonnées ne peuvent se traduire en proportions simples.

Elle fait mieux ressortir l'effort du contribuable belge aux yeux des nationaux de certains pays où les contributions locales n'ont pas ce grand développement qui les caractérise chez nous.

Enfin, elle met en évidence la prépondérance, dans notre système fiscal, des impôts frappant le contribuable en fonction de sa richesse, — pour ne plus employer l'expression désuète et techniquement impropre « d'impôts directs ». Il est souvent perdu de vue, en effet, qu'en Belgique l'impôt indirect est perçu presque exclusivement au profit de l'État, tandis que les impôts directs perçus par l'État comprennent, en très grande partie, des participations — encore accentuées par les additionnels — au profit des provinces et des communes. Comment vouloir, si l'on fait abstraction de ces participations, apprécier la charge moyenne véritable du contribuable belge?

En contre-partie des recettes nouvelles qui apparaissent au Budget des Voies et Moyens en application des dispositions qui viennent d'être rappelées, la dotation du Fonds des Communes et la part nette ⁽¹⁾ des provinces et des communes dans le produit de certains impôts directs, figurent en dépense au Budget des Non-Valeurs et des Remboursements, savoir :

Fonds des Communes	fr. 122,650,000 »
Part des provinces et des communes	195,000,000 »

L'innovation dont il vient d'être parlé se traduit donc par une augmentation de recettes et par une augmentation de dépenses, qui, tout en gonflant nos Budgets, sont sans influence importante sur leur équilibre. Il ne faudra pas moins en tenir compte lorsqu'il s'agira de comparer les totaux des Budgets de cette année à ceux de l'année dernière.

(1) C'est-à-dire déduction faite de la remise de 5% pour frais de perception et montant à 10 millions de francs.

Si dans un but de facilité, nous avons adopté, cette année encore, le système des Budgets séparés, ce n'est pas sans en connaître les inconvénients. Nous avons cherché à y parer, en publiant, en même temps que les premiers projets de budget, le présent Exposé général, qui groupe les différentes demandes de crédits de façon à en faire un véritable Budget unique. Cette façon de procéder, qui a reçu l'approbation des Chambres pour les Budgets de 1922, bénéficie, en fait, des avantages de la méthode du Budget unique et de la méthode des Budgets séparés, tout en écartant les inconvénients de l'un et l'autre système.

Nous passerons en revue les divers Budgets, successivement, pour les grouper ensuite en un tout unique. Enfin, de cette synthèse, nous nous efforcerons de déduire un jugement sur la situation financière présente de l'État, une opinion sur son avenir et des éléments pour les décisions que vous serez amenés à prendre prochainement, soit au sujet du développement des impôts, soit au sujet de la réduction des charges que nous imposent les lois existantes.

BUDGETS ORDINAIRES.

VOIES ET MOYENS.

Les recettes ordinaires, exceptionnelles et compensatoires pour l'exercice 1922 ont été évaluées à	fr. 2,568,428,913
Elles s'élèvent, pour 1923, à.	2,940,379,254
EN PLUS.	fr. 371,950,341

Cette augmentation résulte des modifications, en plus et en moins, ci-après :

	Augmentations.	Diminutions.
ART. 1. — Impôts cédulaires sur les revenus :		
Contribution foncière.	fr. 75,000,000	»
Taxe mobilière.	60,000,000	»
Taxe professionnelle	70,000,000	»
ART. 5. — Taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur	2,500,000	»
» 6. — Taxe sur les spectacles ou divertissements publics	15,000,000	»
» 9. — Recettes diverses (contributions)	5,215,750	»
A REPORTER.	fr. 227,715,750	»

REPORT. . . fr.		227,715,750	»
ART. 10. — Douanes	128,202,850	»	
» 11. — Accises.	57,559,000	»	
» 13. — Recettes diverses (douanes et accises).	3,524,250	»	
» 14. — Enregistrement et transcription	9,000,000	»	
» 15. — Greffe	200,000	»	
» 16. — Hypothèques. Droits d'inscription	500,000	»	
» 17. — Successions	»	30,000,000	
» 18. — Timbre.	10,000,000	»	
» 19. — Naturalisations	»	8,000	
» 21. — Amendes de condamnations en matières diverses et dommages-intérêts	»	1,500,000	
» 22. — Taxe de transmission	50,000,000	»	
» 23. — Taxe sur les associations sans but lucratif	500,000	»	
» 24. — Rivières et canaux	100,000	»	
» 25. — Part revenant à l'État dans le produit net des quais de l'Escaut, à Anvers.	350,000	»	
» 26. — Avant-port d'Ostende et bassin à flot de Nieupoort. Droits de quai et de bassin	»	10,000	
» 27. — Part revenant à l'État dans le produit net de l'avant-port de Gand	200,000	»	
» 29. — Forêts	500,000	»	
» 31. — Produits divers et accidentels	500,000	»	
» 32. — Revenus des domaines	1,500,000	»	
» 34. — Produit de la vente des permis de pêche	55,000	»	
» 36. — Produits de l'emploi des fonds de cautionnements et de consignations.	776,000	»	
» 37. — Produits des droits de chancellerie et taxes consulaires	1,750,000	»	
» 39. — Produits des établissements d'éduca- tion et des écoles de bienfaisance de l'État	»	165,000	
A REPORTER. . . fr.		492,932,850	31,683,000

REPORT . . . fr. 492,932,850 31,683,000

ART. 42. — Produit des taxes d'expertise des viandes. Produit des examens pour l'obtention du certificat d'expert des viandes.			150,000	»
» 43. — Service sanitaire des ports de mer et des frontières : produits des patentes de santé et des droits sanitaires. .			250,000	»
» 44. — Produit des institutions hospitalières et des services de désinfection ressortissant à l'administration de l'hygiène du Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène			200,000	»
» 45. Part réservée à l'État par la loi du 26 mars 1900 dans les bénéfices annuels réalisés par la Banque Nationale de Belgique			1,000,000	»
» 46. — Bonification d'un quart pour cent par semestre sur l'excédent de la circulation moyenne au delà de 275 millions de francs des billets de la Banque Nationale de Belgique (Loi du 26 mars 1900, art. 2, 3 ^e alinéa). .			1,000,000	»
» 47. — Produit du placement des fonds disponibles du Trésor			10,000,000	»
» 48. — Intérêts et dividendes des actions de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux			200,000	»
» 50. — Intérêts d'obligations de sociétés d'armement maritime.			»	255,786
» 51. — Quote-part de l'État dans les bénéfices de la Société nationale de Crédit à l'Industrie			210,000	»
» 52. — Office National des Valeurs mobilières : produit du droit d'inscription au « Bulletin des Oppositions » (Arrêté royal du 4 novembre 1921). .			»	10,000
» 53. — Abonnements au « Bulletin des Oppositions » et vente au numéro . .			»	25,000
» 54. — Frais de perception des revenus provinciaux et communaux			»	4,000,000
» 55. — Remboursement par les communes de leur quote-part dans les non-valeurs des contributions directes			1,400,000	»
A REPORTER . . . fr.			507,342,850	35,973,786

REPORT. . . fr. 507,342,850 35,973,786

Art. 57. — Recouvrement d'avances faites par les divers Départements		1,500,000	»
» 60. — Recettes diverses et accidentelles . . .		5,000,000	»
» 66. — Part des provinces et des communes dans le paiement des pensions des instituteurs communaux (loi du 16 mai 1876)		1,668,000	»
» 67. — Recouvrement des frais d'entretien et d'éducation des enfants internés dans les établissements de l'État ou pla- cés chez des particuliers ou dans des établissements publics ou privés .		100,000	»
» 70. — Annuité à payer par la Société Natio- nale des habitations et logements à bon marché du chef des avances qui lui ont été faites par l'État con- formément à l'art. 10 de la loi du 11 octobre 1919		3,575,000	»
» 72. — Part des tiers dans les dépenses affé- rentes au Département des travaux publics :			
a) Pour des travaux d'entretien et d'amélioration des canaux et rivières, des passages d'eau et de leurs dépendances ;		500,000	»
b) Pour le renflouement ou la destruction de bateaux sombrés dans les rivières et canaux et la réparation d'avaries aux ou- vrages qui en dépendent . . .			
» 73. — Part des tiers dans les dépenses affé- rentes au Département des Travaux publics :			
a) Pour les travaux d'entretien et d'amélioration des ports et de la côte ;		300,000	»
b) Pour le renflouement ou la destruction de bateaux sombrés dans ces ports et la réparation d'avaries causées aux ouvrages qui en dépendent			

A REPORTER. . . fr. 519,985,850 35,973,786

REPORT. . . fr.		519,985,850	35,973,786
ART. 74. — Produit de la vente des navires allemands attribués à la Belgique en vertu de la Convention de Spa . .		3,000,000	»
» 75. — Droits de recouvrement perçus par l'Office belge de vérification et de compensation	»		4,780,000
» 76. — Prélèvement sur le Budget des Régies de la part qui lui incombe dans les charges de la Dette publique portées à l'ordinaire	»		338,723
» 77. — Remboursement par l'Allemagne des frais des troupes belges d'occupation	»		9,390,000
» 78. — Prélèvement sur les recettes de réparation		24,000,000	»
Produits supprimés :			
Dividendes des actions de la Compagnie du chemin de fer du Congo . .	»		553,000
Impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre	»		25,000,000
Produit du butin de guerre.	»		2,000,000
Recette compensatoire du chef de la charge afférente à la dette contractée pour le retrait des marcs	»		97,000,000
		fr. 546,985,850	175,035,509
AUGMENTATION. . . . fr.		371,950,341	

Les notes explicatives qui accompagnent le Budget des Voies et Moyens font connaître en détail les raisons des différences qu'il présente comparativement à 1922 et qui sont énumérées dans la liste ci-dessus.

Tout, dans l'augmentation, de 372 millions, n'est pas profit, ne constitue pas une véritable avance sur les évaluations adoptées pour le Budget précédent.

L'augmentation du produit :

de la contribution foncière,

de la taxe mobilière,

de la taxe professionnelle,

montant à 203 millions de francs revient aux provinces et aux communes, en vertu des lois qui ont substitué un système fiscal nouveau aux anciennes contributions directes. Cette somme leur sera payée, après déduction de 5 % pour frais d'administration, au moyen d'un crédit inscrit au Budget des Non-Valeurs et des Remboursements.

Vous avez lu les raisons qui ont motivé l'incorporation de ces sommes au Budget des Voies et Moyens. Elles s'appliquent également à une autre recette, montant à 17 millions de francs, représentant le produit de la taxe profession-

nelle retenue à la source sur les traitements, salaires et pensions et revenant, celle-ci au Fonds des communes.

Les droits de douane et d'accise sont en notable progression ; mais il importe de remarquer qu'ils ne contribuent plus à l'alimentation du Fonds communal et du Fonds spécial. Par contre, le Trésor est obligé de doter le Fonds des Communes, qui leur a été substitué par la loi du 19 juillet 1922, d'un certain revenu annuel qui, pour 1923, est estimé à 103,630,000 francs (art. 2, 1°, de la même loi) et pour le paiement duquel un crédit est également prévu au Budget des Non-Valeurs et des Remboursements. Ce crédit comprend aussi la somme de 17 millions de francs dont il est question ci-dessus.

Profitons de l'occasion pour faire ressortir ici que le revenu du Fonds communal était constitué, auparavant, pour partie, par un prélèvement sur les produits de la Poste. Au Budget de 1922, cette contribution a été évaluée à 38,773,700 francs.

Les recettes de la Poste étant dorénavant acquises pour leur totalité à cette régie, il s'ensuit que le Budget ordinaire de l'État se trouve grevé d'une dépense supplémentaire de cette importance, sans aucune compensation en recette.

Cette conséquence de la suppression du Fonds communal et du Fonds spécial et de leur remplacement par le Fonds des communes ne peut être négligée, si l'on veut comparer le résultat du Budget ordinaire de l'État et celui de l'exploitation de la régie des Postes belges avec ceux qui ont été prévus en 1922.

Dans les augmentations détaillées ci-dessus, apparaissent des rubriques nouvelles :

ART. 42. — Produit des taxes d'expertise des viandes. Produit des examens pour l'obtention du certificat d'expert des viandes fr. 150,000 »

ART. 43. — Service sanitaire des ports de mer et des frontières : produits des patentes de santé et des droits sanitaires 250,000 »

ART. 44. — Produit des institutions hospitalières et services de désinfection ressortissant à l'Administration de l'Hygiène du Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène 200,000 »

ART. 72. — Part des tiers dans les dépenses afférentes au Département des Travaux publics :

a) pour des travaux d'entretien et d'amélioration des canaux et rivières, des passages d'eau et de leurs dépendances ;	}	500,000 »
b) pour le renflouement ou la destruction de bateaux sombrés dans les rivières et canaux et la réparation d'avaries aux ouvrages qui en dépendent		

ART. 73. — Part des tiers dans les dépenses afférentes au Département des Travaux publics :

a) pour les travaux d'entretien et d'amélioration des ports et de la côte ;	}	300,000 »
b) pour le renflouement ou la destruction de bateaux sombrés dans ces ports et la réparation d'avaries causées aux ouvrages qui en dépendent. . . .		

Leur inscription au Budget des Voies et Moyens constitue un simple transfert

du Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre, où ces produits figuraient à titre de fonds de emploi. Ces recettes ont leur contre-partie en dépense et restent ainsi sans effet sur le solde du Budget ordinaire. Ce transfert, qui sera étendu, à mesure des possibilités, aux autres fonds de emploi, a pour but de grouper de plus en plus toutes les recettes et toutes les dépenses ordinaires dans un seul et même cadre. Ce sera tout à l'avantage de la clarté du Budget, qualité précieuse, indispensable même pour la bonne tenue des finances d'un pays dont il importe au plus haut degré de doter notre Budget.

De l'ensemble de nos Voies et Moyens se dégagent des indices fort rassurants pour l'avenir des finances de la Belgique, indices qu'il convient de noter.

Les évaluations de recettes, qui se classent en trois sections, se récapitulent, pour 1923, comme il suit :

Recettes ordinaires	fr. 2,208,097,977 »
Recettes exceptionnelles	7,770,000 »
Recettes compensatoires	724,511,277 »
TOTAL.	fr. 2,940,379,254 »

Pour bien saisir l'importance relative de ces chiffres, il faut, au préalable, caractériser la nature des recettes de chaque groupe.

Les recettes ordinaires représentent nos véritables revenus, nos ressources normales et permanentes. Les recettes exceptionnelles sont accidentelles et passagères. Quant aux recettes compensatoires, elles ne répondent pas toujours à une réalité : suivant les circonstances, elles peuvent ne constituer que de simples recettes d'écriture.

Comme on le voit, nos ressources permanentes prennent une place prépondérante dans l'ensemble de nos revenus. Les recettes exceptionnelles se réduisent à une proportion bien modeste tandis que les recettes compensatoires à fournir par nos régies se consolident d'année en année.

Ce résultat, en ce qui concerne ces dernières recettes, est dû à deux causes :

D'abord, grâce à l'amélioration qui se manifeste dans l'exploitation de nos régies, l'acquittement de leurs charges financières est garanti, à concurrence de 148 millions sur un total de 165 millions exigible. La différence provient de l'insuffisance des recettes existant encore pour la Marine, les Postes, les Télégraphes et Téléphones. Le chemin de fer s'est dégagé de cette situation déficitaire et tout fait augurer que cela durera, puisqu'il a su ramener le chiffre de ses dépenses en dessous de celui de ses recettes avant même que la crise industrielle et commerciale se soit entièrement dissipée.

Ensuite, voulant asseoir progressivement le Budget sur des bases de plus en plus solides et se rapprocher de l'équilibre vrai, le Gouvernement renonce à demander encore à l'emprunt le remboursement des frais afférents à nos marcs qui, par le fait, restent, sans plus aucune compensation, à charge de l'ordinaire pour une somme de 107 millions de francs.

La recette compensatoire de 97 millions de francs qui, antérieurement, était prévue du chef de la charge afférente à la dette contractée pour le retrait des marcs, disparaît du Budget des Voies et Moyens de 1923. Le Gouvernement a estimé que ce jeu d'écriture, qu'il a pu se permettre aussi longtemps que quelque espoir a subsisté d'une reprise prochaine de nos marcs, ne se justifierait plus guère aujourd'hui, le recouvrement de cette charge devenant de jour en jour plus aléatoire.

Pour ce qui est des intérêts à récupérer à charge de l'Allemagne en raison de nos avances pour réparations, le Gouvernement ne saurait se dispenser de les porter au compte-courant de ce pays.

Remarquons bien que s'il s'en abstenait, la dette allemande n'apparaîtrait pas au dit compte dans ses véritables proportions. Ces intérêts doivent logiquement s'ajouter aux dommages dont la réparation incombe à l'Allemagne. Il est, dès lors, juste d'en faire l'objet d'un crédit à porter au Budget des Dépenses recouvrables et d'en virer le montant aux Voies et Moyens, en compensation des intérêts dont le Budget ordinaire de la Dette publique se trouve frappé ensuite de l'emploi fait de nos emprunts pour des dépenses de réparation.

Dépenses.

Comparativement à 1922, les dépenses ordinaires et exceptionnelles s'établissent, par Ministères et services, pour 1923, d'après le tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES BUDGETS.	Crédits alloués pour 1922 (y compris les crédits supplémentaires).	Crédits sollicités pour 1923.	DIFFÉRENCES.	
			Augmentations.	Diminutions.
Dettes publiques	1,140,436,087 42	1,189,160,927 56	48,724,840 14	»
Dotations	11 837,800 »	11,539,646 »	»	278,134 »
Justice	113,289,648 »	108,024,400 »	»	5,265,248 »
Affaires Étrangères	26,469,069 »	24,404,963 »	»	2,064,106 »
Intérieur et Hygiène	47,340,763 »	43,842,283 »	»	3,498,480 »
Sciences et Arts	289,186,842 27	287,434,909 77	»	1,751,932 50
Agriculture	27,581,566 »	25,640,565 »	»	1,941,001 »
Travaux publics	92,844,740 »	84,052,635 »	»	8,792,105 »
Industrie et Travail	158,507,130 »	158,453,338 »	»	53,792 »
Colonies	4,451,557 »	4,336,970 »	»	114,587 »
Défense Nationale	484,019,146 »	480,452,519 »	»	3,566,627 »
Gendarmerie	51,007,085 »	50,994,400 »	»	12,685 »
Finances	129,122,638 »	125,495,704 »	»	3,626,934 »
Affaires Économiques	2,097,685 »	1,646,000 »	»	451,685 »
Non-Valeurs et Rembourse- ments	28,925,000 »	349,995,500 »	321,070,500 »	»
TOTAL. . . . fr.	2,607,116,756 69	2,945,494,760 33	369,795,340 14	31,417 336 50
Voies et Moyens	2,568,428,913 »	2,940,379,254 »	AUGMENTATION : fr. 338,378,003 64	
Excédent des dépenses sur les recettes.	38,687,843 69	5,115,506 33		

D'après ce tableau, nos dépenses ordinaires et exceptionnelles sont en augmentation de 338 millions de francs.

Dans cet accroissement est comprise une charge de 318 millions qui n'est pas nouvelle. Elle représente des sommes qui, antérieurement déjà, étaient payées au moyen des ressources ordinaires de l'État. Elles n'apparaissent pas au Budget parce qu'elles étaient prélevées, sans le concours d'aucun crédit, sur le rendement de certains produits.

Tel était le cas, entre autres, pour les tantièmes revenant, dans les droits de douane et d'accises, au Fonds communal et au Fonds spécial et pour les parts à verser aux provinces et aux communes sur le produit des impôts cédulaires frappant les revenus et de la taxe sur les spectacles ou divertissements publics. Ces parts figurent actuellement : en recette au Budget des Voies et Moyens et parmi les produits des Postes, en dépense au Budget des Non-Valeurs et des Remboursements ainsi qu'il a déjà été dit plus haut.

Le Budget de la Dette publique accuse une augmentation de 49 millions de francs qui affecte, pour sa totalité, les charges de la Dette proprement dite. Dans le détail de ce chiffre apparaissent : une somme de 7 millions de francs du chef du rachat de lignes de chemins de fer concédés, une autre de 14,910,000 francs à payer pendant 66 ans aux communes en remboursement des dépenses d'alimentation et de secours supportées par elles en 1919 et 1920 et une troisième de 10 millions de francs transférée du Budget extraordinaire et relative à la bonification due à la Banque Nationale de Belgique pour certains frais qu'entraîne pour elle la substitution de ses billets aux marcs retirés de la circulation.

Fidèle à sa politique d'assainissement budgétaire, le Gouvernement n'a pas voulu garder plus longtemps au Budget extraordinaire ce dernier poste, sa récupération ne pouvant plus être envisagée avec la même confiance que jadis. Dans le même but, il s'est abstenu de porter au dit Budget l'annuité ci-dessus qu'il aurait cependant été en droit de classer parmi les dépenses suites de guerre.

Quant à la nouvelle charge de 7 millions, étant donné son objet, elle trouvera sa compensation dans le versement à faire par le railway en acquit de ses charges financières qu'il est aujourd'hui en état de payer effectivement.

Le surplus de l'augmentation, soit environ 17 millions, correspond à l'aggravation de nos charges en intérêts et amortissement, pour des causes jouant en sens divers : l'état du change, le taux de l'intérêt, mais principalement l'extension du montant de notre dette.

Sous ce rapport, nous nous sommes trouvés, pour 1922, dans une situation privilégiée, grâce aux versements faits par l'Allemagne en vertu de notre priorité, situation sur laquelle il a été longuement insisté à l'occasion de la présentation et de l'examen du budget dudit exercice.

Si de l'augmentation de nos dépenses ordinaires, on déduit la somme de 318 millions de francs caractérisée plus haut et qui ne constitue pas une charge nouvelle, les prévisions pour 1923, malgré l'augmentation de 49 millions au Budget de la Dette, ne s'accroissent, comparativement à 1922, que de 20 millions, chiffre qui renferme encore une somme de 3 millions qu'accuse en plus, en dehors des 318 millions ci-dessus, le Budget des Non-Valeurs et des Remboursements. Mais cette somme de 3 millions ne représente qu'une charge consécutive à une recette. Elle est donc sans influence sur notre équilibre financier.

Ramenée à ses véritables proportions, l'augmentation ne s'élève plus qu'à 17 millions de francs. Un simple coup d'œil jeté sur le tableau ci-dessus montre que ce résultat est dû au fait que les Budgets de tous les Départements, indistinctement, sont en diminution.

Le Gouvernement enregistre ce résultat avec une certaine satisfaction.

Il apporte à la Législature et au pays le témoignage de l'effort incessant accompli en vue de la compression des dépenses, tâche ardue à laquelle le Ministère actuel s'est engagé à se consacrer avec la plus grande activité.

L'année dernière, nous disions qu'une diminution très appréciable du total des dépenses ne se ferait pas immédiatement sentir et même pas pendant les quelques années qui suivraient 1922. L'arrêt de leur course ascensionnelle apparaissait alors comme une réelle victoire.

Les espérances sont dépassées. Nos dépenses d'administration, seul domaine ouvert au travail de réduction de nos charges ordinaires, sont en sensible recul.

Résultat.

Les dépenses ordinaires et exceptionnelles prévues pour l'exercice 1923 se montent à fr.	2,945,494,760 33
Les Voies et Moyens sont évalués à	2,940,379,254 »
Excédent des dépenses. fr.	5,115,506 33

Pour faire apprécier ce solde à sa juste valeur, quelques commentaires sont nécessaires.

Par les explications qui précèdent, on a vu que le budget ordinaire proposé pour 1923 comprend, en dépense, une charge de 10 millions de francs transférée au Budget de la Dette publique et venant du Budget extraordinaire et une autre de 14,910,000 francs qui aurait pu prendre place dans celui-ci.

Du côté des recettes, il est fait abandon d'une somme de 97 millions de francs concernant la récupération des charges dérivées du retrait des mares et d'une autre somme représentant la part pour laquelle les taxes postales intervenaient dans l'alimentation du Fonds communal. Cette somme, qui montait au Budget de 1922 à 38,773,700 francs, peut être estimée, sans exagération, à 40 millions de francs pour 1923.

L'addition de ces divers postes fait ressortir que si le projet de Budget de l'exercice 1923 avait été monté sur les mêmes bases que son devancier, le déficit avec lequel il est présenté se serait transformé en un boni de près de 157 millions de francs.

Mais, dans des vues de prudence et à l'effet d'établir un état budgétaire plus conforme aux bonnes traditions en la matière, il a été jugé préférable de ne pas s'illusionner plus longtemps sur la probabilité de pouvoir éliminer bientôt de nos charges le lourd tribut imposé au Trésor belge par l'assainissement de notre circulation monétaire réalisé au lendemain de l'armistice. D'autre part, il a paru plus rationnel de laisser à la régie postale l'ensemble de ses recettes et de ne pas admettre parmi les dépenses suites de guerre l'annuité de 15 millions qui était appelée à y figurer pendant une très longue suite d'années.

Si, malgré ces mesures, le déficit du Budget ordinaire n'est pas plus important, il convient de ne pas oublier que cela tient surtout à la circonstance exceptionnelle que les crédits destinés à assurer le service de la Dette n'augmentent que dans une proportion relativement réduite pour la cause déjà signalée plus haut.

Dès qu'elle cessera de faire sentir ses heureux effets, l'emprunt devra rentrer plus activement en jeu.

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

Recettes.

Les évaluations de recettes extraordinaires montent		
pour 1923 à	fr.	4,304,000 »
pour 1922, elles s'élevaient à		2,600,000 »
En plus.	fr.	1,704,000 »

Cette différence est détaillée dans la note qui accompagne le projet de Budget extraordinaire.

Dépenses.

Comparativement aux crédits votés pour 1922, les propositions de dépenses extraordinaires concernant 1923 présentent, par ministères et services, les différences indiquées au tableau ci-après :

MINISTÈRES ET SERVICES.	DÉPENSES.	CRÉDITS.		DIFFÉRENCES.	
		votes pour 1922 (y compris les crédits supplémen- taires).	proposés pour 1923.	Augmentations.	Diminutions.
Dette publique.	{ d'outillage . . . suites de guerre.	107,000,000 »	»	»	»
Justice	{ d'outillage . . . suites de guerre.	1,484,000 » 6,715,000 »	825,000 » 6 615,000 »	»	659,000 » 100,000 »
Affaires Etrangères	{ d'outillage . . . suites de guerre.	350,000 »	385,000 »	35,000 »	»
Intérieur et Hygiène	{ d'outillage . . . suites de guerre.	100,000 »	500,000 » 268,000 »	400,000 » 268,000 »	»
Sciences et Arts	{ d'outillage . . . suites de guerre.	16,722,000 »	14,000,000 »	»	2,722,000 »
Agriculture	{ d'outillage . . . suites de guerre.	600,000 »	1,000,000 »	400,000 »	»
Travaux publics	{ d'outillage . . . suites de guerre.	141,654,500 »	171,445,000 »	29,790,500 »	»
Industrie et Travail	{ d'outillage . . . suites de guerre.	6,000,000 » 56,545,000 »	» 15,625,000 »	»	6,000,000 » 40,920,000 »
Défense Nationale.	{ d'outillage . . . suites de guerre.	99,489,800 » 43,581,217 »	110,232,750 » 32,475,828 »	10,742,950 »	» 11,105,389 »
Gendarmerie	{ d'outillage . . . suites de guerre.	» 12,000 »	» »	»	» 12,000 »
Finances	{ d'outillage . . . suites de guerre.	162,066,200 » 152,320,970 »	135,500,000 » 75,825,200 »	»	26,566,200 » 76,495,770 »
Vie chère	: suites de guerre.	58,265,970 »	58,843,595 »	577,625 »	»
TOTAL.	{ d'outillage . . .	428,466 500 »	433,887,750 »	41,368,450 »	35,947,200 »
	{ suites de guerre.	424,440,157 »	189,652,623 »	845,625 »	235,633,159 »
TOTAL GÉNÉRAL.		852,906,657 »	623,540,373 »	42,214,075 »	271,580,359 »
RECETTES EXTRAORDINAIRES.		2,600,000 »	4,304,000 »	Diminution : 229,366,284 »	
EXCÉDENT DES DÉPENSES.		850,306,657 »	619,236,373 »		

Ce Budget se compose de deux ordres de crédits bien distincts, les uns se rapportant à des dépenses d'outillage, les autres à des dépenses suites de guerre.

La première catégorie de ces dépenses est en augmentation de 5,421,250 francs comparativement à 1922.

Aucun des crédits sollicités ne se rapporte à une entreprise *nouvelle* de grande importance sur le principe de laquelle la Législature ne s'est pas encore prononcée. Ils sont destinés, pour la plupart, à continuer ou à terminer des entreprises en cours. Ces dépenses restent très importantes ensuite de la cherté des prix et du taux élevé des salaires. Les plus gros postes à citer sont les suivants :

Construction d'écoles normales	fr.	14,000,000	»
Routes		38,000,000	»
Bâtiments civils		2,000,000	»
Casernement de la gendarmerie		5,740,000	»

Travaux hydrauliques, parmi lesquels il convient de signaler spécialement :

les travaux concernant la Meuse		17,850,000	»
les canaux houillers sous la rubrique desquels figure l'élargissement du canal de Charleroi.		16,120,000	»
les canaux de Liège à Anvers, leurs embranchements et leur extension en vue de la navigation d'Anvers au Rhin.		17,975,000	»
les installations maritimes d'Anvers.		35,500,000	»
le port d'Ostende		12,200,000	»
Bâtiments militaires pour un ensemble de crédits de . fr.		26,200,000	»
Complètement de l'artillerie de campagne, de l'artillerie lourde et des autos blindées.		14,195,000	»
Complètement des approvisionnements en munitions d'ar- d'artillerie et d'infanterie		35,418,750	»
Aéronautique		8,500,000	»
Dépenses à faire pour les habitations et logements à bon marché		111,100,000	»

Les crédits pour les dépenses suites de guerre sont en diminution de 235 millions de francs.

Cette diminution provient, en ordre principal :

de la suppression des crédits relatifs aux frais résultés de la reprise des marcs	107,000,000 »
de la diminution de la subvention au Fonds national de crise, qui a pu être ramenée de 50 à 10 millions de francs. . .	40,000,000 »
du redressement du crédit de 150 millions prévu antérieurement pour le subsidé au Fonds des combattants, une somme de 75 millions de francs ayant été reconnue suffisante . . .	75,000,000 »

La légitimité de l'inscription des dépenses suites de guerre au budget extraordinaire a toujours été, jusqu'à présent, reconnue par la Législature. Il s'agit ici de dépenses qui ne sont pas récupérables à charge de l'Allemagne et dont il peut paraître injuste de faire supporter tout le poids par les générations présentes.

BUDGET DES DÉPENSES RECOUVRABLES EN EXÉCUTION DES TRAITÉS DE PAIX.

Recettes.

L'évaluation des recettes venant en déduction des dépenses recouvrables montent pour 1923 à	fr. 1,639,860,000 »
Elle s'élevait pour 1922 à,	2,933,870,000 »
Soit en moins . fr.	<u>1,294,010,000 »</u>

Le détail de cette diminution est donné par le tableau comparatif joint au projet de budget en question.

Ce résultat ne surprendra personne. Il était prévu d'avance et a été annoncé dès le dépôt des propositions budgétaires pour 1922. A cette occasion, on a fait ressortir l'avantage exceptionnel que le budget de cet exercice tirait du jeu de notre priorité. Les effets de cette priorité étant loin de se faire sentir dans la même mesure pour 1923, les deux postes relatifs aux recettes de réparation proprement dites, à savoir : le produit des livraisons allemandes en nature et les versements allemands en numéraire sont, de ce fait, en diminution de 1,387,760,000 francs.

La diminution sur l'ensemble eût apparu encore beaucoup plus notable si, pour exécuter intégralement une décision appliquée par la Législature au budget de 1922, on n'avait pas été obligé de prévoir en recette, pour 1923, la totalité des paiements à faire par l'Allemagne en acquit des réparations dues et des frais de l'armée d'occupation à rembourser par elle.

Avant cette réforme, les sommes à verser à l'ordinaire, à titre compensatoire :

1° pour les intérêts et l'amortissement dont il est chargé du chef des avances faites à l'Allemagne;

2° pour les frais de l'armée d'occupation,
étaient défalquées des évaluations relatives aux paiements allemands. Ces sommes étaient versées directement au Budget des Voies et Moyens, ce qui dispensait, d'autre part, de prévoir un crédit à cette fin au tableau des dépenses recouvrables.

Les sommes dont il s'agit sous les 1° et 2° ci-dessus s'élèvent respectivement à fr. 457,000,000 »
et à 102,850,000 »

ENSEMBLE . . . fr. 559,850,000 »

dont, pour les besoins de la comparaison, il y a lieu de déduire la part déjà comprise, à l'initiative du Parlement, dans le budget antérieur 433,000,000 »
et qui s'appliquait exclusivement au poste visé par le 1°.

RESTE EN PLUS . . . fr. 126,850,000 »

Sans ce déplacement, la diminution se fût élevée à . fr. 1,420,860,000 »

Mais ainsi qu'on vient de le faire remarquer, cette augmentation, par rapport à 1922, est purement apparente. Elle n'apporte aucune ressource nouvelle au Trésor, puisqu'elle entraîne une augmentation équivalente et automatique des dépenses (voir art. 8 et 71 du Budget des dépenses recouvrables).

Dépenses.

Les crédits proposés pour les dépenses recouvrables de 1923 atteignent fr. 3,069,276,359 »
contre, pour 1922, 2,957,309,942 »

En plus. . . fr. 111,966,417 »

Le chiffre de 1923 comprend, à concurrence de 126,850,000 francs, des charges dont l'objet n'est pas nouveau, mais qui n'étaient pas indiquées au Budget des dépenses recouvrables parce que les évaluations de recettes étaient diminuées dans la proportion de leur montant ainsi qu'il a été expliqué plus haut. En réalité, comparativement à 1922, le budget serait en diminution de 14 millions s'il avait été établi conformément à cette méthode.

L'accroissement ci-dessus est détaillé dans le tableau ci-après :

MINISTÈRES ET SERVICES.	CRÉDITS		DIFFÉRENCES.	
	votés pour 1922 (y compris les crédits supplémentaires).	proposés pour 1923.	Augmentations.	Diminutions.
Dette publique . . . fr	897,471,200 »	1,001,587,100 »	104,115,900 »	»
Justice	1,400,200 »	965,300 »	»	434,900 »
Affaires Étrangères . .	100,000 »	»	»	100,000 »
Intérieur et Hygiène . .	7,475,000 »	7,245,000 »	»	230,000 »
Sciences et Arts	1,275,000 »	588,000 »	»	687,000 »
Agriculture	50,850,000 »	26,250,000 »	»	24,600,000 »
Travaux publics.	63,431,000 »	41,667,500 »	»	21,763,500 »
Défense Nationale	169,208,000 »	213,222,000 »	44,014,000 »	»
Finances	6,231,415 »	6,962,653 »	731,238 »	»
Affaires Économiques . .	1,504,599,121 »	1,644,795,200 »	140,196,079 »	»
Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes. .	255,269,006 »	125,993,606 »	»	129,275,400 »
TOTAL. . . . fr.	2,957,309,942 »	3,069,276,359 »	289,057,217 »	177,090,800 »
RECETTES de réparation. .	2,933,870,000 »	1,639,860,000 »	AUGMENTATION : fr. 111,966,417 »	
EXCÉDENT des dépenses. .	23,439,942 »	1,429,416,359 »		

Ce tableau montre, par les diminutions qu'il accuse, que la restauration du domaine mobilier et immobilier de l'État, demande des sommes moins fortes qu'avant, de même que le domaine agricole du pays. Pour certains départements, d'après les explications données et que l'on trouve dans les notes qui accompagnent le Budget, plusieurs crédits représentent le solde des sommes encore nécessaires.

On peut donc prévoir qu'à partir de 1924, divers départements s'élimineront du tableau ainsi que le cas se produit déjà, pour 1923, en ce qui concerne le Ministère des Affaires Étrangères.

Si les crédits sollicités pour la Défense Nationale sont en augmentation, cela tient uniquement à l'inscription, au titre de ce département, du crédit relatif aux frais de l'armée d'occupation dont le Budget a été gonflé par cette seconde inscription ensuite de la décision prise d'accuser, dorénavant, au tableau des recettes, l'intégralité des sommes dont on escompte le paiement par l'Allemagne. Sans cette mesure, les crédits de la Défense Nationale auraient été en sérieuse diminution.

Il est sollicité, pour le Ministère des Affaires Économiques, une augmentation de 225 millions au crédit affecté aux indemnités à allouer pour dommages de guerre, afin de le tenir à la hauteur des dépenses présumées. Le renforcement de ces

dépenses aura pour conséquence de mettre plus rapidement fin à la mission de l'Office des Dommages de guerre tout en hâtant la reconstitution du pays.

Nonobstant cette augmentation, les crédits proposés pour ledit département ne s'accroissent que de 140 millions de francs grâce à la diminution de divers autres articles.

Ainsi qu'on le verra par les notes justificatives, cette diminution provient de causes dont on n'a qu'à se féliciter, telles que :

- la réduction des frais de bureau, des frais de route, de séjour et de déplacement ;
- la réduction des frais de personnel de l'Office des Dommages de guerre, malgré une activité plus grande à déployer par lui ;
- la réduction des frais de gestion de la Fédération des Coopératives ;
- la réduction des frais de personnel de l'Office des Régions dévastées ;
- la réduction des secours aux belges rapatriés par suite de la suppression de diverses allocations ;
- la réduction des frais de rapatriement, etc.

De fortes diminutions s'enregistrent aux crédits concernant l'exécution des lois relatives à l'adoption nationale des communes et à la restauration des régions dévastées.

L'augmentation du chapitre de la Dette publique résulte de l'inscription, au budget, des frais d'intérêts et d'amortissement du second emprunt de la Fédération des Coopératives pour dommages de guerre ; de l'accroissement des pensions militaires et des allocations annuelles accordées aux victimes civiles de la guerre, dont les chiffres sont établis à titre définitif, et qui, en attendant, étaient imputées, les unes sur les crédits de la Défense Nationale et les autres sur les crédits des Affaires Économiques. Les charges de ces deux départements seront allégées en proportion.

Elle comprend, en outre, une extension du crédit destiné à compenser à l'ordinaire les charges des dettes contractées pour la restauration ; ainsi qu'il a déjà été expliqué, il s'agit ici d'un simple crédit d'écriture.

BUDGET DES CHEMINS DE FER, MARINE, POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

Le Budget du Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes est dressé, pour 1923, de manière à faire apparaître distinctement, pour chacune des quatre régies dépendant de ce Département, les résultats présumés de leur exploitation. Ceci est conforme au désir exprimé, à diverses reprises, par le Parlement, et, en dernier lieu, dans le rapport général sur le Budget de l'exercice 1922, fait, au nom de la Commission des finances, des budgets et des économies de la Chambre des Représentants, par l'honorable M. Houtart.

Les recettes et les dépenses d'exploitation sont classées en deux tableaux où elles sont groupées séparément :

pour le Chemin de fer,
pour la Marine,
pour la Poste,
pour les Télégraphes et Téléphones.

Mais les régies ont des services communs : l'Administration centrale et l'Office de l'Électricité qui, dans certains cas, fonctionnent même pour des organismes étrangers, notamment le Comité supérieur de contrôle.

Il ne serait pas pratique, il serait même impossible d'imputer les dépenses de ces deux organismes directement sur les crédits de chaque régie.

D'abord, elles devraient, à cette fin, être prévues en détail pour chacune d'elles alors que, dans le système actuel, elles font l'objet d'une estimation globale par régie.

Ensuite, cela obligerait à subdiviser le traitement du Ministre, par exemple, entre les diverses régies à l'effet de faire supporter à chacune d'elles la part qui lui en incombe.

Il est, néanmoins, indispensable de comprendre dans leurs dépenses les frais de ces services si l'on veut établir exactement les résultats de l'exploitation pour chacune d'elles.

Les crédits nécessaires ont donc été prévus, mais globalement ainsi qu'on vient de le dire et pour les raisons indiquées (voir les art. 45, 67, 78 et 99).

Toutefois, leur montant total a été subdivisé en articles appropriés qui font l'objet du tableau III.

La Législature aura ainsi l'occasion d'examiner et de voter en détail les dépenses en question et de s'éclairer sur leur nécessité au moyen des développements d'usage donnés à leur sujet.

Cette combinaison permet de supprimer du Budget les anciens chapitres relatifs à l'Administration centrale et à l'Office des services de l'Électricité dont, sans cela, le montant aurait figuré deux fois dans le total du Budget du Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.

Comme il faut absolument que les dépenses dont il s'agit grèvent réellement les budgets de nos régies, le montant des crédits qu'ils prévoient à cette fin seront versés en contre-partie des charges du tableau III et c'est ainsi que se justifie l'existence du tableau IV relatif aux recettes de l'Administration centrale et de l'Office des services de l'Électricité.

Il a été procédé de la même manière en ce qui concerne les dépenses extraordinaires de l'Administration centrale, comme le montrent les tableaux VI et VII.

Elles ne comprennent d'ailleurs que des indemnités de vie chère.

Comme on le voit par les explications qui précèdent, ces quatre tableaux (III, IV, VI et VII) ont été créés pour ordre. Ce sont de simples instruments imaginés en vue de faciliter l'exécution du budget et d'éviter de devoir y porter deux fois les mêmes dépenses, ce qui l'aurait fait apparaître sous un jour faux. Il en résulte que leur montant respectif doit rester en dehors du total du budget. Cela étant, on

aurait pu comprendre dans les tableaux III et IV, les dépenses et les recettes extraordinaires de l'administration centrale, mais on a préféré en faire l'objet de deux tableaux distincts, pour des raisons de symétrie.

Le résultat présumé des régies du Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes pour 1923, charges financières comprises, se présente comme il suit :

Administrations.	Dépenses d'exploitation.	Recettes d'exploitation.	Régies.	
			Boni.	Mali.
Chemin de fer	1,120,170,798.50	1,124,897,000 »	4,726,201.50	»
Marine	53,872,592 »	19,528,276 »	»	34,344,316
Postes	133,132,900 »	116,490,300 »	»	16,642,600
Télégraphes et Téléphones.	83,111,973 »	80,089,348 »	»	3,022,625
TOTAUX.	1,390,288,263.50	1,341,004,924 »	4,726,201.50	54,009,541
Soit un mali total de. . . . fr.			49,283,339.50	

Quand on relève les charges financières figurant au Budget de 1923, on remarque que leur total est inférieur au montant global des charges financières de 1922. La différence en moins, qui s'élève à 338,723 francs, provient de ce que, pour la première fois à l'occasion du présent Budget, les charges incombant aux administrations de la Marine, des Postes, Télégraphes et Téléphones ont été calculées exactement. Précédemment, les chiffres donnés n'étaient que des évaluations.

Établi d'après la méthode nouvelle, le Budget de chaque régie accuse de sérieuses augmentations de dépenses, mais celles-ci ne sont qu'apparentes, attendu que ces charges figuraient précédemment sous d'autres rubriques au Budget général du Département.

CHEMIN DE FER.

Les recettes du trafic (voyageurs et marchandises) pour 1922, ont été évaluées à 1,000,000,000; ce chiffre sera largement dépassé, la recette évaluée des huit premiers mois s'élevant déjà à 713,930,000 francs. Cette progression du trafic a permis de fixer à 1,100,000,000 de francs la recette présumée pour l'exercice prochain.

Les dépenses d'exploitation s'élèvent à fr. 1,120,170,799 »
 en y comprenant les charges financières au montant de
 147,965,503 francs. Elles présentent, par rapport aux crédits
 votés pour l'exercice 1922, soit 1,043,425,815 »

une augmentation de . . . fr. 76,744,984 »

Mais il y a lieu de tenir compte :

1° de la réintroduction, au Budget ordinaire de 1923, d'une somme de fr. 45,300,000 »
représentant une partie des salaires (77,198,106 francs) qui, en 1922, ont été portés au Budget des dépenses recouvrables.

Il s'agit de la réparation du matériel, avarié au cours de la guerre, par le personnel appartenant à l'effectif régulier qui, en 1923, reprendra en partie ses occupations normales d'entretien courant. Une fraction de l'ancien crédit reste inscrite au Budget des dépenses recouvrables en raison de ce que la réfection du matériel avarié pendant la guerre ou restitué par l'Allemagne, n'a pu être entièrement terminée en 1922.

2° de la majoration à concurrence de 22,801,030 »
des crédits de certains articles du Budget ordinaire, par suite, notamment, de la suppression des « Fonds de remploi » au Budget pour ordre ; cette majoration est intégralement compensée par une augmentation de recette correspondante.

3° de l'accroissement des charges financières 11,763,233 »

4° de l'introduction au Budget de 1923 de la part du Chemin de fer dans les dépenses :

a) de l'Office de l'électricité 20,996,577 »

b) de l'Administration centrale, du Comité supérieur de contrôle et du Service de presse et de publicité 2,544,646 »

TOTAL. . . fr. 103,402,486 »

Sans ces augmentations dont certaines ne sont qu'apparentes et d'autres sont indépendantes des conditions d'exploitation, l'exercice 1923 accuserait une *réduction* de dépense de . . . fr. 26,657,502
alors que nous sommes en présence d'une augmentation de trafic représentant une majoration de recettes de 100,000,000 de francs, qui permet d'escompter sans trop d'optimisme un boni de près de 5 millions.

MARINE.

Malgré tous les efforts réalisés pour comprimer ses dépenses, l'Administration de la Marine présente un déficit de 34,344,316 francs.

Les dépenses de ce service apparaissent à première vue en diminution de

2,758,978 francs par rapport à 1922, bien que des charges nouvelles comprennent :

1° la part d'intervention dans les dépenses de l'Administration centrale et du Comité supérieur de contrôle fr.	214,754 »
2° l'octroi d'un subside à la caisse de secours et de prévoyance des marins naviguant sous pavillon belge	50,000 »
3° l'augmentation des charges financières	79,579 »
4° l'inscription de crédits résultant de la suppression des fonds de remploi au Budget pour Ordre (majoration compensée par une recette correspondante)	4,928,276 »
Soit au total. . . fr.	5,272,609 »

Dans l'ensemble, la réduction des dépenses se chiffre donc réellement par

$$2,758,978 + 5,272,609 = 8,031,587 \text{ francs.}$$

D'autre part, les recettes d'exploitation sont en augmentation de 370,000 francs à l'exclusion des ressources de l'Administration des Transports par Eaux intérieures, dont la liquidation sera prochainement terminée.

Il est encore à remarquer que ces résultats ont été obtenus malgré une augmentation :

1° de 680,000 francs portant sur les dépenses afférentes aux pilotes belges en résidence à Flessingue et dont les rémunérations sont payées en florins ;

2° de 467,000 francs, majoration des subsides aux navires-écoles, et

3° de 148,110 francs sur l'article personnel (extension nécessitée par la mise en ligne d'une nouvelle malle, d'un nouveau transbordeur et de nouveaux bateaux-pilotes.

C'est surtout le service du pilotage qui absorbe une grande partie des ressources budgétaires. Tandis qu'avant la guerre le budget de ce service se clôturait par un boni, il présente actuellement un déficit de 15 millions. Les moyens de remédier à cette situation sont à l'étude.

Il ne faut pas perdre de vue d'ailleurs que l'Administration de la Marine n'exploite pas que des services à péages ; elle assume aussi des services d'utilité publique ne donnant lieu à aucune perception de recette (balisage et éclairage de la côte et de l'Escaut, services de sauvetage, écoles, bureau d'étude des questions d'économie générale dans leurs rapports avec la marine, etc.). Le montant du déficit accusé ne correspond donc pas en totalité à un déficit d'exploitation.

POSTES.

Comparativement à l'année 1922, les dépenses d'exploitation postales sont en diminution de 286,285 francs.

Mais il faut tenir compte :

1° de l'inscription d'un crédit de fr. 1,300,000 »
pour émoluments, indemnités de caisse, primes et remises,
dont le remboursement par le département des Finances est
prévu aux recettes d'exploitation;

2° de l'introduction d'un crédit de 1,647,414 »
représentant la part d'intervention dans les dépenses communes
avec l'Administration centrale, l'Administration des Télégraphes,
le Service de Presse et de Publicité et le Comité Supérieur de
Contrôle.

TOTAL. . . . fr. 2,947,414 »

Cela étant, la comparaison s'établit, en faveur de l'exercice 1923, par une diminution des dépenses d'exploitation de :
 $2,947,414 + 286,285 = 2,233,699$ francs, alors que le
trafic actuel permet d'escompter une augmentation de recettes
de 15,190,300 francs.

Pour 1923, le déficit présumé s'élève à 16,642,600 »
il montait pour 1922 à 33,419,185 »

TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES.

Les dépenses d'exploitation sont en diminution de 9,519,444 francs.

Celle-ci est attribuable, en ordre principal, au fait que les charges financières ont été calculées exactement pour la première fois au Budget de 1923.

En outre, il y a lieu de tenir compte :

1° de l'introduction des crédits représentant la part d'intervention de l'administration dans les dépenses de l'Administration centrale, du Comité Supérieur de Contrôle et du Service de Presse et de Publicité fr. 515,262 »

2° de l'inscription d'un crédit permettant d'imputer les
dépenses restant à liquider fin 1922, sur les fonds de remploi
supprimés 200,000 »

Ces dépenses sont compensées par une recette correspondante.

Soit au total fr. 715,262 »

ce qui porte la diminution des dépenses à :

$$9,519,444 + 715,262 = 10,234,706 \text{ francs.}$$

D'autre part, une revision des tarifs et le développement du trafic, provoqué principalement par l'extension des installations et la remise en service de nom-

breuses lignes détruites pendant la guerre, permettent d'escompter une augmentation de recettes de 15,750,000 francs.

Le déficit sera ainsi réduit à environ 3 millions de francs, résultat satisfaisant si on le compare à 1922 qui, d'après les prévisions budgétaires, présente un mali de plus de 30,000,000 de francs. Celui-ci, il est vrai, doit être ramené à moins de 20,000,000 de francs, par suite l'exagération des charges financières portées à ce Budget pour 22,986,120 francs alors que, calculées exactement pour 1923, elles ne s'élèvent qu'à 12,392,043 francs.

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

L'administration s'est efforcée de limiter ses demandes aux crédits indispensables à l'exécution des travaux urgents en y comprenant l'achèvement de la ligne Schaerbeek-Hal et la construction de celle de Fexhe-Kinkempois.

Comme précédemment, les indemnités de vie chère y figurent pour une somme de 73,095,679 francs.

Le tableau ci-après reproduit le montant des crédits extraordinaires pétitionnés pour chaque administration en 1923 et en 1922 :

	1923		1922
	—		—
Chemin de fer et Électricité. fr.	151,085,081	»	141,234,775 »
Marine	2,029,861	»	6,426,700 »
Postes	18,554,475	»	17,761,480 »
Télégraphes et Téléphones	122,032,062	»	78,915,450 »
TOTAL . . . fr.	293,701,479	»	244,338,405 »
En plus pour 1923 . . . fr.	49,363,074	»	

DÉPENSES RECOUVRABLES.

Les crédits sollicités pour cet objet s'élèvent à 125,993,606 francs, en diminution de 129,275,400 francs comparativement à ceux demandés pour 1922.

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES DE RAVITAILLEMENT.

Les recettes du Budget du Ravitaillement pour 1923 sont	
évaluées à	16,531,562 »
Les dépenses à	14,719,915 »
Excédent des recettes. . . fr.	1,811,647 »

Ce Budget comprend les crédits encore nécessaires pour terminer la liquidation de l'administration du Ravitaillement et, pour le surplus, il a été dressé, en ce qui concerne les services frigorifiques, en vue de leur liquidation éventuelle.

En attendant la décision à prendre à cet égard par le Parlement, les crédits sollicités permettront de continuer l'exploitation et de tirer ainsi parti des installations.

RÉCAPITULATION.

Les propositions budgétaires pour l'exercice 1923 se présentent, dans leur ensemble, en recettes et en dépenses, avec leurs résultats, conformément au tableau ci-après :

BUDGETS.	DÉPENSES.	RECETTES.	EXCÉDENT	
			des recettes.	des dépenses.
Budgets ordinaires . . .	2,945,494,760 33	2,940,379,254 »	»	5,115,506 33
Budget extraordinaire . .	623,540,373 »	4,304,000 »	»	619,236,373 »
Budget des dépenses recouvrables.	3,069,276,359 »	1,639,860,000 »	»	1,429,416,359 »
Budget des régies :				
1 ^{re} Dépenses d'exploitation	1,390,288,263 50	1,341,004,924 »	»	49,283,339 50
2 ^{de} Dépenses extraordinaires	293,701,479 »	»	»	293,701,479 »
Budget du Ravitaillement .	14,719,915 »	16,531,562 »	1,811,647 »	»
TOTAUX. . . fr.	8,337,021,149 83	5,942,079,740 »	1,811,647 »	2,396,753,056 83
EXCÉDENT DES DÉPENSES . . fr.			2,394,941,409 83	

Considérations générales.

Les Budgets, dont vous venez de lire la récapitulation, sont, assurément, encore des Budgets d'après guerre. Il en ont toutes les caractéristiques : foisonnement de l'ordinaire, engorgement de l'extraordinaire, prépondérance du recouvrable et, par-dessus tout, insuffisance radicale des recettes de toute nature au regard de l'énormité des besoins.

Le total des dépenses prévues est du même ordre de grandeur que celui de 1922. A première vue, il paraît même plus élevé : 8,337 millions⁽¹⁾ contre 8,095 millions. En réalité, il est moins élevé cependant. Il faut, en effet, soustraire de ce total les 348 millions que le Budget des Non-Valeurs et des Remboursements prévoit pour les provinces et les communes et qui, l'année dernière, ne figuraient pas en dépenses⁽²⁾. Nous avons intentionnellement insisté sur cette innovation au début du présent exposé. Il faut tenir compte en outre, à concurrence d'une somme de 30 millions environ, de divers fonds de remploi transférés au Budget ordinaire et à celui des Régies. Si nous éliminons ces 348 millions, nous voyons que le total des dépenses est inférieur en 1923 de 106 millions sur le total de 1922; progrès moins remarquable que celui qui, en 1922, a été effectué sur 1921, pour la raison surtout que 1922 a marqué la quasi-disparition du Budget du Ravitaillement, d'où allègement des dépenses d'une somme de 1,120 millions.

Du côté de l'ensemble des ressources, la diminution est considérable, mais ne doit pas être une surprise. L'exposé du Budget de 1922 avait, à divers endroits, attiré l'attention sur le caractère exceptionnel du montant des recettes de réparations prévues pour cet exercice, montant « faussé dans un sens trop favorable par le jeu, limité dans le temps, de la priorité belge ». Il y était écrit : « Les recettes de réparations n'atteindront jamais plus un total aussi élevé, sauf le cas d'un emprunt fait par l'Allemagne en vue de payer par anticipation les annuités dont elle est redevable ».

L'année dernière, les versements allemands figuraient, dans nos prévisions, pour un total de 3 milliards. Cette année, ils n'y apparaissent plus que pour 1.5 milliard, soit une diminution de 1.5 milliard qui affecte, de façon particulièrement sensible, l'ensemble de nos Budgets, puisque cette somme correspond à près de 25 % du total des recettes escomptées ! Celles-ci montent pour 1923

(1) Il importe de ne pas perdre de vue que, par le seul fait de leur existence, les recettes compensatoires ont pour effet d'augmenter artificiellement le total des dépenses aussi bien que celui des recettes d'une somme de 724 millions.

En réalité les dépenses de l'État ne montent qu'à 7,613 millions dans les prévisions pour 1923.

Le Budget de 1920 ne comportait, comme recette compensatoire, que le remboursement des frais de l'armée d'occupation. Celui de 1921 prévoyait, en plus, les charges financières des régies. Toute comparaison directe conduirait donc à des conclusions erronées.

(2) Fonds des communes et parts des provinces et des communes dans le produit des impôts directs.

au total de 5.942 millions et sont donc insuffisantes à concurrence de 2.395 millions.

Mais, si la situation générale reste sombre, comme elle n'a cessé de l'être depuis que la guerre a ébranlé les assises mêmes de la Nation, de nombreux indices réconfortants se révèlent, de nature à ranimer les courages, à stimuler les efforts. Ils montrent que le travail patient, obstiné, ingrat toujours, accompli depuis le jour où la nécessité de faire des économies et encore des économies est apparue comme inéluctable, n'a pas été stérile. Ils permettent de considérer avec une confiance de plus en plus raisonnée l'avenir du pays.

* * *

L'essentiel d'un ensemble budgétaire est l'ordinaire. C'est lui que l'on consulte en premier lieu pour se faire une opinion. Ne commande-t-il pas la vie journalière du pays? N'est-ce pas de son équilibre que dépend la possibilité de payer aussi bien les fonctionnaires, les ouvriers et toute l'Administration de l'État, que les arrérages de la dette publique?

Un Budget ordinaire en déficit constant c'est la ruine à brève échéance : la Belgique, qui a la charge de réparer plus de 30 milliards de dommages de guerre, sans pouvoir attendre le versement d'indemnités substantielles, se devait de mettre sans aucun retard son Budget ordinaire en ordre. Elle y est arrivée et d'une façon qui paraît permanente pour autant que le pays ne se dérobe pas à l'effort fiscal encore indispensable.

L'ordinaire est en équilibre grâce à la réduction des dépenses d'administration de l'État, grâce aussi à l'accroissement de ses ressources normales, permanentes. Ces deux points déjà mis en lumière méritent que l'on s'y attarde encore quelque peu.

L'ordinaire doit pour bien faire être divisé en trois parties distinctes :

Le Budget de la Dette publique ;

Les Budgets d'administration comprenant les prévisions de dépenses des divers Départements, plus celles de la Gendarmerie et les Dotations ;

Enfin, le Budget des Non-Valeurs et des Remboursements.

On a vu que le Budget de la Dette publique est, par rapport à l'année dernière, en augmentation de 49 millions seulement. C'est un chiffre qui paraît faible à première vue et d'autant plus que, comme il a été dit, l'augmentation réelle n'est que de 24 millions. Les autres 25 millions proviennent, en premier lieu, de l'inscription à l'ordinaire d'un crédit de 15 millions pour le remboursement aux communes des frais extraordinaires d'alimentation et de secours supportés pendant les années 1919 et 1920, frais dont l'État consent à prendre désormais la charge ; en second lieu, du simple transfert de l'extraordinaire à l'ordinaire d'une somme de 10 millions représentant la bonification due à la Banque Nationale ensuite de la Convention du 19 juillet 1919 relative aux avances effectuées pour le retrait des monnaies allemandes.

Ce transfert, conforme à la politique d'incorporation progressive à l'ordinaire que poursuit le Gouvernement, ne pouvait plus être retardé, surtout

en ce qui concerne la créance de la Banque Nationale de Belgique, maintenant que la chute catastrophique du marc et la demande de moratorium complet de l'Allemagne ne permet plus guère d'envisager un accord direct avec le Reich au sujet des mares retirés de la circulation.

Quant au restant de l'augmentation, soit 24 millions, son origine vous a été indiquée à l'occasion de l'examen détaillé que nous avons fait plus haut de notre Budget ordinaire. Contentons-nous de dire ici que, si par sa modération elle doit nous réjouir, puisqu'elle montre que, contrairement à ce qui s'est si souvent passé, les prévisions de 1922 ont été suffisantes, elle ne peut pas cependant être considérée comme la « raison » de la « progression » de nos charges d'emprunts futurs.

Beaucoup plus réconfortantes sont les diminutions de nos dépenses permanentes d'administration. Alors que dans l'exposé général de l'année dernière elles n'apparaissaient qu'à la condition de faire abstraction de certains transferts de l'extraordinaire à l'ordinaire, transferts effectués dans un souci de sincérité, elles sont, cette année, patentes, perceptibles au premier examen.

Le tableau ci-dessous met en évidence les variations du montant des dépenses d'administration dans les dernières années.

Exercices.	Montant en milliers de francs (1).	Augmentation en milliers de francs.	Diminution en milliers de francs.
1894	135,034	68,000	»
1904	203,659		
1914	289,277	86,000	»
1920	1,389,811	1,099,000	»
1921	1,482,312	93,000	»
1922	1,437,755	»	45,000 (2)
1923	1,406,000	»	31,000

Si nous avons conservé le cadre budgétaire de 1922, le boni de l'ordinaire eût été, en 1923, de 157 millions.

Dans le cadre de 1921, il eût été de 215 millions.

(1) Y compris les crédits supplémentaires votés jusqu'en 1922 inclusivement.

(2) D'après l'Exposé général du Budget de 1922, l'augmentation des dépenses administratives, comparativement à 1921, se chiffrait par 26 millions, compte tenu d'un total de crédits de 58 millions transférés de l'extraordinaire à l'ordinaire. Cette situation s'est trouvée modifiée par suite d'abord de l'octroi de crédits supplémentaires aux budgets d'administration de 1921 (87,767,318 francs), et ensuite du fait que le Budget de 1922 voté par la Législature, présentait, comparativement aux propositions primitives, une augmentation aux dépenses d'administration de près de 17 millions (y compris les crédits supplémentaires).

C'est évidemment à ces chiffres que l'on doit mesurer les résultats obtenus.

Ils sont, par eux-mêmes, éloquents. Et cependant ils ne disent ni l'importance morale du progrès, ni les difficultés vaincues.

Y avait-il moyen de faire mieux? C'est possible, mais peu probable.

Chaque Département a passé ses prévisions de dépenses au crible. Les projets de budgets, transmis au Ministère des Finances en juillet, août et septembre, ont fait l'objet d'importantes demandes de réduction accompagnées de suggestions précises. Il a paru que ce travail interne avait donné tout ce qu'on pouvait en attendre et que le moment de livrer les projets de budgets aux Chambres ne pouvait plus être reculé. Nous espérons que celles-ci, dans toute l'étendue de la mission que leur a dévolue la Constitution, sauront, au cours de l'examen approfondi qu'elles auront l'occasion d'en faire, découvrir dans les budgets d'administration de nouvelles sources d'économies. Rien n'est plus désirable, car entre la méthode qui consiste à équilibrer un budget en réduisant les dépenses et celle qui conduit à une augmentation des impôts, il n'y a pas d'hésitation possible.

Aussi, de son côté, le Gouvernement ne se contentera-t-il pas des résultats obtenus. S'arrêter serait, à son avis, s'exposer aux pires déconvenues; l'on sait que les dépenses publiques suivent quasi automatiquement, par le seul fait du progrès, une courbe croissante souvent mise en évidence. Est-il besoin de rappeler les lois nombreuses votées depuis 1918, qui ont occasionné une augmentation des charges annuelles permanentes de l'État?

Citons parmi les plus importantes :

Loi modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État en ce qui concerne la rémunération des professeurs et administrateurs-inspecteurs des universités (22 février 1919, *Moniteur* du 1^{er} mars 1919, n° 60).

Loi instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets (7 avril 1919, *Moniteur* du 12 avril 1919, n° 102).

Loi relative à l'augmentation des traitements des membres de l'ordre judiciaire (12 mai 1919, *Moniteur* du 22 mai 1919, n° 142).

Loi complétant, en raison de la situation causée par la guerre, l'article 9 de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse (17 juin 1919, *Moniteur* des 29-30 juin 1919, n°s 180-181).

Loi modifiant, en raison des événements de guerre, la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail et complétant quelques dispositions de la dite loi (27 août 1919, *Moniteur* du 7 septembre 1919, n° 250).

Loi instituant l'OEuvre nationale de l'Enfance (8 septembre 1919, *Moniteur* du 26 septembre 1919, n° 269).

Loi modifiant et complétant la loi du 5 juin 1911 sur les pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs (25 octobre 1919, *Moniteur* du 20 novembre 1919, n° 324).

Loi portant revision de certains articles de la loi organique de l'instruction primaire du 19 mai 1914 (13 novembre 1919, *Moniteur* du 15 novembre 1919, n° 319).

Loi modifiant l'article 15 de la loi organique de l'instruction primaire (14 novembre 1919, *Moniteur* du 20 novembre 1919, n° 324).

Loi portant augmentation des chiffres organiques des officiers de l'armée (15 novembre 1919, *Moniteur* des 24-25 novembre 1919, n°s 328-329).

Loi portant revision de la loi du 4 avril 1890, relative à l'enseignement agricole (15 novembre 1919, *Moniteur* du 1-2 décembre 1919, n°s 334-336).

Loi sur les pensions militaires (23 novembre 1919, *Moniteur* du 6 décembre 1919, n° 340).

Loi instituant une société nationale des habitations et logements à bon marché (11 octobre 1919, *Moniteur* du 31 mars 1920, n° 91).

Loi relative à l'augmentation des traitements des professeurs et des administrateurs-inspecteurs des Universités de l'État (24 avril 1920, *Moniteur* du 13 mai 1920, n° 134).

Loi sur les pensions (3 juin 1920, *Moniteur* du 11 juin 1920, n° 163).

Loi portant augmentation des traitements des membres de l'ordre judiciaire (31 juillet 1920, *Moniteur* du 13 août 1921, n° 2-6).

Loi relative aux traitements des membres de la Cour des Comptes (7 août 1920, *Moniteur* du 13 août 1920, n° 226).

Loi modifiant les traitements des membres du Conseil des Mines (9 août 1920, *Moniteur* du 4 septembre 1920, n° 243).

Loi portant augmentation des traitements ecclésiastiques (10 août 1920, *Moniteur* du 15 août 1920, n° 228).

Loi sur les traitements des instituteurs (14 août 1920, *Moniteur* du 26 août 1920, n° 239).

Loi concernant les pensions de vieillesse (20 août 1920, *Moniteur* des 30-31 août 1920, n°s 243-244).

Loi modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État en ce qui concerne la rémunération des professeurs et administrateurs-inspecteurs des Universités de l'État (20 août 1920, *Moniteur* des 6-7 septembre 1920, n°s 250-251).

Loi modifiant et complétant les lois des 5 juin 1911 et 26 mai 1914 sur les pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs (20 août 1920, *Moniteur* des 13-14 septembre 1920, n°s 257-258).

Loi relative à la rémunération des professeurs civils de l'École militaire (25 août 1920, *Moniteur* du 5 septembre 1920, n° 249).

Loi modifiant l'article 7 de la loi du 18 mars 1836 portant organisation de l'École militaire (25 août 1920, *Moniteur* du 5 octobre 1920, n° 249).

Loi relative aux pensions militaires (25 août 1920, *Moniteur* du 5 septembre 1920, n° 249).

Loi augmentant le personnel de la Cour d'appel de Liège (26 janvier 1921, *Moniteur* des 31 janvier et 1^{er} février 1921, n° 31-32).

Loi augmentant le personnel des tribunaux de première instance de Bruxelles, de Huy, de Mons et de Verviers et prolongeant le délai de nomination des substituts de complément et des référendaires adjoints de complément (14 mars 1921, *Moniteur* du 17 mars 1921, n° 76).

Loi accordant aux gendarmes pensionnés avant 1909 la même pension que celle octroyée à ceux admis à la retraite après cette date (31 mai 1921, *Moniteur* du 9 juin 1921, n° 160).

Loi instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures (14 juin 1921, *Moniteur* des 20-21 juin 1921, n° 171-172).

Loi revisant l'article 5 de la loi du 25 août 1919 relative aux chevrons de front (20 juillet 1921, *Moniteur* du 30 juillet 1921, n° 211).

Loi concernant l'emploi des langues en matière administrative (31 juillet 1921, *Moniteur* du 12 août 1921, n° 224).

Loi modifiant les articles 8 et 18 de la loi du 18 mars 1918, portant organisation de l'École militaire (8 août 1921, *Moniteur* du 21 août 1921, n° 233).

Loi renforçant l'obligation scolaire de l'enseignement primaire (18 août 1921, *Moniteur* du 22 octobre 1921, n° 295).

Loi relative aux Mieux Doués (15 octobre 1921, *Moniteur* du 11 novembre 1921, n° 315).

Loi relative aux bibliothèques publiques (17 octobre 1921, *Moniteur* du 19 novembre 1921, n° 323).

Loi relative à l'intervention financière de l'État dans le coût des travaux et installations effectués par la Compagnie intercommunale des eaux en vue de l'alimentation en eau potable des villes et communes de l'agglomération bruxelloise et des Flandres (10 février 1922, *Moniteur* du 15 février 1922, n° 46).

Loi modifiant diverses dispositions des lois sur les pensions de vieillesse (9 avril 1922), *Moniteur* du 23 avril 1922, n° 113).

Loi modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat en ce qui concerne la rémunération des professeurs et administrateurs-inspecteurs des universités de l'Etat (25 juin 1922, *Moniteur* du 5 juillet 1922, n° 188).

Loi tendant à améliorer la situation financière des provinces et des communes (16 juillet 1922, *Moniteur* des 22-23 juillet 1922, n° 203-204).

Loi instituant un Fonds des Communes (19 juillet 1922, *Moniteur* des 22-23 juillet 1922, n° 203-204).

Loi approuvant la participation de l'État dans la formation de l'association sans but lucratif dénommée « Palais des Beaux-Arts de Bruxelles », ainsi que divers engagements consécutifs à cette participation (3 août 1922, *Moniteur* du 5 août 1922, n° 217).

Loi modifiant à nouveau l'article 18 de la loi du 18 mars 1838, portant organisation de l'Ecole militaire (28 juillet 1922, *Moniteur* du 11 août 1922, n° 233).

N'oublions pas que la dépense ne suit pas toujours immédiatement la promulgation de la loi. Le germe se développe lentement souvent et ce n'est qu'après plusieurs années que la charge apparaît avec toute son ampleur.

Au même titre que la diminution des dépenses d'administration, l'augmentation des ressources permanentes normales de l'État est un élément des plus favorables de la situation présente.

Depuis l'armistice, des sources de revenus très diverses concourent à la formation du total des recettes budgétaires. Elles ont une valeur intrinsèque souvent différente de leur montant. Les plus importantes sont les recettes normales, permanentes, celles que l'on a l'assurance de retrouver chaque année avec de faibles différences en plus ou en moins, les seules sur lesquelles on peut se baser pour établir des projets d'avenir. Le Budget de 1923 offre, nous l'avons indiqué déjà, cette heureuse particularité que les revenus de cette nature sont ceux qui présentent la plus notable augmentation.

Alors que les recettes ordinaires du Budget des Voies et Moyens n'atteignaient que 1,725 millions au Budget de 1922, elles figurent dans celui de 1923 pour 2,208 millions. Il importe toutefois de ne pas exagérer l'importance de cette plus-value qui n'atteint 483 millions qu'en écritures.

En réalité, il faut, pour mesurer les progrès réellement obtenus, rendre d'abord les chiffres comparables :

Restituons à cette fin, aux recettes ordinaires de 1922, mon-	
tant à	fr. 1,725 millions
les sommes déduites pour les provinces et les communes, soit :	264 id.

Ce qui les porte à	fr. 1,989 millions
Rapprochées de celles de 1923 s'élevant à	2,208 id.

La progression des recettes atteint	fr. 219 millions
---	------------------

Et si l'on se reporte au total des recettes ordinaires de l'État prévues pour les exercices précédents, on trouve, déduction faite du produit des régies :

pour 1913	361 millions de francs.	
pour 1919	466	id.
pour 1920	1,111	id.
pour 1921	1,459	id.
pour 1922	1,725	id.
pour 1923	1,944	id. (1)

Particularité importante, l'augmentation de 219 millions dont il vient d'être fait état provient surtout du meilleur rendement des impôts existants. Les taxes nouvelles n'y ont guère contribué (2). Et c'est à bon droit que l'on a pu consolider les plus-values constatées dans les perceptions effectuées au cours des derniers mois, en pleine période de crise des affaires. Les prévisions du Budget des Voies et Moyens apparaissent donc, même en ce qui concerne les impôts sur les revenus, comme des minima qui seraient fortement dépassés si la reprise pouvait se maintenir quelque temps.

L'amélioration de nos recettes ordinaires nous permet de considérer sans grande inquiétude la diminution, attendue d'ailleurs, de nos recettes exceptionnelles, qui de 36,5 millions tombent à 7,7 millions. Cette diminution est due à la disparition des recettes attendues précédemment de l'impôt spécial et extraordinaires sur les bénéfices de guerre.

Les recettes compensatoires sont également en diminution. Il faut en trouver la cause dans le fait que, pour les raisons exposées ci-dessus au sujet de l'accroissement des charges de la dette portées à l'ordinaire, il a paru indiqué de ne

(1) Abstraction faite des 264 millions, formant la part des provinces et des communes.

(2) Citons l'augmentation du droit sur les permis de port d'armes de chasse, le droit de tenderie et la taxe sur l'essence d'automobile.

plus laisser à l'extraordinaire les 107 millions représentant la charge inhérente au retrait des mares.

Arrêtons-nous un moment pour jeter un regard sur le chemin parcouru depuis trois ans.

Reportons-nous aux deux premiers Budgets d'après guerre. Leurs demandes de crédits, enflées outre mesure, étaient très souvent inférieures aux besoins qui se sont révélés. Les dépassements devenus chose presque normale rendaient le contrôle du Parlement, dans une certaine mesure, illusoire.

Le vote des crédits supplémentaires suivants a dû successivement régulariser la situation :

En 1919	millions de francs.
En 1920	id.
En 1921	id.
En 1922	id.

Aujourd'hui, grâce aux lois du 21 juillet 1921 et du 10 juin 1922 instituant et renforçant la comptabilité des dépenses engagées, les dépassements de crédits n'existent pratiquement plus.

En 1921, le Budget ordinaire était en déficit de 209 millions, bien qu'allégé des sommes suivantes que nous y avons introduites depuis, parce que nous estimions qu'elles devaient être couvertes par les revenus normaux de l'État :

En 1922	58 millions de francs ⁽¹⁾ .
En 1923	162 id. ⁽²⁾ .

Et cependant, malgré ces charges nouvelles pour lui, malgré la diminution des recettes compensatoires et des recettes exceptionnelles, qui l'alimentent partiellement, le Budget ordinaire peut être considéré comme étant en équilibre. Le progrès est considérable. Mais n'oublions pas que cet équilibre, qui dépend en partie des paiements de l'Allemagne, ne se maintiendra à l'avenir que si dans l'ascension parallèle des charges de l'emprunt et des ressources de l'impôt, ces dernières conservent l'avantage. C'est dire que la persévérance et l'esprit de sacrifice sont aussi nécessaires que jamais.

*
* * *

Un inconvénient de la subdivision inévitable des prévisions en Budget ordinaire et Budget des Dépenses recouvrables est de rendre moins aisée, aux non-initiés, la

(1) Voir Exposé général du Budget de l'exercice 1922, pp. 10 et 11.

(2) Savoir : 107 millions : charges résultant du retrait des mares,
40 millions : charge supplémentaire dérivant de l'abandon à la régie des Postes de la part de ses recettes attribuée jadis au fonds communal,
15 millions : aide nouvelle aux communes pour dépenses d'alimentation et de secours.

compréhension de la situation exacte de la dette. En réalité, notre dette forme un tout. La seule différence entre les dépenses qui figurent à l'un et à l'autre budget, est que nous considérons les unes comme définitivement à notre charge, tandis que les autres ne nous incombent qu'en attendant les paiements des réparations : le Budget des Dépenses recouvrables est, en fait, disait l'exposé général de l'année dernière, le compte-courant de l'Allemagne.

Pour se rendre un compte exact de la majoration réelle des crédits de 1923 par rapport à ceux de 1922, il faut donc considérer, non seulement le Budget de la Dette publique proprement dit, mais aussi les charges portées au Budget des Dépenses recouvrables. Toutefois, pour prévenir tout double emploi, il convient d'éliminer de ce dernier les crédits compensatoires destinés à soulager l'ordinaire de la charge de la partie des emprunts de l'État consacrée à des dépenses de réparations.

Au total, dans les deux budgets, les charges cumulées de la dette et des pensions, montent pour 1923 à 1,734 millions dont 1,580 millions pour la dette proprement dite et 154 millions pour les pensions et autres engagements de l'État.

On constate aux dépenses ordinaires une augmentation réelle de 24 millions ⁽¹⁾ par rapport à 1922 (augmentation dont nous avons déjà parlé) et aux dépenses recouvrables une augmentation de 80 millions. Au total donc, il y a 104 millions de charges en plus que l'année dernière.

Le même procédé de calcul donnerait pour 1922 une augmentation dans l'ensemble de 64,1 millions sur les charges de 1921, compte tenu des crédits supplémentaires ⁽²⁾.

Apparemment donc, il y a accélération dans les besoins de crédit pour le service de la dette : 104 millions en plus, par an, au lieu de 64 millions.

Mais il faut, dans les dettes, faire une distinction nette entre ce qui est dette véritable, dette proprement dite, et ce qui, dans les traditions budgétaires, y est assimilé habituellement : pensions, rémunérations en matière de milice, intérêts sur cautionnements et consignations, etc.

Les pensions surtout ont pris un développement considérable depuis la guerre. Mais les pensions civiles et militaires de guerre ont cette caractéristique propre que, après une période d'accroissement rapide, correspondant à l'établissement des droits de chacun, leurs charges doivent diminuer lentement, pour s'éteindre au bout d'un certain nombre d'années. L'accroissement des charges des pensions n'a donc rien d'inquiétant pour l'avenir.

Il en est tout autrement des charges de la dette proprement dite. Celles-ci, qu'elles figurent au chapitre premier du Budget ordinaire de la dette ou dérivent

(1) Abstraction faite de 10 millions (charge du retrait des marcs) venus de l'Extraordinaire et de 13 millions représentant l'aide nouvelle accordée aux communes et qui auraient pu, logiquement, figurer aux dépenses suites de guerre.

(2) Sauf la charge exceptionnelle dont le Budget de 1921 est frappé du chef de l'échange des Bons de Restauration monétaire contre des Bons à cinq ans.

des emprunts dont les charges figurent aux dépenses recouvrables ⁽¹⁾ montrent les accroissements suivants :

	Crédits de 1923.		Crédits de 1922.
<i>Dépenses :</i>			
Ordinaires fr.	1,107,000,000 »	1,058,000,000 »	
Extraordinaires	» »	10,000,000 »	
Recouvrables	474,000,000 »	424,000,000 »	
TOTAUX. fr.	1,581,000,000 »	1,492,000,000 »	

Les charges de la dette proprement dite ont donc augmenté dans le Budget de 1923 de 89 millions, soit 49 à l'ordinaire et 50 aux recouvrables qui supportent cependant une charge de 57 millions pour le second Emprunt des Régions Dévastées.

Or le Budget de 1922 avait marqué par rapport à 1921 une augmentation de 103,000,000 de francs ⁽²⁾. Il y a donc ralentissement, c'est-à-dire progrès.

Ces progrès sont perceptibles d'ailleurs aussi bien si l'on considère le tableau de la dette en capital que celui des charges qui en découlent.

Si, calculant nos emprunts extérieurs au cours uniforme du 29 septembre 1922, afin de rendre toutes choses égales, nous comparons le montant de nos dettes à douze mois d'intervalle, nous trouvons :

	Dette consolidée (y compris la Dette indirecte).	Dette flottante.	Total.
Au 30 septembre 1919. . . fr.	6,779,000,000	16,558,000,000	23,337,000,000
Id. 1920.	9,848,000,000	18,227,000,000	28,075,000,000
Id. 1921.	11,209,000,000	22,723,000,000	33,937,000,000
Id. 1922.	14,152,000,000	21,591,000,000	35,743,000,000

Ainsi donc notre dette totale, qui s'est accrue de 4,7 milliards en 1919-1920 et de 5,8 milliards en 1920-1921, n'a augmenté que de 1,8 milliard en 1921-1922. La Dette flottante a diminué entre le 30 septembre 1921 et le 30 septembre 1922 de 1,1 milliard, par suite surtout du remboursement ou de la consolidation d'une partie des Bons du Trésor de la Restauration monétaire.

La réduction de la Dette flottante se poursuit à présent en ce qui concerne les Bons du Trésor escomptés à six mois, dont le montant a décri de 850 millions depuis le 22 février dernier.

L'amortissement de nos dettes consolidées a été poursuivi sans interruption conformément aux lois existantes.

(1) Recouvrables et extraordinaires pour 1922.

(2) Toujours en éliminant la charge exceptionnelle de l'échange des bons monétaires.

Les capitaux remboursés depuis l'armistice jusqu'au 30 septembre atteignaient :

Pour les 3 %	140 millions de francs.
Pour le 5 % restauration nationale	23 id.
Pour le 5 % à prime.	16 id.
Pour la dette indirecte ancienne	21 id.

Soit au total pour la dette intérieure. 170 millions de francs.

Nous avons amorti en même temps :

Soit au cours du 29 septembre 1922.

En 3 % 4 ^{me} série	£ 1,812,000	111,573,900 francs.
En 7 1/2 % aux États-Unis	\$ 4,000,000	56,240,000 id.
En 8 % aux États-Unis	\$ 2,250,000	31,633,000 id.
TOTAL :		<u>199,448,900 francs.</u>

Le ralentissement constaté dans l'accroissement de notre dette, de même que la diminution du loyer de l'argent qui n'a pas nui au succès de notre récente émission de bons décennaux, sont, eux aussi, des indices favorables qu'il importe de noter. Mais encore une fois, gardons-nous de pêcher par excès d'optimisme et disons-nous bien que si l'on peut espérer que le taux des emprunts deviendra de moins en moins onéreux, rien ne nous permet d'affirmer que l'augmentation de notre dette ne connaîtra pas une nouvelle accélération. Le contraire est même certain si l'on n'aboutit pas, comme on a pu l'espérer un moment, en avril dernier, à recevoir des paiements en capital provenant d'emprunts allemands.

Le Budget de 1922 prévoyait les charges des capitaux qu'il paraissait nécessaire de demander à l'emprunt ou aux émissions de Bons du Trésor, pour couvrir l'excédent des dépenses sur les recettes. Dans les prévisions de 1923, il n'a pas été porté de charges pour les capitaux à emprunter éventuellement avant le 1^{er} janvier 1924, sous réserve d'en faire l'objet, en cas de besoin, d'une demande spéciale de crédits. Il est certain toutefois que des charges devront frapper de ce chef, soit le Budget de 1923, soit, pour la première fois, celui de 1924, suivant les modalités des émissions auxquelles on aura eu recours, d'où fatalement nouvel accroissement du fardeau de la dette.

Comment ne pas éprouver un sentiment d'inquiétude, d'angoisse même, devant cette perspective? Notre dette atteint déjà 35,743,000,000 de francs, soit 4,740 francs par tête d'habitant, chiffre qu'il est intéressant de comparer à la charge unitaire de certains autres pays.

D'après le « Budget speech » prononcé par Sir Robert Horne, chancelier de l'Echiquier, le 1^{er} mai 1922, la dette du Royaume-Uni atteignait à cette époque £ 6,564 millions plus £ or 1,090 millions.

En Italie, suivant une déclaration de M. Peano, ministre du Trésor faite, en juillet 1922, la dette totale était de 92,569 millions de lires plus 21,361 millions de lires-or.

D'après l'Exposé des motifs du projet de budget pour 1923, la dette française s'élève à 242,108 millions de francs papier plus 36,198 millions de francs-or.

Aux États-Unis, au 31 mai 1922, d'après les documents officiels publiés par la « Financial Chronicle, State and City Section », la dette était de 23,139 millions de dollars.

En Hollande, d'après des documents publiés par la Ligue des Nations, la dette était au 1^{er} janvier 1922, de 3,337 millions de florins.

Au 30 septembre 1922, la dette allemande, à l'exclusion des dettes des États, était évaluée à 601,865 millions de marcs-papier, plus une dette de réparation d'environ 120 milliards de marcs-or. Le premier de ces chiffres figure dans le projet de Budget du Reich (exercice 1922, annexe XIV) et a été mis à jour par des relevés parus dans le Reichsanzeiger du 7 octobre 1922 (n° 226).

Le tableau suivant est établi en francs belges au cours du 29 septembre 1922 :

DETTES PUBLIQUES DES PRINCIPAUX PAYS.

PAYS.	Date des dettes.	Montant de la dette en monnaie du pays (en millions).	Montant de la dette en francs belges (en millions).	Population (en milliers).	Montant de la dette en francs belges par habitant.
Royaume-Uni . . .	31 mars 1922.	7,776 £ papier.	478,807	47,299	10,123
Italie	31 mai 1922.	190,824 livres papier.	112,586	38,835	2,899
France	31 mars 1922.	334,503 francs pap.	355,582	39,210	9,069
États-Unis	31 mai 1921.	23,139 \$.	325,334	105,683	3,078
Pays-Bas	1 ^{er} janvier 1922.	3,337 florins.	18,770	6,841	2,744
Allemagne (abstraction faite de la dette de réparation) . .	30 sept. 1922.	601,865 M. papier.	5,176	59,858	86
Allemagne (y compris la dette de réparation) . . .	30 sept. 1922.	47,375,065 M. pap.	407,408	59,858	6,806
Belgique	29 sept. 1922.	35,743	35,743	7,540	4,740

Cours des changes au 29 septembre 1922.

Franc français	106.30
Livre sterling	61.57 1/2
Dollar	14.06
Florin	5.45
Lire	0.59
100 Marcs	0.86

* * *

Il faut, Messieurs, tenir compte, lorsqu'on examine les diverses propositions de dépenses extraordinaires qui vous sont faites, de la menace que constitue, pour l'avenir financier du pays, l'accroissement inévitable des charges de la dette qui vient d'être mis en lumière. Si l'on fait la discrimination nécessaire dans les crédits votés en 1920 — à cette époque les dépenses résultant de la guerre étaient jointes aux dépenses extraordinaires — on constate que ces dernières atteignaient le chiffre formidable de fr. 2,587 millions.

En 1921, elles étaient de 1,368 id.

En 1922, elles étaient de 853 id.

compte tenu des crédits supplémentaires votés dans la suite.

En 1923, les dépenses extraordinaires ne sont plus que de 624 millions, d'où, apparemment, gain de 229 millions. Le gain est, en réalité, fort inférieur à ce chiffre. Celui-ci résulte en effet de deux causes principales ne correspondant pas à des économies réelles.

La première de ces causes est le transfert de l'extraordinaire à l'ordinaire de deux crédits d'un total de 107 millions dérivant du retrait des marcs. Nous n'insisterons plus sur cette modification comptable longuement justifiée déjà.

La seconde cause de diminution apparente consiste en une nouvelle évaluation des charges dérivant de la loi du 25 août 1920 accordant une dotation aux militaires de la guerre 1914-1918 en témoignage de reconnaissance nationale. Il y avait, au 30 septembre 1922, 250,000 livrets de dotation délivrés, représentant en capital une somme de 627 millions. Le Fonds des Combattants avait, à la même date, reçu 330,000 demandes, chiffre qui peut être encore dépassé, le Ministère de la Défense Nationale signalant que le nombre de démobilisés atteint 360,000. Heureusement, la grande majorité des combattants ayant huit chevrons de front, c'est-à-dire ayant droit à la dotation maxima, ont déjà reçu satisfaction. On doit en tout cas se féliciter du vote de la loi du 10 août 1921 qui, en organisant la liquidation de la dotation de manière à inciter les bénéficiaires à l'épargne, a évité à l'État le décaissement d'une somme de 700 à 800 millions et peut-être même supérieure.

L'application de cette loi, actuellement en vigueur depuis plus d'un an, a permis de réduire de 150 à 75 millions le crédit nécessaire ⁽¹⁾. Les obligations de l'État n'en sont pas moins identiques en 1923 et en 1922 et l'on comprend sans peine que la réduction accusée au Budget n'est pas une véritable diminution de charge.

Si l'on tient compte des deux chiffres dont il vient d'être parlé, on constate que les dépenses extraordinaires n'ont réellement diminué que de 47 millions. Ce résultat est insuffisant, en raison surtout, de la diminution de 40 millions de la subvention au Fonds national de crise, due uniquement aux circonstances.

Nous n'entendons pas entrer ici dans la discussion académique que l'on connaît, au sujet de la justification d'un budget extraordinaire à couvrir par les

(1) Consulter à ce sujet le développement de l'article 121 du Budget extraordinaire.

ressources de l'emprunt. On sait qu'il est des dépenses de premier établissement ou des dépenses d'outillage qui rapportent, de même que des dépenses extraordinaires d'armement, véritables primes d'assurance, auxquelles logiquement les générations futures doivent coopérer, puisque ce sont elles surtout qui en bénéficient. Mais ne faut-il pas, en cette matière, agir avec la plus extrême prudence? Admettre régulièrement des dépenses extraordinaires, c'est installer en permanence, a-t-on dit, l'emprunt dans le Budget. C'est enfler la dette, sans limite. C'est grever les générations futures de charges dont elles auront peine, peut-être, à supporter le poids. N'oublions pas que ces mêmes générations auront à payer la liquidation de la guerre, dont le Traité de paix n'a mis qu'une partie au compte de l'agresseur et que six cents millions de dépenses extraordinaires en permanence équivalent à l'obligation de trouver chaque année 30 à 35 millions d'impôts nouveaux.

L'exposé général de l'année dernière, tout en reconnaissant l'impossibilité de se passer de Budget extraordinaire, insistait sur la nécessité de se borner aux dépenses strictement et immédiatement indispensables. « Le Ministre des Finances », disait-il, « compte sur la sagesse des Chambres pour passer au crible » les crédits de cette nature qui lui sont demandés ». Les Chambres ont, dans une certaine mesure, répondu à cette attente. Aussi, cette année, leur adressons-nous le même appel. Les Budgets extraordinaires auraient pu, sans doute, être retenus encore; de nouvelles démarches auraient pu être faites, en vue d'obtenir des nouvelles réductions. Cette méthode eût retardé le dépôt de l'ensemble des Budgets, rendu impossible la présentation d'une situation complète et di miné le temps dont les Chambres auraient disposé pour l'examen d'une partie si importante de nos demandes de crédits. Il a été jugé préférable d'y renoncer.

Il faut, dans les dépenses extraordinaires, faire une distinction nette entre celles qui sont inéluctables et celles qui ne le sont pas.

Parmi les premières figurent les dépenses suites de guerre. Si leur principe est incontestable, peut-être cependant leur montant pourrait-il être l'objet d'un examen détaillé.

Citons :

Le subside à l'Œuvre nationale des orphelins de la guerre	fr.	6,565,000	»
Les secours aux ouvriers inaptes		875,000	»
Les secours aux victimes d'accident du travail		4,250,000	»
Les dépenses suites de guerre de la Défense Nationale .		32,500,000	»

Le Gouvernement n'a pas caché les scrupules qu'il éprouvait à laisser à la place qu'elles occupent à l'extraordinaire, les dépenses suites de guerre dont le total atteint 190 millions. L'exposé du Budget de l'année dernière signalait déjà que « l'un des postes à transférer à l'ordinaire, d'où il a été tenu éloigné en » suite de la décision de la Législature elle-même, représente le crédit destiné à » payer les indemnités temporaires et mobiles de vie chère. » Elles sont, pour 1923, estimées à 59 millions environ et leur place nous paraît être au

Budget ordinaire, section des dépenses exceptionnelles, où elles pourraient conserver le caractère de précarité que la Chambre a voulu marquer en les laissant à l'extraordinaire. Mais l'indemnité de vie chère n'est pas seule en cause ; la plupart des crédits sollicités pour dépenses suites de guerre devraient être traités de la même façon. Les Chambres voudront bien y réfléchir. L'exposé général de 1922 montre combien le Gouvernement est convaincu de la « nécessité d'enlever à » l'extraordinaire pour les inscrire à l'ordinaire, les postes afférents à des » dépenses suites de guerre, à mesure que ce sera possible, sans trop alourdir le » poids des impôts ». « Cette politique », y lit-on, « ne saurait être trop énergiquement poursuivie. On conçoit qu'elle ne peut être l'œuvre d'un jour. »

Il en a toujours été ainsi, d'ailleurs ; l'histoire nous le prouve.

La France a, par deux fois, pratiqué la politique d'épuration budgétaire que nous venons d'esquisser : les Budgets extraordinaires qui avaient fait leur apparition à la fin du premier empire d'abord, après le désastre de 1870 ensuite, ont été, petit à petit, réincorporés à l'ordinaire. Le moment paraît arrivé pour la Belgique d'adopter la méthode qui a sauvé les finances de la France.

En dehors des dépenses suites de guerre que l'on ne devrait pas couvrir par l'emprunt, parce qu'elles correspondent pour la Nation à une destruction de la richesse, il en est d'autres pour lesquelles l'inscription au Budget extraordinaire peut mieux se concevoir. Ce sont celles que nous groupons sous le vocable « dépenses d'outillage ». Elle dépassent 433 millions de francs dans nos prévisions pour 1923, dont :

14 millions	pour la construction d'écoles normales,
38 id.	pour les routes,
125 id.	pour les travaux hydrauliques,
26 id.	pour les bâtiments militaires,
64 id.	pour l'artillerie.

sans parler des autres dépenses de moindre importance.

C'est le total des dépenses d'outillage que nous avons en vue lorsque nous disions il y a un moment que notre Budget extraordinaire était trop lourd.

Certes, un pays qui possède l'organisation économique de la Belgique ne peut se passer de dépenses d'outillage, qu'il s'agisse d'outillage nouveau ou d'extension. Mais le premier des travaux publics, le plus urgent et le plus important aussi, ne consiste-t-il pas à dresser une digue contre le flot montant des charges de la dette ?

Les Chambres en seront, nous le croyons, fermement convaincues, comme nous le sommes nous-même, et nous espérons que faisant leur choix parini les travaux qui sont soumis à leur approbation, elles sauront leur attribuer le degré d'urgence qui convient et trouver le moyen d'en remettre une partie à des temps meilleurs.

. . .

Le Budget des Dépenses recouvrables est d'une tout autre nature que celui des Dépenses extraordinaires. Quelque lourde soit-elle, la charge des

réparations n'est pas de celles auxquelles on peut se dérober. Des raisons d'ordre moral, comme aussi des raisons d'intérêt, poussent la Belgique à se reconstituer au plus tôt. Si les crédits figurant au Budget des Dépenses recouvrables ont bien le caractère qui convient, si aucune exagération dans les demandes ne leur apparaît, ce sera donc sans regret que les Chambres voteront l'augmentation des crédits sollicités, qui, de 2,957 millions en 1922, y compris les crédits supplémentaires, passent, en 1923, à 3,069 millions. Les causes de ces augmentations vous ont été indiquées, Messieurs, vous les trouverez :

A la Dette publique	104 millions de francs ;
A la Défense nationale	44 »
Aux Affaires économiques	140 »

Nous n'y reviendrons pas.

Signalons cependant la diminution des demandes de crédits des Sciences et Arts, de l'Agriculture, des Travaux publics et des Chemins de Fer. Leur importance, réduite par rapport aux demandes de l'année dernière, montre les progrès réalisés dans la réparation du domaine de l'État. On peut espérer que, pour l'avenir, ces Départements n'auront plus de grandes demandes à formuler et que, dans une couple d'années, il ne sera plus question, au Budget des Dépenses recouvrables, que de la Dette publique, des Affaires économiques et des pensions dépendant de la Défense nationale.

L'un des faits saillants du Budget de 1923, nous vous l'avons signalé, réside dans la réduction considérable des recettes de réparations à prévoir. Le moment paraît arrivé de nous étendre quelque peu sur ce point.

Comme on le sait, la situation s'est depuis un an complètement modifiée. Au moment où furent établies les prévisions du précédent Budget, nous détenions, de par le jeu de notre priorité, une somme de 500 millions de marcs-or versée provisoirement à la Belgique en août 1921 et que nous avions la certitude morale de nous voir attribuer définitivement dans le courant de 1922. De plus, les arrangements envisagés à Cannes, en janvier 1922, à la suite de la première demande de moratorium de l'Allemagne, nous permettaient de compter sur le versement échelonné de 580 millions de marcs-or en espèces. Enfin, nous pouvions tabler sur des livraisons en nature à concurrence de 125 millions de marcs-or.

A Paris, en mars dernier, nous nous sommes vus confirmer la possession des 500 millions de marcs-or et le droit de toucher les 580 millions de marcs-or dont il vient d'être parlé. Les versements mensuels dont devaient être formés ces derniers nous ont été effectués régulièrement jusqu'au 15 juillet inclus.

Dans la suite, l'effondrement du marc a conduit l'Allemagne à demander un nouveau moratorium, complet cette fois. Vous connaissez la suite des événements qui nous ont conduits à accepter, pour les paiements du 15 août et du 15 septembre, des Bons du Trésor allemands à six mois, dûment garantis par la Reichsbank, bons que nous avons d'ailleurs escomptés immédiatement

à des conditions favorables. Trois bons d'un montant total de 170 millions de marcs-or doivent encore nous être remis avant la fin de l'année. Nos prévisions de recettes de réparation pour 1922 seront alors atteintes.

Ces recettes, disions-nous l'année dernière, devaient être considérées comme exceptionnellement élevées ; le boni qu'elles procuraient au Budget des dépenses recouvrables ne pouvait avoir qu'un caractère essentiellement passager.

Déjà nous prévoyions qu'en 1923 tout ce que nous pouvions compter recevoir serait le solde de notre priorité, somme relativement importante bien qu'éloignée des 3 milliards de francs nécessaires pour faire face aux besoins et qu'après, les annuités, diminuées des sommes correspondant à l'amortissement de notre priorité, devenant notoirement insuffisantes, il y aurait encore augmentation des « sommes avancées pour compte de l'Allemagne ». Nous montrions le « débit » de celle-ci en compte courant réparation augmentant d'année en année avec, en contre partie, l'espoir qu'un jour les paiements croissants de l'Allemagne, ayant dépassé nos dépenses de réparation, les soldes annuels en notre faveur pussent servir à l'amortissement des dettes contractées, en quelque sorte, pour compte du Reich.

Ce jour s'est malheureusement éloigné de nous.

Le marc a, depuis un an, perdu 95 % de sa valeur extérieure et la question du moratorium s'est trouvée posée par les faits autant que par les hommes. Comment sera-t-elle résolue ? Tel est l'angoissant problème d'aujourd'hui. On conçoit que, dans ces conditions, il n'ait pas été facile de fixer les recettes de réparation à prévoir au Budget. Nous avons cru que la seule solution rationnelle consistait à y inscrire le solde de notre priorité : 500 millions de marcs-or au taux moyen de 3 francs l'un, soit 1,500 millions de francs.

Les livraisons en nature ont été évidemment considérées comme « à valoir » sur la priorité, tandis que le remboursement du coût des armées d'occupation, fixé forfaitairement à 102,850,000 francs par l'accord du 11 mars dernier est présenté en dehors des paiements de réparation.

On a souvent cherché à fixer le montant des réparations restant à effectuer, tant au domaine de l'État, qu'au domaine privé. C'est, en effet, un élément d'incertitude qui pèse gravement sur notre avenir.

Le comte de Liedekerke, dans son rapport sur le Budget des dépenses recouvrables de 1922, a essayé de se livrer à l'évaluation des dommages occasionnés aux biens des particuliers et des communes. Il n'a pu fournir qu'un seul chiffre ayant quelque précision : c'est celui de 1,250 millions de francs représentant la somme nécessaire pour achever tous les travaux de reconstruction par l'Office des régions dévastées, c'est-à-dire les bâtiments publics et les immeubles particuliers dont la reconstruction est demandée à l'État lui-même.

Il n'est pas possible au Département des Affaires Économiques d'évaluer directement, avec quelque approximation l'importance des dommages à réparer en dehors de l'intervention de l'Office des régions dévastées. Aucune évaluation notamment ne peut être donnée pour les sommes qui devront, y compris les 1,250 millions déjà cités, être allouées par les Tribunaux des Dommages de guerre.

On a cherché à arriver à une indication approximative en se basant sur la moyenne des indemnités accordées jusqu'à présent et sur le nombre de cas restant à juger.

Si l'on s'en tient aux jugements rendus à titre définitif, on arrive à la moyenne de 10,000 francs par jugement, qui conduit à un total de 12 milliards pour les 1,200,000 cas à examiner. Ce chiffre est certainement inférieur à la réalité, les affaires terminées définitivement étant, en majorité, de minime importance.

Si, au contraire, on envisage outre les jugements définitifs, ceux accordant une indemnité provisionnelle, on obtient une moyenne de 23,000 francs par affaire, représentant un total d'indemnités de 28 milliards. Ce dernier chiffre est incontestablement beaucoup trop élevé, car toutes les grosses affaires industrielles ont reçu une solution provisoire tandis que les 1,200.000 demandes de dommages introduites comprennent une majorité de petites indemnités.

On a cru pouvoir fixer à 16 ou 18 milliards le chiffre se rapprochant le plus de la réalité. Comme sur ces 16 ou 18 milliards, 6 milliards étaient déjà réparés au 1^{er} janvier 1922; il restait à dépenser à cette date 10 à 12 milliards.

Nous donnons ces chiffres sous toute réserve, la méthode des moyennes ne pouvant être employée ici qu'avec la plus extrême circonspection : seulement 123,000 jugements définitifs et 210,000 jugements définitifs ou provisoires ayant été prononcés sur un total de 1,200,000 cas, les moyennes manquent de poids.

En dehors des 10 ou 12 milliards représentant les dommages restant à réparer au domaine privé, on considérerait qu'il y avait encore au début de 1922 deux milliards de réparations à effectuer au domaine public.

Au total donc, d'après ces évaluations purement approximatives mais qui n'ont rien d'in vraisemblable, la Belgique aurait encore à dépenser 12 ou 13 milliards pour achever sa restauration.

*
* * *

Les grands progrès réalisés dans l'exploitation de nos régies contribueront, pour une large part, à l'amélioration de la situation générale. Si leurs budgets de recettes et de dépenses — dans un but de clarté et pour mieux marquer le principe que les régies doivent se suffire à elles-mêmes — sont nettement séparés des autres budgets de l'État, ce n'en est pas moins une seule et même caisse qui bénéficie de toutes les recettes et supporte tous les paiements. Or, on peut espérer qu'en 1923 les recettes et les dépenses d'exploitation des régies, y compris les charges financières de celles-ci, s'équilibreront à très peu près et que, dans l'avenir — pour peu que l'amélioration constatée s'accroisse — on connaîtra à nouveau une ère de bonis.

L'effort de compression accompli au cours de ces derniers mois a produit une réduction de dépenses d'exploitation de 38 millions de francs sur le budget de 1922 :

27 millions	pour le railway;
8 id.	pour la marine
et 3 id.	pour les postes.

Ces économies combinées avec des augmentations de recettes à prévoir, ont

réduit à 49 millions de francs le déficit total des régies, compte tenu de leurs charges financières, alors qu'en 1922 le déficit prévu était de 244 millions et en 1921, de 279 millions.

Les 49 millions de francs dont nous venons de parler ne constituent pas d'ailleurs un déficit d'exploitation au sens habituel du terme. Il est impossible, en effet, d'assimiler d'une manière absolue une exploitation d'Etat à une exploitation privée; la première est fatalement grevée de charges particulièrement onéreuses d'utilité publique, auxquelles échappe la seconde et ce serait commettre une injustice de n'en pas tenir compte.

Parmi ces charges d'utilité publique, citons, notamment, pour l'administration de la Marine: la police, le balisage et l'éclairage de la côte et de l'Escaut, les services de sauvetage, les écoles, le bureau d'étude des questions d'économie générale dans leur rapport avec la marine et, dans une certaine mesure, le pilotage.

Pour ce qui est de l'administration des postes, les charges qui résultent de l'octroi de la franchise postale à diverses autorités, à divers services et à tous les départements ministériels, revêtent un caractère analogue. On évalue à 10 millions ce que la franchise postale coûte annuellement à l'administration des postes.

Il nous a paru utile d'attirer l'attention sur ces conditions particulières auxquelles doivent être imputées, pour une notable partie, les déficits des postes et de la marine.

Mais en dehors des considérations intrinsèques auxquelles nous nous sommes bornés jusqu'à présent, l'on peut trouver dans la comparaison de nos régies avec les entreprises analogues de l'étranger, des éléments de satisfaction d'une valeur toute particulière. Ne constate-t-on pas que des pays voisins, où cependant l'exploitation des chemins de fer est confiée à des sociétés particulières, prévoient pour 1923 des déficits très lourds encore? Ce n'est que dans plusieurs années que l'on y espère atteindre au point où nous nous trouvons heureusement dès à présent.

* * *

La situation qui vient de vous être exposée, Messieurs, s'est, dans les limites du moins où elle subit l'emprise de la volonté nationale, notablement améliorée sur l'année dernière, plus notablement encore sur les années qui l'ont précédée.

Le flot des dépenses enrayé, les frais d'administration en régression — malgré le jeu des causes normales d'augmentation, — les ressources ordinaires permanentes en progrès sensible, la dette flottante réduite, nos appels moins fréquents à l'emprunt, la disparition des dépassements de crédit, l'assainissement des Budgets par la politique d'incorporation à l'ordinaire, une meilleure exploitation de nos régies, sont autant d'indices qui commandent la fierté et l'optimisme.

Mais que de choses à faire encore!

Pour revenir à une situation budgétaire tout à fait saine, ne faudrait-il pas d'abord transférer à l'ordinaire (dépenses exceptionnelles) les 490 millions de francs de dépenses suites de guerre figurant actuellement à l'extraordinaire?

Ne devrait-on pas aussi renoncer progressivement aux recettes compensatoires de réparation, afin de soustraire l'équilibre de l'ordinaire à l'action de facteurs dont nous ne sommes pas les maîtres?

Ce ne peut, évidemment, être l'œuvre d'une seule année. Du moins ne devons-nous pas tarder à l'entreprendre.

En juin dernier, la Commission des Finances de la Chambre, après un examen attentif de la situation, invitait le Gouvernement à proposer des ressources fiscales supplémentaires à concurrence de 300 à 400 millions de francs.

Le Gouvernement ne se dérobera pas à ce devoir; depuis plusieurs mois, nous avons mis à l'étude un nouveau projet de réforme fiscale qui vous sera soumis au début de l'année prochaine.

Mais la tâche fiscale n'est qu'une de celles qui sollicite l'attention du Gouvernement. Il en est une autre au moins aussi importante, celle des réparations.

Nous avons trop dit pour qu'il soit nécessaire de montrer qu'elles sont plus que jamais indispensables au pays. Renoncer à la part d'indemnités que lui accorde le Traité de Versailles, est pour la Belgique meurtrie et ruinée, une pure impossibilité. Nous avons dû bâtir sur les paiements futurs de l'Allemagne; nous devons les obtenir et vous pouvez compter, Messieurs, que nous ne négligerons rien à cet effet.

Si d'ailleurs la date des paiements effectifs paraît s'éloigner, nous n'en demeurons pas moins convaincus de la possibilité de les recevoir un jour.

Nous vous montrions, il y a un moment, en un tableau, les dettes comparées, par tête d'habitant, de différents pays. Vous avez pu y voir que, abstraction faite des réparations, la dette allemande est pour ainsi dire nulle et que si l'on tient compte des réparations, elle reste inférieure à la dette française et à la dette britannique actuelles. Nous ne discuterons pas la valeur scientifique de la méthode employée et ne contesterons pas non plus qu'une dette entièrement extérieure comme la dette allemande de réparation est plus difficile à supporter qu'une dette intérieure en grande partie. Nous tenons simplement à signaler que si l'Allemagne ne peut pas, dès à présent, assumer les charges d'une dette, importante certes, mais inférieure à celles de la Grande-Bretagne ou de la France, il ne doit pas toujours en être ainsi. Ajoutons que si la dette de réparation n'existait pas, le peuple allemand, déchargé du fardeau des impôts qui, chez les Alliés, correspondent au service de la dette, capable par conséquent de produire à des prix de revient exceptionnellement bas, se trouverait économiquement dans une situation tellement privilégiée qu'il les écraserait fatalement dans la compétition commerciale internationale.

Ce danger ne menace pas seulement la Belgique; toutes les nations y sont exposées et c'est une raison de plus pour nous, comme pour nos alliés, d'exiger que l'Allemagne s'exécute.

Mais, en attendant que nous obtenions satisfaction, il faut que la Belgique vive et rien de ce qui peut l'aider à traverser les années difficiles qui s'annoncent, pour elle comme pour la plupart des pays que la guerre a touchés, ne peut être négligé. Si la tâche est rude, les progrès de ces dernières années doivent inspirer confiance et la Nation compte sur la sagesse de ses représentants. Elle en a plus que jamais besoin.

Bruxelles, le 10 octobre 1922.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.*

(50)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1922-1923.

BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN DER UITGAVEN OVER HET DIENSTJAAR 1923.

ALGEMEENE TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ingevolge 's Konings bevelen, heb ik de eer de Algemeene Staatsbegrooting over het dienstjaar 1923, in negentien afzonderlijke wetsontwerpen, aan uwe beraadslagingen te onderwerpen.

De gewone ontvangsten en uitgaven zijn in vijftien dezer ontwerpen vervat. De vier andere hebben tot voorwerp :

De Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven ;

De Begrooting der Uitgaven invorderbaar in uitvoering der Vredesverdragen, vergezeld van de tabel der ontvangsten voor herstel ;

De Begrooting van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen ;

De Begrooting der Proviandeeringsontvangsten en -uitgaven.

Daarbij komt nog een twintigste wetsvoorstel houdende de Begrooting der Ontvangsten en der Uitgaven voor order.

Duidelijkheidshalve en om den geldelijken uitslag onzer beheeren, zooals deze voor het komend jaar voorzien is, beter te doen uitschijnen, werden hunne ontvangsten en hunne uitgaven, zoowel gewone als buitengewone, per nijverheidsexploitatie gegroepeerd.

* * *

Groote inspanning heeft men zich getroost opdat de begrootingsvoorstellen vóór 31 October, d. i. binnen de perken bepaald bij de wet van 24 Juli 1900, konden neergelegd worden. Deze inspanning werd met goeden uitslag bekroond en wij durven hopen dat dit jaar den terugkeer tot het normale zal kenteekenen.

H

Het is van groot belang een einde te maken aan het stelsel der voorloopige twaalfden, ons sedert den oorlog door de omstandigheden opgelegd, en waarvan wij onnoodig achten de nadeelen in herinnering te brengen.

Opdat alle Begrotingen vóór het begin van het dienstjaar in stemming gebracht en afgekondigd wezen, dienen de Kamers zich een onafgebroken arbeid op te leggen; de Begrotingen hebben zich zoodanig ontwikkeld, zij vormen een bescheid, zoo uitgebreid en zoo uiteenlopend tevens, dat de wettelijke tijdsbestekken ternauwernood toereiken.

Trouwens, het is wellicht niet overbodig in herinnering te brengen, dat over de Begrotingen om zoo te zeggen nooit vóór het begin van het dienstjaar gestemd werd.

De eenige Begrooting van 1921 werd den 4 Augustus van datzelfde jaar aangenomen.

Het onderzoek der Begrooting van 1914 werd den 22 Mei 1914 geëindigd; dat der Begrotingen van 1913, den 29 Augustus 1913, dat van 1912, den 11 Mei 1912, dat van 1910, den 14 Mei 1910, dat van 1905, den 11 Augustus 1905.

Maar Kamer en Senaat zullen ter harte nemen thans te slagen in hetgeen vóór den oorlog niet kon verwezenlijkt worden. De herziening van artikel 27 der Grondwet, waarbij aan den Senaat het voordrachtsrecht in zake financiën verleend wordt, heeft overigens de taak van het Parlement vergemakkelijkt. Het stelsel dat in den beginne van dit jaar, bij de bespreking der Begrotingen van 1922, voor de eerste maal beproefd werd, heeft algeheele voldoening geschonken. Om den wensch der Hooge Vergadering te beantwoorden, den 24 Mei 11. bij monde van haren betreunden voorzitter, Baron de Favereau uitgedrukt, heeft de Regeering dan ook geoordeeld, opnieuw hare toevlucht tot dat stelsel te moeten nemen, hoewel de neerlegging der Begrotingen binnen de normale tijdsbestekken kon geschieden. De Regeering heeft nochtans de Begrooting van Landsverdediging, de Begrooting van Financiën en de daarmee samenhangende begrotingen, in de eerste plaats, aan de Kamer voorbehouden. Zij droeg er zorg voor haar insgelijks de Begrotingen van Wetenschappen en Kunsten, van Landbouw en Openbare Werken voor te behouden, welke, verleden jaar, vooreerst den Senaat toevertrouwd werden. Aan de Hooge Vergadering zullen enkel de volgende vijf Begrotingen overhandigd worden: Justitie, Buitenlandsche Zaken, Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen; de Begrooting van Koloniën voor het moederland, en die der verhaalbare uitgaven. De Regeering vraagt beide vergaderingen haar bij te staan in de netelige taak der financiële herstelling, die haar opgelegd is, en zij hoopt dat hare medewerking des te vruchtbaarder zal zijn, omdat zij over meer tijd zal beschikt hebben om die uit te oefenen.

*
* *

De Begrotingen worden U voorgelegd, Mijne Heeren, geheel onder denzelfden vorm, als die welke verleden jaar aangenomen werd. Hij is misschien niet volmaakt — want in zake classeering staat het vrij de meest verschillende wijzen

uit te denken, welke ieder sommige hoedanigheden, hun eigen, bezitten — maar deze vorm biedt ten minste het voordeel aan den toets der critiek weerstaan te hebben, en in zekere mate, in de gewoonte gedrongen te zijn.

Gij kent de groote onderverdeelingen der Begrotingen; wij hebben ze U, vóór een oogenblik, in herinnering gebracht.

Alle verbeteringen welke verleden jaar aan den vorm aangebracht werden, bleven gehandhaafd. Aldus vindt men bij de Begroting der Middelen de « compensatieontvangsten » in eene afzonderlijke sectie vereenigd, zooals dit door de Commissie voor Financiën der Kamer uitgedacht werd.

Bleef het kader der Begrotingen onveranderd, toch valt eene nieuwigheid van beteekenis op te merken, welke eenige woorden tot rechtvaardiging verdient. Zij vloeit voort uit de toepassing der wet van 19 Juli 1922 houdende instelling van een Fonds der Gemeenten.

Geweten is dat deze wet den Staat verplicht tot het voorafnemen, op de algemeene middelen der Schatkist, der sommen noodig tot het bevoorraden van het Fonds der Gemeenten, maar dat zij hem daartegenover toelaat, te beschikken over de uiteenlopende ontvangsten, welke tot nu toe het Gemeentefonds en het Bijzonder fonds uitmaakten. Daaruit volgt eene verhooging, natuurlijk slechts eene louter schijnbare verhooging der inkomsten van de Schatkist.

Moest van deze gelegenheid niet gebruik gemaakt worden om de deelen aan de provinciën en de gemeenten toegekend in de cedulaire belastingen op de inkomsten en in de taxe op de openbare vertooningen en -vermakelijkheden, op te nemen in de ontvangsten welke 's Lands Middelen uitmaken? Deze handelwijze biedt onweerlegbare voordeelen aan.

Zij laat toe den vooruitgang der opbrengst van de belastingen op de inkomsten beter na te gaan : de statistieken kunnen geene scheiding trekken tusschen Staat, provinciën en gemeenten, te minder daar de regels bij de samengeordende wetten opgelegd niet in eenvoudige verhoudingen kunnen uitgedrukt worden.

Zij doet de inspanning van den Belgischen belastingplichtige beter uitschijnen in de oogen der onderhoorigen van sommige landen, waar de locale belastingen die groote uitbreiding niet genomen hebben welke ze bij ons kenmerkt.

Ten slotte, stelt zij het overwicht in het licht dat in ons fiscaal stelsel wordt verkregen door de belastingen welke den schatplichtige treffen in verhouding tot zijn vermogen, om de in verval geraakte en technisch onjuiste uitdrukking « rechtstreeksche belastingen » niet meer te bezigen. Inderdaad, wordt in België dikwijls uit het oog verloren dat de onrechtstreeksche belasting bijna uitsluitend ten bate van den Staat geheven wordt, terwijl de door den Staat geïnde rechtstreeksche belastingen grootendeels aandeelen ten bate van provinciën en gemeenten bevatten, welke door opcentiemen nog meer op den voorgrond treden. Hoe wil men den gemiddelden werkelijken last van den Belgischen schatplichtige waardeeren, indien men met deze aandeelen geene rekening houdt?

Als tegenpartij van de nieuwe ontvangsten welke op de Begroting van 's Lands Middelen, bij toepassing der vorenvermelde beschikkingen voorkomen,

staan het Fonds der Gemeenten en het netto-aandeel ⁽¹⁾ der provinciën en gemeenten in de ophrengst van sommige rechtstreeksche belastingen, in uitgaaf op de Begrooting der Onwaarden en der Terugbetalingen, te weten :

Fonds der gemeenten.	fr. 122,650,000 »
Aandeel der provinciën en der gemeenten.	195,000,000 »

De nieuwigheid, waarvan zooeven sprake, komt dus neer op eene verhooging der ontvangsten en eene verhooging der uitgaven, welke onze Begrootingen doen aanzwellen, maar die zonder merkbaren invloed op haar evenwicht blijven. Niettemin dient daarmee rekening gehouden te worden wanneer het er op aankomt de totalen der Begrootingen van dit jaar met die van verleden jaar te vergelijken.

Indien wij gemakshalve dit jaar nog het stelsel der afzonderlijke Begrootingen hebben gevolgd, zoo is dat niet zonder de bezwaren daarvan te kennen. Wij hebben getracht die te ondervangen, door, terzelfdertijd als de eerste begrootingsontwerpen, deze Algemeene Toelichting uit te geven, waarin de verschillende credietaanvragen derwijze gegroepeerd zijn, dat zij eene werkelijke eenige begrooting uitmaken. Deze doenwijze welke voor de Begrootingen van 1922 door de Kamers goedgekeurd werd, biedt feitelijk de voordeelen van de methode der eenige Begrooting en van de methode der afzonderlijke Begrootingen aan, terwijl zij de bezwaren opruimt, welke beide stelsels aankleven.

Wij zullen de verschillende Begrootingen achtereenvolgens in oogenschouw nemen, om ze daarna in één geheel te groeieren. Ten slotte, zullen wij trachten uit deze samenvoeging een oordeel over den tegenwoordigen financieelen toestand van den Staat af te leiden, eene meening over zijne toekomst, en gegevens omtrent de beslissingen welke gij eerlang zult moeten treffen, hetzij nopens de uitbreiding der belastingen, hetzij nopens de inkrumping der lasten ons door de bestaande wetten opgelegd.

GEWONE BEGROOTINGEN.

'S LANDS MIDDELEN.

De gewone, buitengewone en compensatie-ontvangsten over het dienstjaar '922 werden geraamd op	fr. 2,568,428,913
Zij bedragen voor 1923	2,940,379,254
IN MEER.	fr. 371,950,341

⁽¹⁾ D. w. z. na aftrek der korting van 5 t. h. voor inningskosten, welke 10 millioen frank bedraagt.

Deze vermeerdering spruit voort uit de wijzigingen in meer of in minder, hierna uiteengezet :

Vermeerderingen. Verminderingen.

ART. 1. — Cedulaire belastingen op de inkomsten :

Grondbelasting	fr. 75,000,000	»
Belasting op roerende zaken	60,000,000	»
Bedrijfsbelasting	70,000,000	»
ART. 5. — Taxe op de automobielen en andere motorvoertuigen	2,500,000	»
» 6. — Taxe op de openbare vertooningen en vermakelijkheden	15,000,000	»
» 9. — Verschillende ontvangsten (belastingen)	5,215,750	»
» 10. — Douanen	128,202,850	»
» 11. — Accijnzen	57,559,000	»
» 13. — Verschillende ontvangsten (douanen en accijnzen)	3,524,250	»
» 14. — Registratie en overschrijving	9,000,000	»
» 15. — Griffie	200,000	»
» 16. — Hypotheken, Inschrijvingsrechten	500,000	»
» 17. — Erfenisrechten	»	30,000,000
» 18. — Zegels	10,000,000	»
» 19. — Inburgeringen	»	8,000
» 21. — Geldboeten en veroordeelingen in verschillende zaken en schadevergoedingen	»	1,500,000
» 22. — Belasting wegens overdracht	50,000,000	»
» 23. — Belasting op de vereenigingen zonder winstgevend doel	500,000	»
» 24. — Rivieren en kanalen	100,000	»
» 25. — Deel aan den Staat toekomende in de zuivere opbrengst der Schelde-kaaien te Antwerpen	350,000	»
» 26. — Voorhaven te Oostende en vlotdok te Nieuwpoort, Kaai- en dokrechten.	»	10,000
OVER TE DRAGEN. . fr.	487,654,850	31,518,000

OVERDRACHT. . . fr.		487,651,850	31,518,000
ART. 27. — Deel aan den Staat toekomende in de zuivere opbrengst der voorhaven te Gent			
		200,000	»
» 29. — Wouden		500,000	»
» 31. — Verschillende en toevallige opbrengsten.		500,000	»
» 32. — Inkomsten der domeinen		1,500,000	»
» 34. — Opbrengst van den verkoop der vischverloven		55,000	»
» 36. — Opbrengsten van het besteden der borgtocht- en consignatiefondsden.		776,000	»
» 37. — Opbrengsten van de kanselarijrechten en consulaire taxes		1,750,000	»
» 39. — Opbrengsten der opvoedingsinrichtingen en der weldadigheidsscholen van den Staat		»	165,000
» 42. — Opbrengst der taxes voor keuring van het vleesch. Opbrengst van de examens voor het bekomen van het getuigschrift van vleeschkeurder		150,000	»
» 43. — Gezondheidsdienst der zee- en grenshavens : opbrengst van gezondheidspassen en gezondheidsrechten		50,000	»
» 44. — Opbrengst van gastvrije inrichtingen en van ontsmettingsdiensten afhange van het Beheer van den gezondheidsdienst bij het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.		200,000	»
» 45. — Deel aan den Staat voorbehouden bij de wet van 26 Maart 1900, in de jaarlijksche winsten verwezenlijkt door de Nationale Bank van België.		1,000,000	»
» 46. — Toeslag van een vierde ten honderd per halfjaar op het overschot der gemiddeld boven de 275 millioen frank in omloop zijnde bankbriefjes van de Nationale Bank van België (Wet van 26 Maart 1900, art. 2, 3 ^e lid)		1,000,000	»
OVER TE DRAGEN. . . fr.		495,532,850	31,683,000

OVERDRACHT . . . fr.		495,532,850	31,683,000
ART. 47. — Opbrengst van het	beschikbare fondsen van de Schatkist.	10,000,000	»
» 48. — Interesten en winst	der actiën van de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen	200,000	»
» 50. — Interesten der obligatiën van vennootschappen voor zeereederij		»	255,786
» 51. — Aandeel van den Staat in de winsten van de Nationale Maatschappij voor Crediet aan de Nijverheid		210,000	»
» 52. — Nationaal Kantoor voor roerende Waarden : opbrengst van het inschrijvingsrecht in het « Bulletin der met verzet aangeteekende Waarden » (Koninklijk besluit van 4 November 1921).		»	10,000
» 53. — Abonnementen op het « Bulletin der met verzet aangeteekende Waarden » en verkoop per nummer		»	25,000
» 54. — Inningskosten der provincie- en gemeenteinkomsten		»	4,000,000
» 55. — Terugbetaling door de gemeenten van hunne aandeelen op de onwaarden der rechtstreeksche belastingen		1,400,000	»
» 57. — Invordering van voorschotten verstrekt door de verschillende Departementen		1,500,000	»
» 60. — Verschillende en toevallige ontvangsten		5,000,000	»
» 66. — Deel der provinciën en gemeenten in de betaling der pensioenen van de gemeenteonderwijzers (wet van 16 Mei 1876)		1,668,000	»
» 67. — Invordering der kosten van onderhoud en opvoeding van de kinderen in de inrichtingen van den Staat opgenomen of besteed bij particulieren of in openbare of private instellingen		100,000	»
OVER TE DRAGEN.		fr. 515,610,850	35,973,786

OVERDRACHT. . fr. 515,610,850 35,973,786

ART. 70. — Annuiteit te betalen door de Nationale Maatschappij der goedkoope woningen en woonvertrekken uit hoofde der voorschotten haar door den Staat verstrekt overeenkomstig art. 10 der wet van 11 October 1919.

3,575,000 »

» 72. — Deel van derden in de uitgaven behorende tot het Departement van Openbare Werken :

a) Voor de kosten van onderhoud en van verbetering der kanalen en rivieren, veeren en hunne aanhoorigheden ;

b) Voor het weder vlot maken of de vernietiging van schepen in de rivieren en kanalen gezonken en de herstelling van averijen aan de werken welke er van afhangen.

500,000 »

» 73. — Aandeel van derden in de uitgaven behorende tot het Departement van Openbare Werken :

a) Voor de kosten van onderhoud en van verbetering van de havens en van de kust ;

b) Voor het weder vlot maken of de vernietiging van schepen in deze havens gezonken en de herstelling van averijen aan de werken welke er van afhangen veroorzaakt.

300,000 »

» 74. — Opbrengst van den verkoop van Duitsche schepen aan België toegewezen krachtens het Verdrag van Spa

3,000,000 »

» 75. — Invorderingsrechten geheven door den Belgischen Afrekeningsdienst .

» 4,780,000

OVER TE DRAGEN. . . fr. 522,985,850 40,753,786

OVERDRACHT. . . . fr.		522,985,850	40,753,786	
ART. 76. — Vooraflichting op de Begrooting der Eigenbeheeren van het aandeel in de lasten der Openbare Schuld, welke op de gewone Begrooting gebracht zijn »				338,723
» 77. — Terugbetaling door Duitschland der kosten van de Belgische bezettings- troepen »				9,390,000
» 78. — Vooraflichting op de ontvangsten voor herstel 24,000,000				»
Afgeschaafte opbrengsten :				
Winstaandeelen der actiën der Spoor- wegmaatschappij van den Congo »				553,000
Bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten »				25,000,000
Opbrengst van den oorlogsbuit. »				2,000,000
Compensatieontvangst uit hoofde der verplichting rustende op de aange- gane schuld bij de intrekking der marken »				97,000,000
		fr.	546,985,850	175,035,509
VERMEERDERING. fr.			371,950,341	

De toelichtende nota's gevoegd bij de Begrooting van 's Lands Middelen geven omstandig de redenen op der hierboven opgesomde verschillen, welke deze Begrooting vertoont, vergeleken met die van 1922.

Alles, in de vermeerdering van 372 millioen, komt niet als bate ten goede, is geen werkelijke voorsprong op de ramingen die voor de vorige Begrooting werden aangenomen.

De vermeerdering der opbrengst :

van de grondbelasting,
van de belasting op roerende zaken,
van de bedrijfsbelasting,

bedragende 205 millioen frank komt de provinciën en gemeenten toe, krachtens de wetten die de oude rechtstreeksche belastingen door een nieuw fiscaal stelsel vervangen hebben. Deze som zal hun betaald worden na aftrek van 5 t. h. voor kosten van beheer, door middel van een crediet op de Begrooting der Onwaarden en Terugbetalingen uitgetrokken.

Gij hebt de redenen gelezen die de opname dezer sommen in de Begrooting van 's lands middelen gerechtvaardigd hebben, zij zijn insgelijks toepasselijk op eene andere ontvangst bedragende 17 millioen frank vertegenwoordigende

de opbrengst der bedrijfsbelasting die aan de bron op de wedden, loonen en pensioenen werd afgehouden en dewelke aan het Gemeentefonds toekomt.

De tol- en accijnsrechten vertoonen eenen merklijken vooruitgang; maar opgemerkt dient te worden dat zij niet meer bijdragen tot het stijven van het Gemeentefonds en van het Bijzonder Fonds. Daarentegen is de Schatkist verplicht aan het Fonds der gemeenten, waardoor hooger gemelde fondsen bij de wet van 19 Juni 1922 werden vervangen, een zeker jaarlijksch inkomen toe te kennen, hetwelk, voor 1923, op 108,650,000 frank geraamd wordt (art. 2, 1^o derzelfde wet) en voor welks betaling, op de Begrooting der onwaarden en der terugbetalingen insgelijks een crediet werd uitgetrokken. Dat crediet omvat ook de hiervoor gemelde som van 17 miljoen.

Laat ons de gelegenheid aangrijpen om hier te doen uitschijnen dat het inkomen van het Gemeentefonds vroeger gedeeltelijk gevoed werd door eene vooraflichting op de middelen van de Posterijen. Op de Begrooting over 1922 werd deze bijdrage op 38,773,700 frank geraamd.

Daar de ontvangsten van de Posterijen deze regie voortaan voor hun gezamenlijk bedrag toekomen, volgt daaruit dat de gewone Staatsbegrooting met eene bijkomende uitgave van dit bedrag, zonder eenige vergelding in de ontvangsten, bezwaard wordt.

Dit gevolg van de afschaffing van het Gemeentefonds en van het Bijzondere Fonds en van hunne vervanging door het Fonds der gemeenten mag niet uit het oog verloren worden, indien men de uitkomst van de gewone Staatsbegrooting en deze van de exploitatie van de regie der Belgische posterijen met de voor 1922 voorziene uitslagen wil vergelijken.

In de hiervoor uiteengezette vermeerderingen, komen nieuwe rubrieken voor :

ART. 42. — Opbrengst der taxes voor keuring van het vleesch. Opbrengst der examens voor het bekomen van het getuigschrift van vleeschkeurder. fr. 150,000 »

ART. 43. — Gezondheidsdienst der zeehavens en der grenzen : opbrengst der gezondheidspatenten en der gezondheidsrechten . 250,000 »

ART. 44. — Opbrengst der gastvrije inrichtingen en ontsmettingsdiensten afhangende van het beheer van den gezondheidsdienst bij het Departement van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid. 200,000 »

ART. 72. — Aandeel van derden in de uitgaven in verband met het Departement van Openbare Werken :

- | | | |
|---|---|-----------|
| <p>a) Voor onderhouds- en verbeteringsuitgaven van vaarten en rivieren, van veeren en van hunne aanhoorigheden;</p> <p>b) Voor het weer vlotmaken of het vernietigen van in de vaarten en rivieren gezonken schepen en het herstellen van averijen aan daarvan afhangende werken.</p> | } | 500,000 » |
|---|---|-----------|

ART. 73. — Aandeel van derden in de uitgaven in verband met het Departement van Openbare Werken :

a) Voor onderhouds- en verbeteringswerken van de havens en van de kust;	300,000 »
b) Voor het weer slotmaken of het vernietigen van in deze havens gezonken schepen en het herstellen van averijen aan daarvan afhangelende werken.	

Hunne uittrekking op de Begrooting van 's Landsmiddelen is eene eenvoudige overschrijving op de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor Order, waar deze producten ten titel van wederbeleggingfondsen voorkwamen. Deze ontvangsten worden opgewogen door de uitgaven en blijven aldus zonder uitwerking op het saldo der Gewone Begrooting. Deze overschrijving die, naar gelang der mogelijkheden, tot de andere wederbeleggingfondsen zal uitgebreid worden, stelt zich ten doel al de gewone ontvangsten en al de gewone uitgaven meer en meer in een en hetzelfde kader te groepeeren. De klaarheid der Begrooting kan er enkel bij winnen, hoedanigheid welke kostbaar, zelfs onontbeerlijk is voor eene goede vastheid van de financiën eens lands en waar het ten eerste op aankomt onze Begrooting mede te begiftigen.

Uit het geheel onzer middelen doen zich voor 's lands toekomst zeer geruststellende teekenen voor, welke het past aan te stippen.

De ramingen der ontvangsten, welke in drie sectiën gerangschikt zijn, worden, voor 1923, samengevat als volgt :

Gewone ontvangsten	fr. 2,208,097,977 »
Uitzonderlijke ontvangsten	7,770,000 »
Compensatie ontvangsten	724,511,277 »
TOTAAL	fr. 2,940,379,254 »

Om het mogelijk te maken zich behoorlijk rekenschap te geven van het betrekkelijk belang dezer sommen, dient vooraf de aard der ontvangsten van elken groep gekenmerkt te worden.

De gewone ontvangsten vertegenwoordigen onze werkelijke, normale en bestendige inkomsten. De uitzonderlijke ontvangsten zijn van toevalligen en voorbijgaanden aard; wat de compensatieontvangsten aangaat, deze beantwoorden niet steeds aan eene werkelijkheid : naar de omstandigheden, kunnen zij slechts eenvoudige ontvangsten in de geschriften zijn.

Zooals men ziet, nemen onze bestendige inkomsten in het geheel onzer inkomsten eene overwegende plaats in. De uitzonderlijke ontvangsten zijn tot eene zeer geringe verhouding geslonken terwijl onze compensatieontvangsten door onze regieën te verstrekken zich van jaar tot jaar consolideeren.

Deze uitslag, wat laatstgemelde ontvangsten betreft, is aan twee oorzaken toe te schrijven :

Vooreerst, dank zij de verbetering ingetreden in de exploitatie onzer regieën

of eigenbeheeren, is de vereffening hunner financieele lasten gewaarborgd ten beloope van 148 millioen op een eischbaar bedrag van 165 millioen. Het verschil spruit voort uit de ontoereikendheid der ontvangsten welke nog bestaat voor het Zeewezen, de Posterijen, de Telegrafen en Telephonen. De exploitatie der spoorwegen heeft zich uit dien deficitairèn toestand losgeworsteld en alles doet verhopèn dat zulks zal voortduren daar het Beheer de uitgaven tot beneden de ontvangsten heeft kunnen terugbrengen nog vóór de handels- en nijverheids-crisis achter den rug is.

Vervolgens de Begrooting geleidelijk op tevens steviger grondslagen willende opbouwen, ziet de Regeering er van af door middel van eene leening te voorzien in de onkosten in verband met onze markèn, dewelke, *ipso facto*, zonder eenige compensatie, voor eene som van 107 millioen frank ten laste van de gewone begrooting blijven.

De compensatieontvangst van 97 millioen frank, die vroeger voorzien was uit hoofde van den last in verband met de schuld aangegaan voor het intrekken der markèn verdwijnt uit de Begrooting van 's Lands middelen over 1923.

De Regeering is de meening toegedaan, dat dit schriftenspel, dat het zich heeft kunnen veroorloven zoolang eenige hoop op eene aanstaande overname onzer markèn bestond, thans niet meer te rechtvaardigen ware, daar de invordering van dezen last van dag tot dag onzekerder wordt.

Wat de ten laste van Duitschland terugvorderbare interesten in verband met de uitgaven wegens herstel aangaat kan de Regeering er niet van afzien deze op de rekening courant van gemeld land te brengen.

Opgemerkt dient te worden dat, indien de Regeering zulks niet deed, de Deutsche schuld op gemelde rekening in hare werkelijke afmetingen niet zou voorkómen. Logischerwijze moeten deze interesten bij de door Duitschland te herstellen schaden gevoegd worden. Dienvolgens is het billijk dat deze interesten het voorwerp uitmaken van een op de Begrooting der verhaalbare uitgaven uit te trekken crediet, en dat het bedrag ervan overgeschreven wordt op 's Lands middelen ter vergelding der interesten waarmede de Gewone Begrooting der Openbare Schuld bezwaard is ingevolge de aanwending der leeningen voor hersteluitgaven.

Uitgaven.

Vergeleken met 1922, worden de gewone en uitzonderlijke uitgaven over 1923, per Ministeriën en Diensten, vastgesteld volgens navolgende tabel :

AANDUIDING DER BEGROOTINGEN.	Credieten toegekend voor 1922 (met inbegrip der bijcredieten).	Aangevraagde credieten voor 1923.	VERSCHILLEN.	
			Vermeerderingen.	Verminderingen
Openbare Schuld.	1,140,436,087 42	1,189,160,927 56	48,724,840 14	»
Begiftigingen.	11,837,800 »	11,559,646 »	»	278,154 »
Justitie	113,289,648 »	108,024,400 »	»	5,265,248 »
Buitenlandsche Zaken	26,469,069 »	24,404,963 »	»	2,064,106 »
Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid	47,340,763 »	43,842,283 »	»	3,498,480 »
Kunsten en Wetenschappen.	289,186,842 27	287,434,909 77	»	1,751,932 50
Landbouw.	27,581,566 »	25,640,565 »	»	1,941,001 »
Openbare Werken	92,844,740 »	84,052,635 »	»	8,792,105 »
Nijverheid en Arbeid	158,507,130 »	158,453,338 »	»	53,792 »
Koloniën	4,454,557 »	4,336,970 »	»	114,587 »
Landsverdediging	484,019,146 »	480,452,519 »	»	3,566,627 »
Gendarmerie	51,007,085 »	50,994,400 »	»	12,685 »
Financiën	129,122,638 »	125,495,704 »	»	3,626,934 »
Economische Zaken	2,097,685 »	1,646,000 »	»	451,685 »
Onwaard en terugbeta- lingen	28,925,000 »	349,995 500 »	321,070,500 »	»
TOTAAL . . . fr.	2,607,116 756 69	2 945,494,760 33	369,795,340 14	31,417,336 50
s' Landsmiddelen	2,568,428,913 »	2 940,379,254 »	VERMEERDERING : fr. 338,378,003 64	
Nadeelig verschil	38,687,843 69	5,115,506 33		

Volgens deze tabel, zijn onze gewone en uitzonderlijke uitgaven met 338 miljoen frank toegenomen.

In deze aangroeiing komt een last voor van 318 miljoen, dewelke niet nieuw is. Hij vertegenwoordigt sommen, die vroeger reeds uit de gewone Staatsinkomsten betaald werden. Zij kwamen op de Begrooting niet te voor omdat zij, zonder dat eenig crediet werd uitgetrokken, op de opbrengst van zekere middelen voorafgenomen werden.

Zulks was het geval, onder andere, voor de aandeelen welke in tol- en accijns-

rechten aan het gemeentefonds en het bijzonder fonds toekwamen en voor de deelen aan de provinciën en gemeenten te betalen op de opbrengst der cedulaire belastingen treffende de inkomsten en op de taxe op de openbare vertooningen en gemakkelijkheden. Deze deelen zijn thans begrepen, in ontvangst op de Begrooting van 's Lands Middelen en bij de middelen van de Posterijen, in uitgave op de Begrooting der Onwaarden en der Terugbetalingen, zooals hierboven reeds gezegd werd.

De Begrooting van de Openbare Schuld duidt eene vermeerdering aan van 49 miljoen frank, welke in haar geheel op de lasten der eigenlijk gezegde Schuld terugslaat. In de uiteenzetting van dit cijfer vinden we : eene som van 7 miljoen frank, wegens naasting van vergunde spoorwegen, eene andere van 14,910,000 frank, en gedurende 66 jaar aan de gemeenten te betalen, in aflossing der voedings- en onderstandsuitgaven door haar in 1919 en 1920 gedragen, eene derde van 10 miljoen frank, op de buitengewone Begrooting overgebracht en in verband met de vergoeding aan de Nationale Bank van België verschuldigd voor zekere kosten welke de omwisseling van hare biljetten met de uit den omloop getrokken marken, haar veroorzaakt.

Getrouw aan hare politiek van zuivering der Begrooting, heeft de Regeering dezen laatsten post niet langer op de buitengewone begrotingen willen behouden, aangezien terugverkrijging daarvan niet meer met hetzelfde vertrouwen als vroeger mag beoogd worden. Met hetzelfde doel heeft zij zich onthouden bovenvermelde annuïteit welke zij nochtans gerechtigd was in de « uitgaven gevolgen des oorlogs » te rangschikken, op de gezegde Begrooting te brengen.

Wat den nieuwen last van 7 miljoen frank betreft, zal zij, gezien zijn voorwerp, hare schadeloosstelling vinden in de storting door den spoorweg te doen tot kwijting van zijne financiële lasten welke hij thans in staat is werkelijk te betalen. Het overschot der verhooging, hetzij ongeveer 17 miljoen frank, stemt overeen met de verzwaring van onze lasten in interesten en aflossing, uit oorzaken welke in verschillende richtingen weerklink vinden : den toestand van den wisselkoers, het percent van den interest, maar hoofdzakelijk de uitbreiding van het bedrag onzer Schuld.

Te dien opzichte, bevonden wij ons voor 1922 in eenen bevoorreen toestand, dank zij de stortingen door Duitschland krachtens onzen voorrang gedaan, toestand waarop lang aangedrongen werd ter gelegenheid van het overleggen en het onderzoek van de begrooting van het gezegde dienstjaar.

Wanneer men de hooger gekenmerkte som van 318 miljoen frank, en welke geen nieuwe last is, van de vermeerdering van onze gewone uitgaven afrekt, groeien de voorzieningen over 1923, niettegenstaande de vermeerdering van 49 miljoen frank op de begrooting der Schuld, in vergelijking met 1922, slechts met 20 miljoen frank, cijfer waarin nog eene som begrepen is van 3 miljoen frank, welke de Begrooting der onwaarden en der terugbetalingen buiten de bovenvermelde 318 miljoen in meer aanduidt. Maar deze som van 3 miljoen vormt slechts eenen last welke met eene ontvangst overeenstemt. Zij kan dus ons financieel evenwicht niet beïnvloeden.

Tot haar werkelijken omvang teruggebracht, beloopt de vermeerdering slechts

17 miljoen frank. Een enkele oogopslag op de tabel hierboven, toont dat die uitslag te danken is aan het feit dat de Begrootingen van al de Departementen zonder onderscheid in vermindering zijn.

De Regeering boekt dien uitslag met eene zekere voldoening.

Hij geeft aan de Wetgeving en aan het Land een blijk van het onafgebroken streven naar de besnoeiing der uitgaven, zware taak waaraan het huidig Ministerie beloofd heeft zich met zijn beste krachten aan te wijden.

Verleden jaar zeiden wij dat eene zeer merkbare vermindering van het totaal der uitgaven zich niet onmiddellijk zou laten gevoelen en zelfs niet gedurende de enkele jaren welke op 1922 zouden volgen. De stuiting van hunne rijzende vaart kwam toenmaals als eene ware overwinning voor.

De verwachtingen zijn overtroffen. Onze uitgaven van beheer, het eenige domein dat aan het werk der vermindering van onze gewone lasten open is, zijn zichtbaar aan het slinken.

Uitslag.

De gewone en uitzonderlijke uitgaven voor het dienstjaar 1923 voorzien, beloopen	fr. 2,945,494,760 33
's Lands Middelen worden geraamd op	2,940,379,254 »
Nadeelig verschil.	5,115,506 33

Om dit saldo naar zijne juiste waarde te doen schatten, zijn enkele ophelderingen noodig.

Door de voorgaande uitleggingen heeft men gezien, dat de voor 1923 voorgestelde gewone begrooting in uitgave eenen last behelst van 10 miljoen frank op de Begrooting der Openbare Schuld overgedragen en komende van de buitengewone begrooting en eenen andere van 14,910,000 frank welke daarin had kunnen plaats nemen.

Langs den kant der ontvangsten, wordt er afstand gedaan van eene som van 97 miljoen frank betreffende de recuperatie der lasten voortgesproten uit het intrekken der marken en van eene andere som vertegenwoordigende het aandeel waarvoor de posttaxes in de stijving van het Gemeentefonds tusschenkwamen. Deze som, welke op de Begrooting van 1922, 38,773,700 frank beliep, mag zonder overdrijving voor 1923 op 40 miljoen frank geraamd worden.

De samentelling dezer verschillende posten doet blijken dat, indien het voorstel der Begrooting van het toekomstige dienstjaar op dezelfde grondslagen als zijnen voorganger had gebouwd geweest, het tekort waarmee het overgelegd wordt zich zou veranderd hebben in een boni van ongeveer 157 miljoen frank.

Maar, voorzichtigheidshalve en ten einde eenen Begrootingsstaat over te leggen, die meer met de goede overleveringen ter zake in overeenstemming is, werd het verkieslijk geacht zich niet langer meer te verbluffen door de waarschijnlijkheid eener mogelijke uitschakeling uit onze lasten der zware schatting welke door de

zuivering van onzen geldomloop, onmiddellijk na den wapenstilstand, aan de Belgische Schatkist werd opgelegd. Anderzijds, scheen het doeltreffender aan de postregie het geheel harer ontvangsten te laten en niet te gedoogen dat onder de uitgaven gevolgen des oorlogs begrepen werd de annuïteit van 15 millioen welke geroepen was zich daarin gedurende eene lange reeks jaren te bevinden.

Indien, niettegenstaande deze maatregelen, het tekort van de Gewone Begrooting niet belangrijker is, dient men niet te vergeten dat zulks te wijten is aan de uitzonderlijke omstandigheid, dat de credieten bestemd tot het verzekeren van den dienst der Schuld, om de reeds vroeger aangehaalde reden, slechts in eene betrekkelijk verminderde verhouding toenemen.

Zoodra die omstandigheid ophouden zal hare heilzame gevolgen te doen voelen, zal de leening krachtadiger moeten optreden.

BEGROOTING DER BUITENGEWONE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN.

Ontvangsten.

De ramingen van buitengewone ontvangsten beloopen	
voor 1923	fr. 4,304,000 »
voor 1922 beliepen zij	2,600,000 »
In meer.	fr. 1,704,000 »

Dit verschil is omschreven in de nota welke het ontwerp der buitengewone begrooting vergezelt.

Uitgaven.

In vergelijking met de voor 1922 gestemde credieten, vertoonen de voorstellen van buitengewone uitgaven, wat 1923 betreft, per ministeries en diensten de verschillen aangeduid in de hiernavolgende tabel :

MINISTERIES EN DIENSTEN.	UITGAVEN.	CREDIETEN		VERSCHILLEN.	
		gestemd voor 1922 (de bijcredieten inbegrepen).	voorgesteld voor 1923.	Vermeer- deringen.	Vermin- deringen.
Openbare Schuld	{ voor gereedschap . . gevolgen des oorlogs.	107,000,000 »	»	»	»
Justitie	{ voor gereedschap . . gevolgen des oorlogs.	1,484,000 » 6,745,000 »	825,000 » 6,615,000 »	»	639,000 » 100,000 »
Buitenlandsche Zaken	{ voor gereedschap . . gevolgen des oorlogs.	350,000 »	385,000 »	35,000 »	»
Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid	{ voor gereedschap . . gevolgen des oorlogs.	100,000 »	500 000 » 268,000 »	400 000 »	»
Kunsten en Wetenschappen.	{ voor gereedschap . . gevolgen des oorlogs.	16,722,000 »	14,000,000 »	»	2,722,000 »
Landbouw	{ voor gereedschap . . gevolgen des oorlogs.	600,000 »	1,000,000 »	400,000 »	»
Openbare Werken	{ voor gereedschap . . gevolgen des oorlogs.	141,654,500 »	171,445,000 »	29,790,500 »	»
Nijverheid en Arbeid	{ voor gereedschap . . gevolgen des oorlogs.	6,000,000 » 56,545,000 »	»	»	6,000 000 » 40,920,000 »
Landsverdediging	{ voor gereedschap . . gevolgen des oorlogs.	99,489,800 » 43,581,217 »	110,232 750 » 32,475,828 »	10,742,950 »	»
Rijkswacht	{ voor gereedschap . . gevolgen des oorlogs.	»	»	»	»
Financiën	{ voor gereedschap . . gevolgen des oorlogs.	162,066,200 » 152,320 970 »	135,500,000 » 75,825,200 »	»	26,566 200 » 76,495,770 »
Duurtetoeslag	: gevolgen des oorlogs.	58,265,970 »	58,843,595 »	577,625 »	»
TOTAAL.	{ voor gereedschap . . gevolgen des oorlogs.	428,466,500 » 424,440,157 »	433,887 750 » 489,652,623 »	41 368,450 » 845,625 »	35,947,200 » 235,633,159 »
ALGEMEEN TOTAAL. . . fr.		852,906,657 »	623,540,373 »	42,214,075 »	271,580,359 »
BUITENGEWONE ONTVANGSTEN. . . fr.		2,600,000 »	4,304 000 »	Vermindering : 229,366,284 »	
NADEELIG VERSCHIL. . . fr.		850 306,657 »	619,236,373 »		

Deze Begrooting bestaat uit twee wel te onderkennen credietreeksen, de eene betrekking hebbende op uitgaven van eerste inrichting, de andere op de uitgaven gevolgen des oorlogs.

De eerste categorie van deze uitgaven is in accres met 5,421,250 frank in vergelijking met 1922.

Geen der gevraagde credieten heeft betrekking op eene *nieuwe* onderneming van groot gewicht over welker beginsel de Wetgeving zich nog niet heeft uitgesproken. Zij zijn, voor het grootste gedeelte bestemd, om de begonnen ondernemingen voort te zetten of te voltrekken. Deze uitgaven blijven zeer belangrijk ten gevolge van de duurte der prijzen en het hoog bedrag der loonen. De grootste te vermelden posten zijn de volgende :

Oprichten van normaalscholen	fr. 14,000,000 »
Wegen	38,000,000 »
Burgerlijke gebouwen	2,000,000 »
Kazerneering der gendarmerie	5,740,000 »

Hydraulische werken, onder dewelke het past bijzonderlijk te vermelden :

de werken betreffende de Maas	17,850,000 »
de kanalen uit het steenkoolbekken, onder welker rubriek de verbreding van het kanaal van Charleroi voorkomt . .	16,120,000 »
de kanalen van Luik naar Antwerpen, hunne vertakkingen en hunne uitbreiding met het oog op de scheepvaart van Antwerpen naar den Rijn.	17,975,000 »
de zeevaartinstellingen te Antwerpen	35,500,000 »
de haven van Oostende	12,200,000 »
Militaire gebouwen voor een totaal crediet van	26,200,000 »
Aanvulling van het veldgeschut, het zwaargeschut en de gepantserde auto's	14,195,000 »
Aanvulling der bevoorrading in ammunitie voor geschut en voetvolk	35,418,750 »
Luchtscheepvaart	8,500,000 »
Uitgaven te doen voor goedkoope woningen en woonvertrekken.	111,100,000 »

De credieten voor de uitgaven gevolg des oorlogs zijn in decrees met 235 miljoen frank.

Deze vermindering is voornamelijk veroorzaakt :

door het afvoeren van de buitengewone begrooting der credieten betreffende de kosten voortspruitende uit de overname der marken . . fr. 107,000,000 »

door de vermindering van de toelage aan het nationaal crisisfonds, die herleid is geworden van 50 tot 10 miljoen frank . 40,000.000 »

door herziening van het crediet van 150 miljoen vroeger voorzien voor de toelage aan het Strijdersfonds, eene som van 75 miljoen frank voldoende bevonden zijnde 75,000,000 »

Het brengen der uitgaven, gevolgen des oorlogs, op de buitengewone begrooting werd tot heden altijd door de Wetgeving als wettig erkend. Het geldt hier uitgaven die niet ten laste van Duitschland verhaalbaar zijn en waarvan het onbillijk kan schijnen gansch den last door de tegenwoordige geslachten te doen dragen.

BEGROOTING DER VERHAALBARE UITGAVEN TER UITVOERING DER VREDESVERDRAGEN.

Ontvangsten.

De raming der ontvangsten welke in mindering komen van de verhaalbare uitgaven beloopt voor 1923 fr. 1,639,860,000 »

Zij beliepen voor 1922 2,933,870,000 »

Dus in minder . . . fr. 1,294,010,000 »

De omschrijving van deze vermindering komt voor in de vergelijkende tabel gevoegd bij de begrooting waarvan sprake.

Deze uitslag zal niemand verwonderen. Hij was op voorhand voorzien en werd bij het neerleggen der begrootingsvoorstellen voor 1922 aangekondigd. Te dier gelegenheid, heeft men het buitengewoon voordeel doen uitschijnen dat de begrooting van dit jaar trok uit de speling van onze prioriteit. Daar de gevolgen van deze prioriteit zich voor 1923 op verre na niet in dezelfde mate laten gevoelen, zijn, uit dien hoofde, de twee posten betreffende de eigenlijk gezegde ontvangsten van herstelling, te weten : de opbrengst der Duitsche leveringen in natura en de Duitsche stortingen in muntspéciën, in vermindering met 1,387,760,000 frank.

De vermindering over het geheel zou zich nog in ruimere mate hebben doen gelden indien, om in haar geheel eene door de Wetgeving, op de begrooting van 1922, toegepaste beslissing uit te voeren, men niet verplicht geweest ware, voor 1923, in ontvangst te voorzien het totaal bedrag der betalingen door Duitschland te doen tot kwijting van de verschuldigde herstellingen en van de door gemeld Rijk terug te betalen kosten van het bezettingsleger.

Vóór deze hervorming werden de ten vergeldenden titel op de gewone Begrooting te storten sommen :

1^o voor de interesten en de aflossing, waarmede zij, uit hoofde der aan Duitschland gedane voorschotten, belast is;

2^o voor de kosten van het bezettingsleger, afgetrokken van de ramingen betreffende de Duitsche betalingen. Deze sommen werden rechtstreeks op de Begrooting van 's Lands Middelen gestort, hetgeen anderzijds, van de verplichting onthief, te dien einde, een crediet te voorzien in de tabel der verhaalbare uitgaven.

De sommen waarvan sprake onder 1 ^o en 2 ^o hierboven beloopt onderscheidenlijk	fr. 457,000,000 »
en	102,850,000 »
SAMEN	fr. 559,850,000 »

waarvan, ten behoeve der vergelijking, behoort te worden afgetrokken, het deel dat reeds op initiatief van het parlement, in de vorige Begrooting werd begrepen 433,000,000 »
en dat zich uitsluitend toepaste op het artikel bedoeld bij 1^o

Blijft in meer	fr. 126,850,000 »
--------------------------	-------------------

Zonder deze verplaatsing, zou de vermindering beloopt hebben fr. 1,420,860,000 »

Maar zooals men zooeven heeft opgemerkt, is deze vermeerdering, in verband met 1922, louter schijnbaar. Zij brengt geene nieuwe inkomsten in de Schatkist, gezien zij eene gelijke en zelfwerkende stijging der uitgaven uitlokt (zie art. 8 en 71 van de Begrooting der verhaalbare uitgaven).

Uitgaven.

De credieten voorgesteld voor de verhaalbare uitgaven van 1923 beloopt	fr. 3,069,276,359 »
tegen voor 1922	2,957,309,942 »
IN MEER	fr. 111,966,417 »

Het cijfer van 1923 bevat, ten beloope van 126,850,000 frank lasten waarvan het voorwerp niet nieuw is, maar welke in de Begrooting der verhaalbare uitgaven niet aangeduid waren daar, zooals hooger werd uitgelegd, de ramingen der ontvangsten naar verhouding van hun bedrag verminderd waren. Werkelijk, zou in vergelijking met 1922, de Begrooting verminderen met 14 millioen, indien zij overeenkomstig die methode ware opgemaakt.

Bovenvermelde vermeerdering wordt in navolgende tabel omstandig uiteengezet :

MINISTERIES EN DIENSTEN.	CREDIETEN		VERSCHILLEN.	
	gestemd voor 1922 (met inbegrip der bijcredieten).	voorgesteld voor 1923.	Vermeerderingen	Verminderingen
Openbare Schuld . . . fr.	897,471,200 »	1 001 587,100 »	104,115,900 »	»
Justitie.	1,400,200 »	965,300 »	»	434,900 »
Buitenlandsche Zaken	100,000 »	»	»	100,000 »
Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid . . .	7,455,000 »	7,243,000 »	»	230,000 »
Kunsten en Wetenschappen.	1,275,000 »	588,000 »	»	687,000 »
Landbouw	50,850,000 »	26,250,000 »	»	24,600,000 »
Openbare Werken	63,431,000 »	41,667,500 »	»	21,763,500 »
Landsverdediging	169,208,000 »	213,222,000 »	44,014,000 »	»
Financiën	6,231,415 »	6,962,653 »	731,238 »	»
Economische Zaken . .	1,504,599,121 »	1,644,793,200 »	140,196,079 »	»
Spoorwegen, Zeewegen, Pos- terijen en Telegrafen	255,269,006 »	125,993,606 »	»	129,275,400 »
TOTAAL. . . . fr.	2,937,309,942 »	3,069,276,339 »	289,057,217 »	177,090,800 »
ONTVANGSTEN WEGENS HER- STEL.	2 933,870,000 »	1,639,860,000 »	VERHOOGING : fr. 111,966,417 »	
NADEELIG VERSCHIL.	23 439,942 »	1,429,416,339 »		

Deze tabel toont, door de verminderingen welke zij in het licht stelt, dat de herstelling van het roerend en onroerend domein van den Staat, minder hooge sommen vereischt dan vroeger, zooals ook het landbouw domein van het Rijk. Voor zekere Departementen vertegenwoordigen sommige credieten, volgens de gegeven toelichtingen, en welke men aantreft in de nota's die de Begrooting vergezellen, het saldo der nog noodige sommen.

Men kan dus voorzien, dat van 1924 af, verscheidene Departementen van de tabel zullen verdwijnen, zooals het geval zich reeds voordoet, voor 1923, wat het Ministerie van Buitenlandsche zaken betreft.

Indien de credieten voor Landsverdediging gevraagd in accres zijn, komt dit enkel door het inschrijven, op naam van dit Departement, van het crediet betreffende de kosten van het bezettingsleger waarmede de Begrooting door deze tweede inschrijving werd aangedikt, ten gevolge van het genomen besluit, voortaan, in de tabel der ontvangsten, de algeheelheid der sommen te vermelden waarvan men de betaling door Duitschland verwacht. Zonder dezen maatregel zouden de credieten van Landsverdediging eene gewichtige vermindering aanwijken.

Voor het Ministerie van Economische Zaken, wordt eene vermeerdering van 225 miljoen gevraagd op het crediet bestemd tot de vergoedingen toe te kennen voor oorlogsschade ten einde het op de hoogte der vermoede uitgaven te houden. De stijging van deze uitgaven zal voor gevolg hebben spoedig een einde te stellen aan de zending van den Dienst der Oorlogsschade en niettegenstaande den heropbouw van het land te ... gen.

Ondanks deze vermeerdering, nemen de credieten voorgest voor gezegd departement slechts toe met 140 miljoen frank dank zij de vermindering van verschillende andere artikelen.

Zooals door de bewijsaanvoerende nota's wordt aangetoond, spruit deze vermindering voort uit oorzaken waarover men slechts zijne tevredenheid kan uiten, zooals :

de vermindering der bureel-, reis-, verblijf- en verplaatsingen;

de vermindering der kosten van personeel van den Dienst der Oorlogsschade niettegenstaande eene grootere door hem te ontwikkelen werkzaamheid;

de vermindering der kosten van beheer van het Verbond der Samenwerkende vennootschappen;

de vermindering der kosten van personeel van den Dienst der verwoeste gewesten;

de vermindering der hulpelden aan de naar het vaderland teruggevoerde Belgen, ingevolge de afschaffing van verschillende toelagen;

de vermindering der kosten van terugvoer naar 't vaderland enz.

Groote verminderingen zijn aan te stippen op de credieten betreffende de uitvoering der wetten welke betrekking hebben op de nationale aanneming van gemeenten en op het herstel der verwoeste streken.

De verhooging van het hoofdstuk der Openbare Schuld is het gevolg van het inschrijven op de begrooting van de kosten van interest en van aflossing der tweede leening van het Verbond der Samenwerkende vennootschappen voor oorlogsschade; van het aangroeien der militaire pensioenen en der jaarlijksche toelagen verleend aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog, waarvoor de cijfers bepaald vastgesteld zijn en welke, in afwachting, betaald werden, de eersten door middel van credieten van Landsverdediging en de tweeden door middel van credieten der Economische zaken. De lasten dezer twee departementen worden evenredig verminderd.

Zij omvat, bovendien, eene credietverhooging bestemd in de gewone begrooting op te wegen tegen de lasten der voor het herstel aangegane schulden; zooals reeds werd uiteengezet geldt het hier slechts een eenvoudig crediet voor rekenplichtigheid.

BEGROOTING VAN SPOORWEGEN, ZEEWEZEN, POSTERIJEN EN TELEGRAFEN.

De Begrooting van het Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen is, over 1923, derwijze opgemaakt dat zij duidelijk voor elke der vier regie's welke van dit Departement afhangen, de vermoede uitslagen hunner exploitatie doet uitkomen. Dit komt overeen met den wensch, welke herhaaldelijk uitgedrukt werd door het Parlement, en, laatstelijk in het algemeen verslag nopens de Begrooting over het dienstjaar 1922, opgemaakt, namens de Commissie der financiën, der begrootingen en der besparingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, door den achtbaren heer Houtart.

De exploitatieontvangsten en- uitgaven worden in twee tabellen gerangschikt waar zij afzonderlijk gegroepeerd zijn :

voor de Spoorwegen.

voor het Zeewezen,

voor de Posterijen,

voor de Telegrafen en Telefonen.

Maar de regie's hebben gemeenschappelijke diensten : het Middenbeheer en het Electriciteitsambt die in zekere gevallen, zelfs voor vreemde inrichtingen optreden, namelijk voor het hooger Comité van toezicht.

Het ware niet practisch, het ware zelfs onmogelijk, de uitgaven dezer twee lichamen rechtstreeks op de credieten van elke regie uit te trekken.

Vooreerst, zouden zij, te dien einde, omstandig moeten voorzien zijn voor elke derzelve, terwijl, met het huidig stelsel, zij het voorwerp uitmaken van eene globale raming per regie.

Vervolgens, zou dit er toe nopen de wedde van den Minister, bij voorbeeld, te splitsen tusschen de verschillende regie's ten einde aan elke daarvan het haar ten laste komende aandeel op te leggen.

Het is niettemin, volstrekt noodzakelijk in hunne uitgaven de onkosten van die diensten op te nemen zoo men den uitslag der exploitatie van elk hunner juist wil vaststellen.

De noodige credieten werden dus voorzien, maar globaal zooals men het komt te zeggen en wegens de aangeduide redenen (zie art. 45, 67, 78 en 99).

Nochtans werd hun totaal bedrag onderverdeeld in daartoe aangepaste artikelen welke het voorwerp uitmaken der tabel III.

De Wetgeving zal aldus gelegenheid vinden om de uitgaven waarvan sprake grondig te onderzoeken en om ze afzonderlijk te stemmen en hunne noodzakelijkheid na te gaan door middel der gewone daaromtrent verstrekte uiteenzettingen.

Die regeling veroorlooft de weglating van de Begrooting der vroegere hoofdstukken welke betrekking hebben op het Middenbeheer en op het Ambt van de Electriciteit waarvan, zonder dit, het bedrag tweemaal in het totaal der

Begrooting van het Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen zou voorgekomen zijn.

Daar het volstrekt noodzakelijk is dat de uitgaven waarvan sprake werkelijk de begrotingen onzer regie's bezwaren zal het bedrag der credieten, welke zij te dien einde voorzien, gestort worden om op te wegen tegen de lasten van de tabel III en aldus wordt het bestaan der tabel IV betreffende de ontvangsten van het Middenbeheer en van het Electriciteitsambt gewettigd.

Op dezelfde wijze werd te werk gegaan wat betreft de buitengewone uitgaven van het Middenbeheer, zooals blijkt uit de tabellen VI en VII.

Zij omvatten ten andere slechts duurtetoeslagen.

Zooals uit de voorgaande uitleggingen blijkt werden die vier tabellen (III, IV, VI en VII) voor order opgemaakt. Het zijn slechts middelen uitgedacht ten einde de uitvoering der begrooting te vergemakkelijken en om te voorkomen daarin tweemaal dezelfde uitgaven te vermelden, hetgeen aan de begrooting een onecht voorkomen zou gegeven hebben. Daaruit volgt dat hun respectief bedrag buiten het totaal der begrooting moet blijven. Dit vaststaande, hadde men in de tabellen III en IV, de uitgaven en de buitengewone ontvangsten van het Middenbeheer kunnen opnemen, maar men verkoos daarvan twee afzonderlijke tabellen op te maken, tot bevordering der symmetrie.

De vermoede uitslag der regie's van het Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen over 1923, met inbegrip der financieele lasten, doet zich voor als volgt :

Beheeren.		Exploitatie- uitgaven.	Exploitatie- ontvangsten.	Regie's	
				Batig.	Nadeelig
Spoorwegen	fr	4,120,170,798 50	1,124,897,000 »	4,726,201,50	»
Zeewezen.		53,872,592 »	19,528,276 »	»	34,344,316
Posterijen		133,132,900 »	116,490,300 »	»	16,642,600
Telefonen en Telegrafen		83,111,973 »	80,089,318 »	»	3,022,625
TOTALEN	fr	4,390,288,263 50	1,341,004,924 »	4,726,201,50	54,009,541
Wat een nadeelig verschil uitmaakt van				fr.	49,283,339,50

Wanneer men de financieele lasten welke voorkomen op de Begrooting over 1923 opneemt, bemerkt men dat hun totaal geringer is dan het gezamenlijk bedrag der financieele lasten over 1922. Het verschil is minder, hetwelk 338,723 frank bedraagt, spruit hiernit voort dat, voor de eerste maal, bij het opmaken van onderhavige Begrooting, de lasten opgelegd aan de Beheeren van het Zeewezen, van de Posterijen, Telegrafen en Telefonen, nauwkeurig berekend werden. Tot dusver waren de opgegeven sommen slechts benaderende ramingen.

Op deze nieuwe methode gevestigd, wijst de Begrooting van elke regie gewichtige verhoogingen der uitgaven aan, maar deze zijn slechts schijnbaar aangezien die lasten vroeger voorkwamen onder andere rubrieken van de Algemeene Begrooting van het Departement.

SPOORWEGEN.

De ontvangsten betreffende het verkeer (reizigers en goederen) over 1922, werden op 1,000,000,000 geraamd; deze som zal merkelijk overtroffen worden, daar de geraamde ontvangst over de eerste acht maanden reeds 713,930,000 frank bedraagt. Deze verkeerstoename veroorloofde de vermoede ontvangst over het volgend dienstjaar op 1,100,000,000 frank te bepalen.

De exploitatie uitgaven beloopen	fr. 1,120,170,795 »
met inbegrip van financieele lasten welke 147,965,503 frank bedragen. Vergeleken met de credieten gestemd voor het dienstjaar 1922	1,043,425,815 »
toonen zij eene vermeerdering aan van.	fr. 76,744,984 »

Maar rekening dient gehouden te worden :

1° met de wederopname in de gewone begrooting over 1923, eener som van	fr. 45,300,000 »
zijnde een deel der dagloonen (77,198,106 frank) welke, in 1922, op de Begrooting der verhaalbare uitgaven gebracht werden.	

Het geldt hier het herstellen van het tijdens den oorlog beschadigd materieel, door het personeel behoorende tot het regelmatig effectief dat, in 1923, gedeeltelijk zijne normale bezigheden van dagelijksch onderhoud zal hervatten. Eene breuk van het vroeger crediet blijft voorkomen op de Begrooting der verhaalbare uitgaven omdat de herstelling van het tijdens den oorlog beschadigde of door Duitschland teruggegeven materieel, in 1922 niet kan voltooid worden.

2° met de verhooging ten beloope van	22,801,030 »
der credieten van zekere artikelen der gewone begrooting, ingevolge de afschaffing, namelijk der « Wederbeleggingsfondsen » op de Begrooting voor order (deze verhooging wordt door eene overeenstemmende verhooging van ontvangst opgewogen).	

3° met het toenemen der financieële lasten	11,763,233 »
--	--------------

4° met de opname, in de Begrooting over 1923, van het aandeel der Spoorwegen in de uitgaven :

a) Van het Electriciteits ambt.	20,996,577 »
b) Van het Middenbeheer, van het Hooger comiteit voor toezicht en van den Pers- en publiciteitsdienst.	2,541,646 »

TOTAAL.	fr. 103,402,486 »
-----------------	-------------------

Zonder deze verhoogingen waarvan sommige slechts schijnbaar en andere onafhankelijk zijn van de exploitatievoorwaarden, zou het dienstjaar 1923 eene *vermindering* der uitgaven vertoonen van fr. 26,657,502 »
 alhoewel wij voor eene verkeerstoening staan welke eene ontvangstenverhoging van 100,000,000 frank vertegenwoordigt die, zonder overdreven optimisme, een batig saldo van bijna 5 millioen laat verhoplen.

ZEWEZEN.

Niettegenstaande alle inspanningen welke aangewend werden om zijne uitgaven te besnoeien, toont het Beheer van Zeewezzen nog een tekort aan van 34,344,316 frank.

Vergeleken met 1922, blijken de uitgaven van den dienst op het eerste zicht verminderd met 2,758,978 frank, alhoewel als nieuwe lasten voorkomen :

1 ^o het aandeel voor tusschenkomst in de uitgaven van het Middenbeheer en van het Hooger Comité van toezicht	fr.	214,754	»
2 ^o het verleenen eener toelage aan de Hulp- en Voorzieningskas der zeelieden die onder Belgische vlag varen		50,000	»
3 ^o de vermeerdering der financiële lasten		79,579	»
4 ^o het inschrijven van credieten welke voortspruiten uit de afschaffing van de wederbeleggingsfondsen bij de Begrooting voor Order (verhoging waartegen eene overeenstemmende ontvangst opweegt)		4,928,276	»
Te zamen. . . . fr.		5,272,609	»

Over het geheel beloopt de inkrimping der uitgaven dus werkelijk

$$2,758,978 + 5,272,609 = 8,031,587 \text{ frank.}$$

Anderzijds verhoogden de exploitatieontvangsten met 370,000 frank, ter uitsluiting der inkomsten van den vervoerdienst langs de binnenwaters, wiens opruiming weldra zal voltrokken zijn.

Er valt nog aan te merken dat deze uitslagen verkregen werden niettegenstaande eene verhoging :

1^o van 680,000 frank in verband met de uitgaven voor de te Vlissingen verblijvende Belgische loodsen, wier bezoldigingen in guldens uitbetaald worden.

2^o van 467,000 frank, verhoging der toelagen aan de schoolschepen, en

3^o van 148,110 frank op den post Personeel (uitbreiding genoodzaakt door het in dienst stellen van eene nieuwe mailboot, van eene nieuwe overzetboot en van nieuwe loodsschepen).

De begrootingsmiddelen worden hoofdzakelijk door den loodsdienst opgeslorpt. Vóór den oorlog sloot de Begrooting van dezen dienst met een overschot, ter-

wijl zij thans een tekort van 15 miljoen aantoonst. De middelen om aan dien toestand te verhelpen liggen ter studie.

Overigens dient niet uit het oog verloren dat het Beheer van Zeewezen niet enkel diensten drijft waarbij weggelden voorkomen; het verzekert ook diensten van openbaar nut waaraan geene ontvangsten verbonden zijn (het bebakenen en verlichten der kust en der Schelde, reddingsdiensten, scholen, studiekantoor voor vragen van algemeene economie in hunne betrekkingen tot het zee-wezen, enz. . Het bedrag van het aangekondigde tekort stemt dus niet voor zijn geheel overeen met een exploitatie tekort.

POSTERIEN.

Vergeleken met het jaar 1922, zijn de exploitatieuitgaven verminderd met 286,285 frank.

Maar men dient rekening te houden :

1^o Met het uittrekken van een crediet van fr. 1,300,000 »
voor bezoldigingen, kasvergoedingen, premieën en kortingen,
waarvan terugbetaling door het Departement van Financiën bij
de exploitatieontvangsten voorzien is.

2^o Met het uittrekken van een crediet van 1,647,414 »
vertegenwoordigende het aandeel in de uitgaven welke met het
Middenbeheer, het Beheer van Telegrafen, den Pers- en Publi-
citeitsdienst en het Hooger Comité van Toezicht gemeen zijn.

TOTAAL . . . fr. 2,947,414 »

Dit vaststaande, komt de vergelijking uit ten gunste van het dienstjaar 1923, met eene vermindering van de exploitatiekosten ten beloope van : $2,947,414 + 286,285 = 3,233,699$ frank, terwijl het huidig verkeer eene aangroeiing der ontvangsten van 15,190,300 frank doet voorzien.

Voor 1923 bedraagt het vermoedelijk tekort 16,642,600 »
voor 1922 was het 33,419,185 »

TELEGRAAF EN TELEFOON.

De exploitatieuitgaven zijn met 9,519,444 frank verminderd.

Deze vermindering is hoofdzakelijk toe te schrijven aan het feit dat de financiële lasten voor de Begroeting van 1923 voor de eerste maal juist berekend werden.

Daarenboven dient men rekening te houden :

1^o Met het uittrekken van credieten, het aandeel van het Beheer vertegen-

woordigende in de uitgaven van het Middenbeheer, het Hooger Co an
 Toezicht en den Pers- en Publiciteitsdienst fr. 51 »

2^o Met het uittrekken van een crediet dat toelaat de uit-
 gaven, welke einde 1922 te vereffenen blijven, aan te rekene
 op de afgeschafte wederbeleggingsfondsen 21 »

Tegen deze uitgaven weegt eene overeenstemmende ont-
 vangst op.

Te zamen. . . . fr. 715,262 »

wat de inkrimping brengt op :

$$9,519,444 + 715,262 = 10,234,706 \text{ frank.}$$

Anderzijds doen eene herziening der tarieven en de uitbreiding van het verkeer, hoofdzakelijk veroorzaakt door de vergrooting der inrichtingen en het opnieuw in dienst stellen van talrijke, tijdens den oorlog vernielde lijnen, eene ontvangsten-verhooging van 15,750,000 frank voorzien.

Het tekort wordt aldus herleid tot ongeveer 3 millioen frank, uitslag die, vergeleken met 1922, dat volgens de begrootingsvooruitzichten een mali van meer dan 30,000,000 frank aantoon, bevredigend mag genoemd worden. Het tekort van 1922 moet, weliswaar, tot minder dan 20,000,000 frank gebracht worden, ten gevolge der overdrijving der financieële lasten welke op die Begroo-ting voor 22,986,120 frank vermeld zijn, terwijl zij, over 1923 nauwkeurig berekend, slechts 12,392,043 frank bedragen.

BUITENGEWONE UITGAVEN.

Het Beheer heeft getracht zijne aanvragen te beperken tot de credieten, onont-beerlijk voor de uitvoering van dringende werken, daaronder begrepen het voltooiën der lijn Schaerbeek-Halle en het aanleggen der lijn Fexhe-Kinkempois.

Zooals voorheen vergt de duurtetoeslag eene som van 73,095,679 frank.

Volgende tabel toont het bedrag aan der buitengewone credieten door elk beheer in 1923 en in 1922 aangevraagd :

	1923		1922
Spoorwegen en Electriciteit fr. .	151,085,081	»	141,234,775
Zeewezen	2,029,861	»	6,426,700
Posterijen	18,554,475	»	17,761,480
Telegraaf en Telefoon	122,032,062	»	78,915,450
TE ZAMEN. . . . fr. .	293,701,479	»	244,338,405
In meer voor 1923 . . . fr.	49,363,074	»	

VERHAALBARE UITGAVEN

De hiervoor aangevraagde credieten beloopt : 125,993,606 frank, dus verge-leken met die voor 1922 aangevraagd, eene vermindering van 129,275,400 frank.

BEGROOTING DER PROVIANDEERINGSONTVANGSTEN EN- UITGAVEN.

De ontvangsten van de Begrooting der Bevoorrading over 1923 worden geraamd op	fr. 16,531,562 »
De uitgaven op	14,719,915 »
Overschot der ontvangsten.	1,811,647 »

Deze begrooting bevat de credieten welke nog vereischt zijn om de liquidatie van het beheer der Bevoorrading te voltooien en, voor 't overige werd zij, wat betreft de koel- en vriesdiensten opgemaakt met het oog op hunne mogelijke liquidatie. In afwachting van de beslissing door het Parlement dienaangaande te nemen, zullen de aangevraagde credieten toelaten de exploitatie voort te zetten en aldus uit de inrichtingen nut te trekken.

SAMENVATTING.

De begrootingsvoorstellen over het dienstjaar 1923 worden in hun geheel, in ontvangsten en uitgaven, met hunne uitslagen, door de onderstaande tabel aangetoond :

BEGROOTINGEN.	UITGAVEN.	ONTVANGSTEN.	OVERSCHOT.	
			der ontvangsten.	der uitgaven.
Gewone begrooting.	2,945,494,760 33	2,940,379,254 »	»	5,115,506 33
Buitengewone begrooting.	623,540,373 »	4,304,000 »	»	619,236,373 »
Begrooting der invorderbare uitgaven.	3,069,276,359 »	1,639,860,000 »	»	1,429,416,359 »
Begrooting der regie's :				
1° Exploitatie uitgaven.	1,390,288,263 50	1,341,004,924 »	»	49,283,339 50
2° Buitengewone uitgaven.	293,701,479 »	»	»	293,701,479 »
Begrooting der Bevoorrading.	14,719,915 »	16 531,562 »	1,811,647 »	»
TOTALEN . . . fr.	8,337,021,149 83	5,942,079,740 »	1,811,647 »	2,396,753,056 83
NADEELING VERSCHIL . . . fr.			2,394,941,409 83	

Algemeene beschouwingen.

De Begrootingen, waarvan gij de opsomming gelezen hebt, zijn, voorzeker, nog naoorlogsche Begrootingen. Zij dragen er al de kenmerken van : opzwellling van het gewone, verstopping van het buitengewone, overwicht van het verhaalbare en, boven alles, de volstrekte ontoereikendheid der ontvangsten van allen aard tegenover de reusachtige behoeften.

Het gezamenlijk bedrag der voorziene uitgaven is van dezelfde grootte als dat over 1922. Op den eersten aanblik schijnt het zelfs belangrijker te zijn : 8,337 miljoen ⁽¹⁾ tegen 8,095 miljoen. In werkelijkheid is het echter lager. Van dit totaal dienen inderdaad afgetrokken, de 318 miljoen welke op de Begrooting der Onwaarden en Terugbetalingen ten bate der provinciën en gemeenten uitgetrokken zijn en die, verleden jaar, onder de uitgaven niet voorkwamen ⁽²⁾. Wij hebben met opzet bij het begin dezer toelichting op deze nieuwigheid aangedrongen. Daarenboven dient, ten beloope eener som van ongeveer 30 miljoen, rekening gehouden te worden, met onderscheidene wederbeleggingsfondsen welke overgebracht werden op de Gewone Begrooting en op degene der Regie's. Indien wij deze 318 miljoen uitschakelen, kunnen wij vaststellen dat de gezamenlijke uitgaven over 1923, 106 miljoen minder bedragen dan die over 1922, vooruitgang welke minder belangrijk is dan degene welke, in 1922, op 1921 verwezenlijkt werd, voornamelijk, omdat in 1922 de Begrooting der Bevoorrading bijna verdwenen is, in gevolge waarvan de uitgaven met ongeveer 1,120 miljoen slonken.

Wat de gezamenlijke inkomsten aangaat, is de vermindering belangrijk, hetgeen ons toch niet moet verbazen. In de toelichting der Begrooting over 1922 werd, op verscheidene plaatsen, de aandacht gevestigd op het uitzonderlijk karakter van het bedrag der voor dit dienstjaar voorziene ontvangsten wegens herstel, bedrag « verwikt, in te gunstigen zin, door de speling, beperkt in den tijd, van de Belgische prioriteit ». Daarin stond geschreven : « De ontvangsten wegens herstel zullen nooit meer een zoo hoog bedrag bereiken, behoudens het geval eener leening door Duitschland aangegaan ten einde, tot de vervroegde betaling der door haar verschuldigde annuïteiten over te gaan ».

Verleden jaar kwamen de Deutsche stortingen, in onze ramingen, voor een gezamenlijk bedrag van 3 milliard, voor. Dit jaar werden zij slechts op

(1) Men verlieze niet uit het oog, dat, wegens het feit van hun bestaan alleen, de compensatie-ontvangsten het gezamenlijk bedrag der uitgaven zoowel als dat der ontvangsten met eene som van 724 miljoen kunstmatig opvoeren.

In werkelijkheid beloopt de Staatsuitgaven in de ramingen over 1923 slechts 7,613 miljoen.

Op de Begrooting over 1920 kwamen als compensatie-ontvangsten slechts de terugbetaling der kosten van het bezettingsleger voor. Degene over 1921 voorzag daarenboven de financieele lasten der regieën. Elke rechtstreeksche vergelijking zou dus tot verkeerde gevolgtrekkingen leiden.

(2) Fonds der gemeenten en aandeelen der provinciën en der gemeenten in de opbrengst der rechtstreeksche belastingen.

1.5 milliard geraamd, hetzij eene vermindering van 1.5 milliard, welke op bijzonder gevoelige wijze het geheel onzer Begrootingen aantast, daar deze som gelijk is aan bijna 25 % der vermoedelijke ontvangsten. Deze beloopt, voor 1923, gezamenlijke 5,942 millioen en schieten dus te kort ten bedrage van 2,395 millioen.

Maar, indien de algemeene toestand er duister blijft uitzien, zooals hij steeds geweest is sinds dat de oorlog de grondslagen der Natie aan 't wankelen bracht, treden talrijke opbeurende teekenen aan den dag, welke van aard zijn de gemoederen op te wekken en de inspanningen te prikkelen. Zij wijzen aan dat de geduldige, hardnekkige en steeds ondankbare arbeid welke verricht werd sinds den dag dat de noodzakelijkheid om bezuinigen te doen zich onverbiddeijk opdrong, niet te vergeefs gedaan werd. Zij veroorloven om 's lands toekomst met een meer en meer beredeneerd vertrouwen te gemoet te zien.

* * *

Bij een begrootingsgeheel is het gewone de hoofdzaak. Wil men zich een oordeel vormen wordt dit het eerst geraadpleegd. Beheerscht het 's lands dagelijksch leven niet? Hangt van zijn evenwicht niet de mogelijkheid af zoowel de ambtenaren, de werklieden en gansch het Staatsbeheer als de renten van de openbare schuld te betalen?

Eene begrooting die een voortdurend tekort aanwijst beteekent den ondergang binnen afzienbaren tijd: België, dat den last draagt meer dan 30 milliard oorlogsschade te herstellen, zonder het storten van wezenlijke vergoedingen te kunnen afwachten, moest het zich tot eenen plicht aanrekenen zijne gewone begrooting in orde te brengen. Het is daarin geslaagd en op eene wijze die bestendig blijkt voor zoover het land zich niet aan de nog noodige fiscale krachtingspanning onttrekt. Het gewone sluit dank zij de besnoeiing der beheeruitgaven van den Staat, dank zij ook het aangroeien der normale, bestendige inkomsten. Deze beide punten, welke reeds in het licht gesteld werden verdienen dat daarbij nog een weinig stilgestaan worde.

Om goed te doen moet men het gewone in drie afzonderlijke deelen splitsen :

De Begrooting der Openbare Schuld;

De Beheersbegrootingen bevattende de voorziene uitgaven der verscheidene Departementen, en daarenboven die der Gendarmerie en der Dotatiën;

Ten slotte de Begrooting der Onwaarden en der Terugbetalingen.

Gezien werd, dat de Begrooting der Openbare Schuld, vergeleken met die over het vorig jaar, eene vermeerdering van slechts 49 millioen vertoont. Op den eersten aanblik blijkt dit eene geringe som te zijn, des te meer, daar de werkelijke aangroeiing slechts 24 millioen bedraagt. De andere 25 millioen komen in de eerste plaats voort van het uittrekken op het gewone van een crediet van 15 millioen frank voor de terugbetaling aan de gemeenten van de door hen tijdens de jaren 1919 en 1920 gedragen uitzonderlijke voedings- en onderstanduitgaven, onkosten waarvan de Staat den last overgenomen heeft; in de tweede plaats, van de eenvoudige overschrijving van het buitengewone

op het gewone eener som van 10 miljoen, zijnde eene uitkeering verschuldigd aan de Nationale Bank ingevolge de Overeenkomst van 19 Juli 1919 betreffende de voorschotten gedaan voor het intrekken der Deutsche marken.

Met deze overschrijving, welke overeenstemt met de door de Regeering gevoerde politiek van geleidelijke opneming in het gewone, kon niet meer langer gewacht worden en voornamelijk wat de schuldvordering der Nationale Bank van België aangaat, nu dat de rampspoedige ineenstorting van de mark en de aanvraag van een volledig moratorium van wege Duitschland alle hoop op een rechtstreeksch vergelijk met het Reich in verband met de uit de circulatie getrokken marken doet vervliegen.

Wat de overige 24 miljoen aangaat welke de vermeerdering uitmaken, dezer oorsprong werd hiervoor aangegeven bij het omstandig onderzoek onzer gewone Begrooting. Bepalen wij er ons toe hier te zeggen, dat, indien hare gematigdheid ons moet verheugen, vermits zij bewijst dat, in tegenstelling met wat zoo dikwijls het geval was, de voorzieningen voor 1922, toereikend waren, zij niet mag beschouwd worden als de « reden » der « reeks » van onze toekomstige leeninglasten.

Veel meer opbeurend zijn de verminderingen onzer bestendige beheersuitgaven. Waar zij in de algemeene toelichting van verleden jaar slechts voorkomen op de voorwaarde dat geen rekening gehouden wordt met zekere overschrijvingen van het buitengewone op het gewone, overschrijvingen welke oprechtheidshalve gedaan werden, zijn zij dit jaar zonneklaar, op het eerste zicht merkbaar.

Volgende tabel doet de schonmelingen in het bedrag der beheersuitgaven gedurende de laatste jaren uitschijnen.

Dienstjaren.	Bedrag in duizenden frank (1).	Vermeerdering in duizenden frank.	Vermindering in duizenden frank.
1894	135,034		
1904	203,659	68,000	»
1914	289,277	86,000	»
1920	1,389,811	1,099,000	»
1921	1,482,312	93,000	»
1922	1,437,755	»	45,000 (2)
1923	1,406,000	»	31,000

(1) Met inbegrip der bijcredieten tot en met 1922 verleend.

(2) Volgens de Algemeene Toelichting der Begrooting over 1922, bedraagt de aangroeiing der beheersuitgaven, vergeleken met 1921, 26 miljoen, rekening gehouden zijnde met een gezamenlijk credietenbedrag van 58 miljoen overgeschreven van het buitengewone op het gewone. Deze toestand werd gewijzigd vooreerst ingevolge de toekenning van bijcredieten op de Begrooting van beheer over 1921 (87,767,318 frank), en vervolgens, wegens het feit dat de door de Wetgeving gestemde Begrooting over 1922, vergeleken met de oorspronkelijke voorstellen, eene verhooging van de beheersuitgaven van bijna 17 miljoen vertoonde (met inbegrip der bijcredieten).

Indien wij bij het begrotingskader van 1922 gebleven waren, zou in 1923 het batig saldo van het gewone 157 miljoen bedragen hebben.

Volgens het kader van 1921, zou het 215 miljoen geweest zijn.

Het zijn natuurlijk deze sommen welke den bekomen uitslagen tot maatstaf moeten dienen.

Zij zijn, op henzelf, welsprekend. En zij stellen nochtans, noch de zedelijke belangrijkheid van den vooruitgang, noch de overwonnen moeilijkheden in het licht.

Kon beter gedaan worden? Mogelijk, maar zulks is weinig waarschijnlijk. Elk Departement heeft zijne uitgaaf voorzieningen op de keper beschouwd. De begrotingsontwerpen, welke het Ministerie van Financiën in Juli, Augustus en September overgemaakt werden, maakten het voorwerp uit van belangrijke aanvragen tot vermindering, vergezeld van nauwkeurige aanwijzingen.

Het bleek dat deze inwendige arbeid al het nut opgeleverd had, dat daarvan te verwachten was, en dat het oogenblik om de begrotingsontwerpen aan de Kamers over te leggen niet meer kon verschoven worden. Wij hopen dat deze, binnen den geheelten omvang der zending welke haar door de Grondwet opgedragen werd, in den loop van het grondig onderzoek waartoe zij zullen kunnen overgaan, in de beheersbegrotingen nieuwe bronnen van besnoeiingen zullen ontdekken. Niets komt wenschelijker voor, want tusschen de handelwijze bestaande in het sluiten der begrooting door inkrimping der uitgaven en degene welke op eene opvoering der belastingen aanstuurt, is geene aarzeling mogelijk. Ook zal de Regeering harerzijds, zich bij de bekomen uitkomsten niet neerleggen. Moet men daarbij blijven stilstaan, zou men zich aan de bitterste ontgoocheling blootstellen; bekend is dat de openbare uitgaven, ten gevolge van den vooruitgang alleen, eene nagenoeg automatisch stijgende kromme volgens welke dikwijls in uitzicht werd gesteld. Is het noodig te herinneren aan de talrijke wetten die sedert 1918 werden ingevoerd waaruit eene aangroeiing van 's Lands bestendige jaarlijksche lasten voortspoot?

Vermelden wij onder de voornaamste :

Wet waarbij de wet tot regeling van het hooger onderwijs, op 's Rijks kosten gegeven, wordt gewijzigd wat betreft de bezoldiging van de professoren en de beheerders-toezieners der Staatsuniversiteiten (22 Februari, 1919, *Moniteur* van 1 Maart 1919, n^o 60).

Wet tot instelling van rechterlijke officieren en agenten bij de parketten (7 April 1919, *Moniteur* van 12 April 1919, n^o 102).

Wet tot verhooging van de bezoldiging der leden van de rechterlijke orde (12 Mei 1919, *Moniteur* van 22 Mei 1919, n^o 142).

Wet waarbij, op grond van den toestand door den oorlog veroorzaakt, artikel 9 der wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen wordt aangevuld (17 Juni 1919, *Moniteur* van 29-30 Juni 1919, n^{os} 180-181).

Wet waarbij, op grond der oorlogsgebeurtenissen, de wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortvloeiende uit de arbeidsongevallen, wordt gewijzigd, en waarbij enkele bepalingen dier wet worden aangevuld (27 Augustus 1919, *Moniteur* van 7 September 1919, n^o 250).

Wet houdende instelling van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn (5 September 1919, *Moniteur* van 26 September 1919, n^o 269).

Wet tot wijziging en aanvulling der wet van 5 Juni 1911 op de ouderdomspensioenen ten behoeve van de mijnwerkers (25 October 1919, *Moniteur* van 20 November 1919, n^o 324).

Wet waarbij zekere artikelen der wet tot regeling van het lager onderwijs van 19 Mei 1914 worden gewijzigd (13 November 1919, *Moniteur* van 15 November 1919, n^o 319).

Wet waarbij artikel 15 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt gewijzigd (14 November 1919, *Moniteur* van 20 November 1919, n^o 324).

Wet houdende verhooving der organieke cijfers der officieren van het leger (15 November 1919, *Moniteur* van 24-25 November 1919, n^o 328-329).

Wet tot wijziging der wet van 4 April 1890 op het landbouwonderwijs (15 November 1919, *Moniteur* van 1-2 December 1919, n^o 334-336).

Wet op de militaire pensioenen (23 November 1919, *Moniteur* van 6 December 1919, n^o 340).

Wet houdende instelling eener nationale maatschappij voor goedkope woningen en woonvertrekken (11 October 1919, *Moniteur* van 31 Maart 1920, n^o 91).

Wet betreffende de verhooving van de wedden der professoren en beheerders-opzieners der Staatsuniversiteiten (24 April 1920, *Moniteur* van 13 Mei 1920, n^o 134).

Wet op de pensioenen (3 Juni 1920, *Moniteur* van 11 Juni 1920, n^o 163).

Wet tot verhooving van de bezoldiging der leden van de rechterlijke orde (31 Juli 1920, *Moniteur* van 13 Augustus 1921, n^o 226).

Wet betreffende de jaarwedden der leden van het Rekenhof (7 Augustus 1920, *Moniteur* van 13 Augustus 1920, n^o 226).

Wet tot wijziging van de jaarwedden der leden van den Mynraad (9 Augustus 1920, *Moniteur* van 4 September 1920, n^o 243).

Wet tot verhooving van de bezoldiging der geestelijken (10 Augustus 1920, *Moniteur* van 15 Augustus 1920, n^o 228).

Wet op de wedden der onderwijzers (14 Augustus 1920, *Moniteur* van 26 Augustus 1920, n^o 239).

Wet betreffende de ouderdomspensioenen (20 Augustus 1920, *Moniteur* van 30-31 Augustus 1920, n^{os} 243-244).

Wet waarbij de wet tot regeling van het hooger onderwijs, op 's Rijks kosten gegeven, wordt gewijzigd wat betreft de bezoldiging van de professoren en de beheerders-toezieners der Staatsuniversiteiten (20 Augustus 1920, *Moniteur* van 6-7 September 1920, n^{os} 250-251).

Wet tot wijziging en aanvulling der wetten van 5 Juni 1914 en 26 Mei 1914 op de ouderdomspensioenen ten behoeve van de mijnwerkers (20 Augustus 1920, *Moniteur* van 13-14 September 1920, n^{os} 257-258).

Wet aangaande de vergelding van de burgerlijke leeraars der Militaire School (25 Augustus 1920, *Moniteur* van 5 September 1920, n^o 249).

Wet ter wijziging van artikel 7 der wet van 18 Maart 1836, houdende inrichting der Militaire School (25 Augustus 1920, *Moniteur* van 5 October 1920, n^o 249).

Wet betreffende de militaire pensioenen (25 Augustus 1920, *Moniteur* van 5 September 1920, n^o 249).

Wet tot vermeerdering van het personeel van het Hof van beroep te Luik (26 Januari 1921, *Moniteur* van 31 Januari en 1 Februari 1921, n^{os} 31-32).

Wet waarbij het personeel der rechtbanken van eersten aanleg te Brussel, Hoei, Bergen en Verviers wordt vermeerderd, en de termijn voor het benoemen van bijgevoegde substituten en van bijgevoegde adjunct-referendarissen wordt verlengd (14 Maart 1921, *Moniteur* van 17 Maart 1921, n^o 76).

Wet houdende toekenning, aan de vóór 1909 gepensioneerde gendarmen, van hetzelfde pensioen dat werd verleend aan hen, die na dien datum op rustpensioen werden gesteld (31 Mei 1921, *Moniteur* van 9 Juni 1921, n^o 160).

Wet tot invoering van den achturedag en van het acht-en-veertig urenwerk (14 Juni 1921, *Moniteur* van 20-21 Juni 1921, n^{os} 171-172).

Wet ter herziening van artikel 5 der wet van 25 Augustus 1919, betreffende de frontstrepen (20 Juli 1921, *Moniteur* van 30 Juli 1921, n^o 211).

Wet ter wijziging van artikelen 8 en 18 der wet van 18 Maart 1838 houdende inrichting der Militaire school (8 Augustus 1921, *Moniteur* van 21 Augustus 1921, n^o 233).

Wet tot versterking der schoolplicht van het lager onderwijs (18 Augustus 1921, *Moniteur* van 22 October 1921, n^o 295).

Wet betreffende de Meest Begaafden (15 October 1921, *Moniteur* van 11 November 1921, n^o 315).

Wet betreffende de openbare bibliotheken (17 October 1921, *Moniteur* van 19 November 1921, n^o 323).

Wet waarbij machtiging wordt verleend tot het uitkeeren van de vervallen gedeelten, over het jaar 1921 van het bij de wet van 20 Augustus 1920 voorziene ouderdomspensioen aan sommige rechtverkrijgenden van afgestorven pensioengerechtigden (9 Januari 1922, *Moniteur* van 15 Januari 1922, n^o 15).

Wet betreffende de financieele tussenkomst van den Staat in den kostprijs der werken en installaties gedaan door de « Compagnie intercommunale des eaux » met het oog op het aanvoeren van drinkbaar water naar de steden en gemeenten van de Brusselsche agglomeratie en van de Vlaanderen (10 Februari 1922, *Moniteur* van 15 Februari 1922, n^o 46).

Wet tot wijziging van onderscheiden bepalingen der wetten op de ouderdomspensioenen (9 April 1922, *Moniteur* van 23 April 1922, n^o 113).

Wet waarbij de wet tot regeling van het hooger onderwijs, op 's Rijks kosten gegeven, wordt gewijzigd wat betreft de bezoldiging van de professoren en de beheerders-toezieners der Staatsuniversiteiten (25 Juni 1922, *Moniteur* van 5 Juli 1922, n^o 188).

Wet strekkende tot het verbeteren van den financieelen toestand der provinciën en der gemeenten (16 Juli 1922, *Moniteur* van 22-23 Juli 1922 (n^{os} 203-204).

Wet houdende instelling van een fonds der gemeenten (19 Juli 1922, *Moniteur* van 22-23 Juli 1922, n^{os} 203-204).

Wet tot goedkeuring van de deelneming van den Staat in de stichting van de vereeniging zonder winstgevend doel « Palais des Beaux-Arts de Bruxelles » alsmede van verschillende op deze deelneming volgende verbintenissen (3 Augustus 1922, *Moniteur* van 5 Augustus 1922, n^o 217).

Wet houdende nieuwe wijziging van artikel 18 der wet van 18 Maart 1838, tot inrichting der Militaire School (28 Juli 1922, *Moniteur* van 11 Augustus, n^o 233.)

Vergeet wij niet dat de uitgave niet altijd onmiddellijk op de afkondiging van de wet volgt. De kiem ontwikkelt zich soms langzaam en 't is slechts na verscheidene jaren dat de last in zijnen geheelen omvang aan den dag treedt.

Net zooals de vermindering der uitgaven van beheer, is de verhooging der normale vaste middelen van den Staat een der meest voordeelige bestanddeelen van den huidige toestand.

Sinds den wapenstilstand, helpen zeer verscheidene bronnen van inkomsten mede tot het vormen van het totaal der Staatsontvangsten. Zij hebben eene innerlijke waarde, dikwijls verschillend van hun bedrag. De meest belangrijke zijn de normale, vaste ontvangsten, deze welke men verzekerd is, ieder jaar met

geringe verschillen in meer of in minder terug te vinden, de enkele waarop men steunen mag tot het vaststellen van toekomstige voorstellen. De Begrooting over 1923, biedt, zooals wij het reeds aangehaald hebben, deze gunstige bijzonderheid, dat de inkomsten van dien aard dezulke zijn welke de merklijkste verhooging vertoonen.

Terwijl de gewone ontvangsten der Begrooting van 's Lands middelen op de Begrooting over 1922 slechts 1,725 miljoen bereikten, komen zij voor ten beloope van 2,208 miljoen, in die over 1923.

Men dient nochtans de belangrijkheid van deze meerwaarde welke slechts op 't papier 483 miljoen bereikt, niet te overschatten.

In werkelijkheid, ten einde den eigenlijk bekomen vooruitgang te waardeeren, moet men de cijfers vergelijkbaar maken :

Laat ons te dien einde bij de gewone ontvangsten van 1922, welke beloopten op	fr. 1,725 miljoen
de sommen afgetrokken voor de provinciën en gemeenten, voegen, hetzij	264 id.
Zoodat het wordt gebracht op	fr. 1,989 miljoen
Vergeleken bij dat over 1923 beloopende op	2,208 id.
Bereikt de steiging der ontvangsten	fr. 249 miljoen

En wanneer men het totaal in oogenschouw neemt der gewone ontvangsten van den Staat, voor de vorige dienstjaren voorzien, vindt men, na aftrekking van de opbrengst der regie's :

voor 1913	361 miljoen frank.
voor 1919	466 id.
voor 1920	1,111 id.
voor 1921	1,459 id.
voor 1922	1,725 id.
voor 1923	1,944 id. (1)

Belangrijke bijzonderheid, de vermeerdering van 249 miljoen waarvan zoo even gewag gemaakt werd, komt voornamelijk voort van de betere opbrengst van de bestaande belastingen. De nieuwe taxes hebben daaraan bijna niet medegeholpen (2). En terecht heeft men de meerwaarden, vastgesteld wat betreft de inningen gedaan in den loop van de laatste maanden, in het volste der zaken crisis, kunnen consolideeren. De vooruitzichten van de Begrooting van 's Landsmid-

(1) Met uitzondering van de 264 miljoen, vormende het deel der provinciën en der gemeenten.

(2) Melden wij de verhooging van het recht op het dragen van jachtwapens, het recht op de vogelvangst en de taxe op de automobieleessence.

delen kwamen dus, zelfs wat de belastingen op de inkomsten aangaat, voor als minima welke zeer zouden overtroffen worden indien de wederopbloei zich enkelen tijd kon staande houden. De verbetering van onze gewone ontvangsten laat ons toe zonder groote vrees, de overigens verwachte vermindering onzer buitengewone ontvangsten te beschouwen, welke van 36,5 miljoen op 7,7 miljoen vallen. Deze vermindering is te wijten aan de verdwijning der ontvangsten vroeger verwacht van de bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogs winsten.

De compensatieontvangsten zijn eveneens in vermindering. De reden daarvan moet gezocht worden in het feit dat, om de hierboven uiteengezette redenen, ten opzichte van den aangroei der lasten van de schuld gebracht op de gewone, het aangewezen scheen de 107 miljoen, welke den last in verband met het intrekken der marken uitmaken, niet meer op de buitengewone te behouden.

Laat ons een oogenblik stilstaan om eenen blik te werpen op den sinds drie jaar afgelegden weg.

Gaan wij terug tot de eerste twee Begrootingen van na den oorlog. Hunne credietaanvragen, bovenmate opgezwollen, waren heel dikwijls beneden de behoeften die zich hebben voorgedaan. De overschrijdingen, eene bijna regelmatige gewoonte geworden, maakten het toezicht van het Parlement, in zekere mate, denkbeeldig.

De stemming der volgende bijcredieten heeft opvolgentlijk den toestand moeten regelen :

In 1919	219 miljoen frank.
In 1920	1,469 id.
In 1921	1,141 id.
In 1922	15 id.

Thans, dank zij de wetten van 21 Juli 1921 en van 10 Juni 1922, waarbij de rekenplichtigheid der betaalbaar gestelde uitgaven werd ingevoerd en krachtiger gemaakt, bestaan de overschrijdingen der credieten practisch niet meer.

In 1921, sloot de Gewone Begrooting met een tekort van 209 miljoen, alhoewel ontlast van de volgende sommen welke wij er in gebracht hebben opdat wij oordeelden dat zij moeten gedeekt worden door regelmatige inkomsten van den Staat :

In 1922	58 miljoen frank ⁽¹⁾ .
In 1923	162 id. ⁽²⁾ .

⁽¹⁾ Zie de Algemeene Toelichting der Begrooting van het dienstjaar 1922, blz. 10 en 11.

⁽²⁾ Te weten : 107 miljoen : lasten voortspruitende uit het intrekken der marken,
 40 miljoen : bijlasten voortspruitende uit den afstand aan de regie der posterijen van het aandeel van hare ontvangsten vroeger aan het Gemeentefonds afgestaan,
 15 miljoen : nieuwe hulp aan de gemeenten voor uitgaven van voeding en onderstand.

En, nochtans niettegenstaande deze nieuwe lasten, niettegenstaande de vermindering der compensatie-ontvangsten en der buitengewone ontvangsten, die haar gedeeltelijk voeden, mag de Gewone Begrooting beschouwd worden als zijnde in evenwicht. De vooruitgang is aanzienlijk. Maar vergeten wij niet dat dit evenwicht, dat gedeeltelijk afhangt van de betalingen van Duitschland, in de toekomst enkel zal behouden blijven, wanneer bij de gelijktijdige stijging der lasten van de leening en van de hulpbronnen der belasting, deze laatste de bovenhand behouden. 't Is te zeggen, dat volharding en opofferingsgezindheid meer dan ooit noodig zijn.

. . .

Een bezwaar van de onvermijdelijke verdeeling der voorzieningen in gewone Begrooting en Begrooting der verhaalbare Uitgaven, is dat zij het begrip van den juisten toestand der schuld, aan de niet ingewijden, minder duidelijk maakt. In werkelijkheid, vormt onze schuld een geheel. Het eenige verschil tusschen de uitgaven die in de eene en de andere Begrooting voorkomen, is dat we de eene als definitief te onzen laste beschouwen, terwijl de andere enkel op ons drukken in afwachting der betalingen wegens herstel: de Begrooting der verhaalbare Uitgaven is, in feite, luidde de algemeene toelichting van verleden jaar, de rekening-courant van Duitschland.

Om zich een juist denkbeeld te geven van de ware toeneming der credieten van 1923 in vergelijking met die van 1922, moet men dus, niet alleenlijk de Begrooting van de eigenlijk gezegde Openbare schuld beschouwen, maar ook de lasten in de Begrooting der verhaalbare Uitgaven gebracht. Nochtans, om dubbele posten te voorkomen, is het noodig uit laatstgemelde de vergeldingscredieten te verwijderen, welke bestemd zijn om de gewone Begrooting te ontslaan van den last van dat gedeelte der Staatsleeningen dat bestemd is tot uitgaven wegens herstel.

In het geheel, beloopt de samengevoegde lasten van de schulden en pensioenen, voor de twee Begrootingen, voor 1923, 1,73 i miljoen, waarvan 1,580 miljoen voor de eigenlijk gezegde schuld en 154 miljoen voor de pensioenen en andere verbintenissen van den Staat.

In de gewone uitgaven is eene werkelijke vermeerdering van 24 miljoen ⁽¹⁾ met betrekking tot 1922 vast te stellen (vermeerdering waarvan wij reeds gesproken hebben) en in de verhaalbare uitgaven eene vermeerdering van 80 miljoen. Als totaal dus, zijn er 104 miljoen lasten meer dan verleden jaar.

Dezelfde berekeningswijze zou met inachtneming van de bijcredieten ⁽²⁾ voor

(1) Afrekening gedaan van 10 miljoen (lasten van het intrekken der marken) komende van de Buitengewone Begrooting en van 15 miljoen de nieuwe hulp voorstellende aan de gemeenten verleend en die, logisch, in de uitgaven gevolg des oorlogs hadden mogen opgenomen worden.

(2) Behoudens den buitengewonen last die de Begrooting getroffen heeft uit hoofde van het uitwisselen der Muntherstellingsbons tegen bons op vijf jaar.

1922 in het geheel eene vermeerdering geven van 64,1 miljoen op de lasten van 1921. Schijnbaar, is er dus versnelling in credietbehoeften voor den dienst van de schuld : 104 miljoen meer, per jaar, in plaats van 64 miljoen. Maar onder de schulden, moet men een duidelijk onderscheid maken, tussehen werkelijke schuld, eigenlijk gezegde schuld, en wat in de begrootingsgewoonten doorgaans daarmee wordt gelijkgesteld : pensioenen, vergoedingen in zake militie, interesten op borgstellingen en consignatiën, enz.

De pensioenen voornamelijk hebben sedert den oorlog eene groote uitbreiding genomen. Maar de burgerlijke en militaire pensioenen hebben dit kenmerk dat, na een tijdstip van snelle stijging, overeenstemmende met het bepalen van eenieders rechten, hunne lasten langzaam moeten verminderen, om te verdwijnen na een zeker getal jaren. Het aangroeien der lasten wegens pensioenen heeft dus niets verontrustends voor de toekomst.

Gansch anders is het gesteld met de lasten van de eigenlijk gezegde schuld.

Deze, of zij voorkomen in het eerste hoofdstuk van de Gewone Begrooting der Schuld of voortspruiten uit de leeningen waarvan de lasten in de verhaalbare uitgaven ⁽¹⁾ zijn vervat, wijzen de volgende vermeerderingen aan :

	Credieten van 1923.		Credieten van 1922.
<i>Uitgaven :</i>			
Gewone fr.	1,107,000,000 »		1,058,000,000 »
Buitengewone	» »		10,000,000 »
Verhaalbare	474,000,000 »		424,000,000 »
TOTALEN. . . . fr.	1,581,000,000 »		1,492,000,000 »

De lasten van de eigenlijk gezegde schuld zijn dus in de Begrooting van 1923 met 89 miljoen verhoogd, 't zij 49 op de gewone en 50 op de verhaalbare, die nochtans eenen last dragen van 57 miljoen voor de tweede « Leening der Verwoeste Gewesten ».

Welnu, de Begrooting van 1922 had, in verhouding tot die van 1921, eene vermeerdering van 103,000,000 frank aangewezen ⁽²⁾. Er is dus vertraging, 't is te zeggen vooruitgang. Deze vooruitgang is overigens zichtbaar zoowel als men de tabel der schuld in kapitaal als deze der lasten die er uit voortvloeien, in oogenschouw neemt.

Indien, onze buitenlandsche leeningen tegen den gelijken wisselkoers van 29 September berekend, ten einde alle zaken gelijk te maken, wij het bedrag

(1) Verhaalbare en buitengewone van 1922.

(2) Altijd met afrekening der buitengewone lasten voortspruitende uit het uitwisselen der muntbons.

onzer schulden na eene tussenruimte van twaalf maand vergelijken, vinden wij :

	Geconsolideerde Schuld (met inbegrip der onrechtstreeksche Schuld).	Vlottende Schuld.	Totaal.
Op 30 September 1919 fr.	6,779 000,000	16,558,000,000	23,337,000,000
Id. 1920	9,848,000,000	18,227,000,000	28,075,000,000
Id. 1921	11,209,000,000	22,728,000,000	33,937,000,000
Id. 1922	14,152,000,000	21,591,000,000	35,743,000,000

Zoodus is onze totale schuld, die in 1919-1920 met 4.7 milliard en in 1920-1921 met 5.8 milliard gestegen is, in 1921-1922 enkel met 1.8 milliard verhoogd. De vlottende Schuld is tusschen den 30 September 1921 en den 30 September 1922 met 1.1 milliard verminderd, ten gevolge vooral van de terugbetaling of de consolideering van een gedeelte der Schatkistbons van de Muntherstelling.

De vermindering der vlottende Schuld houdt tegenwoordig aan, wat betreft de Schatkistbons gedisconteerd op zes maand, waarvan het bedrag seder 22 Februari l. l. met 850 miljoen gedaald is.

Het aflossen onzer geconsolideerde schulden werd zonder onderbreking, overeenkomstig de bestaande wetten doorgevoerd.

De sedert den wapenstilstand tot op 30 September terugbetaalde kapitalen, beliepen :

Voor de 3 %	140 miljoen frank.
Voor de 5 % nationaal herstel	23 id.
Voor de 5 % met premie	16 id.
Voor de oude onrechtstreeksche schuld	21 id.

't Zij in 't geheel voor de binnenlandsche schuld. 170 miljoen frank.

Wij hebben terzelfdertijd afgelost :

't zij tegens den wisselkoers van 29 September 1922.

In 3 % 4 ^e reeks	£ 1,812,000	141,573,900 francs.
In 7 1/2 % aan de Vereenigde-Staten	\$ 4,000,000	56,240,000 id.
In 8 % aan de Vereenigde-Staten	s 2,250,000	31,635,000 id.

TOTAAL : 199,448,900 francs.

De vertraging vastgesteld in de aangroeiing van onze schuld, evenals het verminderen van den interest van het geld, waardoor het succes van onze laatste uitgifte van tienjaarlijksche bons niet werd benadeeld, zijn ook gunstige kente-

kens welke men moet in aanmerking nemen. Maar nogmaals, hoeden wij ons voor een te rooskleurig in zicht der zaken, en houden wij ons goed voor oogen, dat alhoewel de interest der leeningen geleidelijk minder bezwarend zal worden, ons niets toelaat te verzekeren dat de vermeerdering onzer schuld geen tempo van groote versnelling meer zal kennen. Het tegenovergestelde is zelfs zeker, indien men er niet in gelukt, zooals het in April 1. l. een oogenblik te verhoppen was, kapitalen te bekomen, die voortkomen van Duitsche leeningen.

De Begrooting van 1922 voorzag de lasten der kapitalen die het noodig scheen aan de leeningen of aan de uitgifte van Schatkist Bons te vragen, om het nadeelig verschil tusschen de uitgaven en de inkomsten te dekken.

In de voorzieningen voor 1923, werden geene lasten begrepen voor de desgevallende vóór 1 Januari 1924 te leenen kapitalen, onder voorbehoud, in geval van noodwendigheid, eene bijzondere aanvraag van credieten te doen. Het is nochtans zeker dat er uit dien hoofde lasten zullen moeten gebracht worden hetzij in de Begrooting van 1923, hetzij voor de eerste maal, in deze van 1924, volgens de wijze van uitgifte waartoe men zijne toevlucht zal genomen hebben ; hetgeen onvermijdelijk eene nieuwe verzwaring van den last der schuld zal uitlokken.

Hoe is het mogelijk, voor zulke vooruitzichten, geen gevoel van ongerustheid, geene angst zelfs, te ondervinden? Onze schuld bedraagt reeds 35,743,000,000 frank, 't zij 4,740 frank per inwoner, cijfer dat het belangwekkend is met den eenheidslast van andere landen te vergelijken.

Volgens de « Budget speech » den 4 Mei 1922, door Sir Robert Horne, kanselier der Schatkamer uitgesproken, bedroeg de schuld van het Vereenigd-Koninkrijk op dit oogenblik £ 6,564 millioen plus £ goud 1,090 millioen.

In Italië, bedroeg, volgens eene verklaring in Juli 1922 door M. Peano, minister der Schatkist gedaan, de schuld 92,569 millioen lira's plus 21,361 millioen lira's goud.

Volgens de Memorie van toelichting van het begrootingsontwerp voor 1923, beloopt de Fransche schuld 242,108 millioen papierfrank plus 36,198 millioen goudfrank.

In de Vereenigde-Staten, op 31 Mei 1922, volgens de officieele bescheiden uitgegeven door de « Financial Chronicle, State and City Section » was de schuld 23,139 millioen dollar.

In Nederland, volgens de bescheiden door den Volkenbond uitgegeven, was de schuld op 1 Januari 1922, 3,337 millioen gulden.

Op 30 September 1922, was de Deutsche schuld, met uitsluiting van de schulden der Staten, geraamd op 601,865 millioen papiermark, plus eene schuld van herstelling van ongeveer 120 milliard goudmark. Het eerste dezer cijfers komt voor in het begrootingsontwerp van den Reich (dienstjaar 1922, bijlage XIV) en werd bijgewerkt door de opgaven welke in den Reichsanzeiger van 7 October 1922 (n^o 226) verschenen zijn.

De volgende tabel is opgemaakt in Belgische franken tegen den koers van 29 September 1922 :

OPENBARE SCHULDEN DER BIJZONDERSTE LANDEN.

LANDEN.	Datum der schulden.	Bedrag der schuld in munten van het land (in millioenen)	Bedrag der schuld in Belgische franken (in millioenen).	Bevolking (in duizenden).	Bedrag der schuld in Belgische franken (per inwoner).
Vereenigd-Koninkrijk	31 Maart 1922.	7,776 £ papier.	478,807	47,299	10,123
Italië . . .	31 Mei 1922.	190,824 papier lira's	412,586	38,835	2,899
Frankrijk . . .	31 Maart 1922.	334,508 papier frank.	335,582	39,210	9,069
Vereenigde Staten .	31 Mei 1921.	23,139 \$.	325,334	105,683	3,078
Nederland.	1 Januari 1922.	3,337 gulden.	18,770	6,841	2,744
Duitschland (afre- king gedaan van de schuld van herstel- ling) . . .	30 Sept. 1922.	601,865 pap. mark.	5,176	59,858	86
Duitschland (erbij be- grepen de schuld van herstelling) .	30 Sept 1922.	47,373,065 pap. M.	407,408	59,858	6,806
België . . .	29 Sept. 1922.	35,743	35,743	7,540	4,740

Wisselkoers op 29 September 1922.

Fransche frank	106.30
Pond sterling	61.57 ½
Dollar	14.06
Gulden	5.45
Lira	0.59
100 Mark	0.86

Er dient, Mijne Heeren, bij het onderzoek der verschillende U gedane voorstellen tot buitengewone uitgaven, rekening te worden gehouden met de bedreiging welke, voor de financiële toekomst van het land, de onvermijdelijke verhooging van de lasten der schuld is, die zooeven in het licht werd gesteld. Indien men de noodige discriminatie doet onder de credieten in 1920 gestemd — op dit tijdstip waren de uitgaven van den oorlog voortvloeiende bij de buiten-

gewone uitgaven gevoegd — stelt men vast dat deze laatste het ontzaglijk cijfer bereikten van fr. 2,587 miljoen.

In 1921, beliepen zij 1,368 id.

In 1922, bedroegen zij 853 id.

rekening gehouden met de bijcredieten die naderhand gestemd werden.

In 1923, bedragen de buitengewone uitgaven nog slechts 624 miljoen, waaruit, schijnbaar, eene winst van 229 miljoen. De winst is, werkelijk, verre beneden dit cijfer. Dit spruit inderdaad uit twee hoofdoorzaken voort welke met geene werkelijke bezuinigingen overeenstemmen.

De eerste dezer oorzaken is de overdracht van de buitengewone naar de gewone begrooting van twee credieten van een totaal van 107 miljoen voortvloeiende uit de intrekking der marken. Wij zullen niet verder aandringen op deze rekenplichtige wijziging, welke reeds breedvoerig werd gerechtvaardigd.

De tweede oorzaak van blijkbare vermindering bestaat in eene nieuwe raming der lasten voortvloeiende uit de wet van 25 Augustus 1920 waarbij eene dotatie wordt verleend ten voordeele der strijders van den oorlog 1914-1918, als blijk van dankbaarheid. Er waren op 30 September 1922, 250,000 uitgereikte dotatieboekjes, welke eene som van 627 miljoen in kapitaal voorstellen. Het strijdersfonds had op denzelfden datum, 330,000 aanvragen ontvangen, cijfer dat nog kan overtroffen worden, aangezien het Ministerie van Landsverdediging doet kennen dat het getal gedemobiliseerden 360,000 bereikt. Gelukkiglijk, heeft de groote meerderheid der strijders met acht frontstrepen, 't is te zeggen, welke op de hoogste dotatie recht hebben, reeds voldoening gekregen. Men moet zich in alle geval gelukwenschen met de stemming der wet van 10 Augustus welke — door de vereffening der dotatie derwijze te regelen dat de recht-hebbenden tot sparen aangespoord worden — bewerkte dat de Staat niet werd genoopt tot het uitbetalen eener som van 700 tot 800 miljoen en misschien meer.

De toepassing dier wet, welke thans reeds meer dan één jaar van kracht is, heeft toegelaten het noodige crediet van 150 tot 75 miljoen terug te brengen. ⁽¹⁾ De verplichtingen van den Staat zijn niettemin volkomen gelijk in 1923 en in 1922 en men begrijpt zonder moeite dat de door de Begrooting aangewezen vermindering geene ware vermindering van lasten is.

Indien men rekening houdt met de twee cijfers, waarover zooeven gesproken, ervaart men, dat de buitengewone uitgaven slechts werkelijk met 47 miljoen verminderd zijn. Deze uitslag is ontoereikend vooral wegens de vermindering van 40 miljoen van de toelage aan het Nationaal Crisisfonds die enkel aan de omstandigheden toe te schrijven is.

Ons inzicht is niet hier te treden in de gekende academische discussie, aangaande de rechtvaardiging van eene buitengewone begrooting door de inkomsten van de leening te dekken. Men weet dat er uitgaven voor eerste inrichting of uitgaven voor toerusting zijn die rentegevend zijn, alsmede buitengewone uitgaven voor bewapening, ware verzekeringspremiën waartoe de

⁽¹⁾ Raadpleeg desaangaande de uiteenzetting van artikel 121 der buitengewone Begrooting.

komende geslachten logisch moeten bijdragen omdat zij er vooral voordeel uit trekken. Doch dient, op dit gebied niet met de uiterste voorzichtigheid gehandeld te worden? Er is gezegd geworden dat, door regelmatig buitengewone uitgaven toe te laten, men voortdurend de leening in de Begrooting vestigt. Het is de schuld onbeperkt vermeederen. Het is op de komende geslachten lasten doen drukken waarvan zij het gewicht nauwelijks misschien, zullen kunnen torsen. Vergeten wij niet dat deze zelfde geslachten de rekening van den oorlog zullen moeten betalen, waarvan het Vredesverdrag slechts een deel op de schouders van van den overweldigder gelegd heeft, en dat zeshonderd millioen aan bestendige buitengewone uitgaven gelijk staan met de verplichting alle jaren 30 tot 35 millioen nieuwe belastingen te vinden.

De algemeene toelichting van het vorige jaar, ofschoon zij toegaf dat het onmogelijk is van de Buitengewone Begrooting af te zien, drong op de noodzakelijkheid aan, zich tot de strikte en onmiddellijk onontbeerlijke uitgaven te beperken. « De Minister van Financiën », zoo luidde zij, « rekest vast op het » wijs beleid der Kamers om de haar aangevraagde credieten van dien aard » grondig te onderzoeken. » De Kamers hebben, in zekere mate, deze verwachting beantwoord. Ook dit jaar doen wij hetzelfde beroep op haar. De buitengewone Begrootingen hadden misschien nog kunnen ingehouden worden ; nieuwe stappen hadden kunnen gedaan worden, ten einde nieuwe verminderingen te bekomen. Deze methode had de neerlegging van het samenstel der Begrooting vertraagd, de indiening van eenen volledigen toestand onmogelijk gemaakt en de tijd waarover de Kamers zouden beschikt hebben voor het onderzoek van een zoo voornaam deel onzer vragen van credieten bekort hebben. Men heeft geacht dat het de voorkeur verdiende daarvan af te zien.

In de buitengewone uitgaven moet men een zuiver onderscheid maken tusschen die welke onvermijdelijk zijn en die welke het niet zijn.

Onder de eersten komen de uitgaven voor, gevolgen van den oorlog. Indien hun beginsel onaantastbaar is, zoo mag hun bedrag misschien toch het voorwerp uitmaken van een grondig onderzoek.

Noemen wij :

Toelage aan het Nationaal Werk voor oorlogsweezen . fr.	6,565,000	»
Onderstandstoelagen van de tot arbeid ongeschikte werklieden	875,000	»
Onderstandstoelagen aan de slachtoffers van arbeidsongevallen	4,250,000	»
De uitgaven, gevolgen van den oorlog, van Landsverdediging	32,500,000	»

De Regeering heeft niet verdoken hoe noode zij de uitgaven gevolgen van den oorlog, waarvan het totaal 190 millioen bereikt, op de plaats te laten welke zij in de buitengewone begrooting bekleeden. De toelichting der Begrooting van

verleden jaar meldde reeds dat « een der posten over te dragen in de gewone » begrooting, waaruit hij verwijderd bleef ten gevolge van het besluit der » Wetgeving zelf, het crediet vertegenwoordigt bestemd om de tijdelijke en » veranderlijke duurtetoelagen te betalen ». Zij zijn, voor 1923, op ongeveer 59 miljoen geraamd en hunne plaats schijnt in de gewone Begrooting te zijn, afdeling der buitengewone uitgaven waar zij hun onzeker karakter zullen behouden, dat de Kamers willen doen blijken met ze op de buitengewone begrooting te laten. Maar het gaat niet alleen om den duurtetoelag; het meerendeel der voor de uitgaven gevolgen van den oorlog gevraagde credieten zouden gelijkerwijze moeten behandeld worden. Het gelieve de Kamers daarover rijp na te denken. De algemeene toelichting van 1922 bewijst hoezeer de Staat overtuigd is van de « noodzakelijkheid de posten in verband met uitgaven gevolgen des oorlogs van » de buitengewone begrooting af te voeren om ze op de gewone begrooting uit » te trekken naarmate zulks mogelijk zal zijn zonder te veel den belastingdruk » te verzwaren. » « Deze politiek », zoo leest men er, « kan niet krachtadig » genoeg doorgedreven worden. Men beseft dat zij niet in één dag kan verwe- » zenlijkt worden. »

Zoo is het trouwens altoos geweest, de geschiedenis levert ons het bewijs daarvan.

Frankrijk heeft, tot tweemaal toe, de zooeven geschetste politiek van begrotingszuivering beoefend; de buitengewone Begrootingen die eerstmaal op het einde van het eerste keizerrijk, andermaal na de ramp van 1870, aan den dag getreden waren, zijn geleidelijk in de gewone Begrooting ingelijfd geworden. Het oogenblik schijnt voor België gekomen om de methode die de financiën van Frankrijk gered hebben, aan te nemen.

Buiten de uitgaven gevolgen van oorlog welke men niet door de leening zou moeten dekken, omdat zij, voor de Natie, overeenstemmen met eene vernietiging van den rijkdom, zijn er andere wier inschrijving op de buitengewone Begrooting gemakkelijk te beseffen is. Het zijn die welke wij onder de uitdrukking « uitgaven voor toerusting » groepeeren. Zij overtreffen 433 miljoen frank in onze voorzieningen voor 1923, waaronder :

14	miljoen	voor den aanbouw van normaalscholen,
38	id.	voor de wegen,
125	id.	voor de waterwerken,
26	id.	voor de militaire gebouwen,
64	id.	voor de artillerie,

zonder te gewagen van de uitgaven van minder belang.

Het is het totaal der uitgaven voor toerusting dat wij op 't oog hadden toen wij zooeven zeiden, dat onze buitengewone Begrooting te zwaar was.

Zekerlijk, een land dat de economische inrichting van België bezit, kan de uitgaven van toerusting niet missen, ongeacht of het gaat om nieuwe toerusting

of om uitbreiding. Doch is het eerste der openbare werken, het dringendste en ook het gewichtigste niet het opwerpen van een dam tegen den zwellenden vloed der schuldenlasten?

Wij hebben het onwrikbaar vertrouwen, dat de Kamers daarvan overtuigd zullen zijn gelijk wij zelven, en wij verwachten dat, hare keuze doende onder de werken die aan hare goedkeuring onderworpen zijn, zij daaraan den gepasten graad van dringendheid zullen weten toe te kennen en het middel vinden om een deel er van tot betere tijden uit te stellen.

*
* .

De Begrooting der verhaalbare uitgaven is van gansch anderen aard, als die de, buitengewone uitgaven. Hoe zwaar de last der herstellingen ook drukke, toch hoort hij niet tot degene waaraan men zich kan onttrekken. Redenen van zedelijken aard, alsook redenen van eigenbelang, sporen België aan om zich zoo spoedig mogelijk te herstellen. Indien de credieten, welke op de Begrooting der verhaalbare uitgaven voorkomen, werkelijk het karakter hebben dat hen past, indien hun lijkt dat geene overdrijving in de aanvragen voorkomt, zullen de Kamers zonder leedwezen, de vermeerdering der aangevraagde credieten aannemen, welke, van 2,957 miljoen in 1922, de bijcredieten inbegrepen, in 1923 tot 3,069 miljoen stegen. Op de oorzaken dezer verhoogingen werd U gewezen, mijne Heeren, gij zult dezelve vinden :

Bij de Openbare Schuld	104 miljoen frank;
Bij de Landsverdediging	44 »
Bij de Economische Zaken	140 »

Wij zullen daarop niet meer terugkomen.

Vestigen wij nochtans de aandacht op de vermindering der credietaanvragen van Wetenschappen en Kunsten, van Landbouw, van Openbare Werken, en van Spoorwegen. Hunne beteekenis, die geslonken is met betrekking tot de aanvragen van verleden jaar, toont den vooruitgang aan die in het herstel van het domein van den Staat gedaan werd.

Men mag hopen dat deze Departementen voortaan geene groote aanvragen meer zullen indienen, en dat er over een paar jaar op de Begrooting der verhaalbare uitgaven nog enkel sprake zal zijn van de Openbare Schuld, de Economische Zaken en de pensioenen welke van de Landsverdediging afhangen.

Een der meest in 't oog vallende feiten der Begrooting van 1923 ligt, zooals wij opmerkten, in de aanzienlijke vermindering der ontvangsten wegens te voorzien herstellingen. Het oogenblik lijkt thans gepast om daarover eenigszins uit te weiden.

Zooals men weet, heeft de toestand zich sedert een jaar volkomen gewijzigd. Op het oogenblik dat de voorzieningen der vorige Begrooting opgemaakt werden, hadden wij, door de speling onzer prioriteit eene som van 500 miljoen

goudmark voorhanden, in Augustus 1921 voorloopig aan België gestort, en waaromtrent wij zedelijk overtuigd waren dat zij ons in den loop van 1922 definitief zou toegewezen worden. Daarenboven op grond der schikkingen, die in Januari 1922, te Cannes, ingevolge de eerste aanvraag van Duitschland om een moratorium, werden beoogd, was het ons geoorloofd te rekenen op de trapsgewijze storting van 580 miljoen goudmark in muntspéciën. Ten slotte konden wij staat maken op leveringen in natura ten beloope van 125 miljoen goudmark. In Maart II. werd ons te Parijs het bezit der 500 miljoen goudmark en het recht op de 580 miljoen goudmark waarvan sprake bevestigd. De maandelijksche stortingen waaruit deze laatste moesten bestaan, geschieden regelmatig tot en met 15 Juli. Daarna werd Duitschland door de inzinking van den markenkoers genoodzaakt een nieuw, ditmaal volledig moratorium aan te vragen.

Gij kent de aaneenschakeling der gebeurtenissen welke ons noopten tot het aannemen, voor de betalingen van 15 Augustus en 15 September, van Duitsche Schatkistbons op zes maanden, behoorlijk door de Reichsbank gewaarborgd, bons welke wij overigens, dadelijk onder gunstige voorwaarden konden disconteeren. Drie bons tot een gezamenlijk bedrag van 170 miljoen goudmark moeten ons nog vóór het einde van het jaar overhandigd worden. Onze voorzieningen wat betreft de ontvangsten wegens herstel over 1922 zullen dan verwezentlijkt zijn.

« Deze ontvangsten, zeiden wij verleden jaar, moesten als buitengewoon hoog » beschouwd worden; het boni dat zij aan de Begrooting der verhaalbare » uitgaven verschaften kon slechts een bij uitstek voorbijgaand karakter hebben. »

Wij voorzagen reeds dat alles wat wij in 1923 mochten hopen te ontvangen het saldo onzer prioriteit zou zijn; som welke betrekkelijk belangrijk is, hoewel zij verwijderd blijft van de 3 milliard frank noodig om in de behoeften te voorzien, en dat nadien, de annuïteiten, verminderd met de sommen voor de aflossing onzer prioriteit, ontoereikend wordende, er nog vermeerdering der « sommen voor rekening van Duitschland voorgeschoten » zou plaats vinden. Wij toonden het « debet » van dit Rijk op loopende rekening-herstel van jaar tot jaar toenemende, met als tegenpartij de hoop dat wanneer eens de stijgende betalingen van Duitschland onze uitgaven wegens herstel overtroffen hebbende, de ons voordeelige jaarlijksche saldo's zouden kunnen dienen tot het aflossen van de, om zoo te zeggen, voor rekening van het Deutsche rijk aangegane schulden.

Maar die dag is thans ongelukkigiglijk meer verwijderd dan ooit.

De mark heeft sedert een jaar, 95 % zijner buitenlandsche waarde verloren en de vraag van het moratorium werd, zoowel door de feiten als door de menschen gesteld. Hoe zal zij opgelost worden? Ziedaar het huidige beangstigend vraagstuk. Men beseft dat het in die voorwaarden alles behalve gemakkelijk was de op de Begrooting te brengen ontvangsten wegens herstel te ramen. Wij hebben gedacht dat de eenig redelijke oplossing bestond in het boeken van het saldo onzer prioriteit : 500 miljoen goudmark tegen het gemiddeld bedrag van 3 frank, wat 1,500 miljoen frank uitmaakt.

Het behoeft geen betoog dat de leveringen in natura beschouwd werden als

« te gelden » op de prioriteit, terwijl de terugbetaling der onderhoudskosten van het bezettingsleger, bij het accoord van 11 Maart laatstleden na raming op 102,850,000 frank bepaald, buiten de herstellingsbetalingen voorgedragen wordt.

Men heeft dikwijls getracht het bedrag te ramen der nog te verrichten herstellingen, zoowel aan het Staatsdomein, als aan het privaat domein. Zulks is, inderdaad een bestanddeel van onzekerheid dat zwaar op onze toekomst drukt.

De heer graaf de Liedekerke heeft in zijn verslag over de Begrooting der verhaalbare uitgaven van 1922, gepoogd over te gaan tot raming der schade toegebracht aan de goederen der particulieren en der gemeenten. Hij kon slechts één cijfer met eenige nauwkeurigheid opgeven : dat van 1.250 miljoen frank, zijnde de som noodig om allen heropbouw door den Dienst der verwoeste streken, te voltooien, 't is te zeggen de openbare gebouwen en de private eigendommen wier heropbouw door den Staat zelf aangevraagd wordt.

Het Departement van Economische Zaken is niet bij machte om de belangrijkheid der schade welke buiten tusschenkomst van den Dienst der verwoeste streken te herstellen valt, rechtstreeks, ook maar benaderend, te ramen. Geene raming kan namelijk gegeven worden voor de sommen die, met inbegrip der reeds vermelde 1,250 miljoen, door de Rechtbanken voor Oorlogsschade zullen moeten toegekend worden.

Men heeft getracht tot eene benaderende aanwijzing te komen door af te gaan op het gemiddelde der vergoedingen welke tot nog toe verleend werden en op het aantal nog te beslissen gevallen.

Houdt men zich aan de definitief gewezen vonnissen, zoo komt men tot een gemiddelde van 10,000 frank per geval, wat voor de 1.200,000 te onderzoeken gevallen, tot 12 milliard leidt. Dit getal blijft gewis beneden de werkelijkheid daar het meerendeel der afgehandelde zaken van gering belang waren.

Beschouwt men daarentegen buiten de definitieve uitspraken, ook deze welke een voorschot toekennen, dan verkrijgt men een gemiddelde van 23,000 frank per zaak, wat een totaal van 28 milliard maakt. Het ligt in de rede dat laatstgemeld getal veel te hoog is, want aan alle groote nijverheidszaken werd eene voorloopige oplossing gegeven, terwijl het bij de 1,200,000 ingediende aanvragen om schadeloosstelling voor de meerderheid om geringe vergoedingen te doen is.

Men heeft geacht op 16 of 18 milliard het cijfer te kunnen stellen dat de werkelijkheid het meest nabij komt. Daar op deze 16 of 18 milliard op 1 Januari reeds voor 6 milliard hersteld werd, zoo bleef er op dien datum nog 10 à 12 milliard uit te geven.

Wij geven deze sommen onder alle voorbehoud op, daar de methode der gemiddelden hier slechts met de grootste omzichtigheid mag aangewend worden : overigens ontbreekt het den gemiddelden aan doorslaande kracht, daar slechts 123,000 definitieve en 210,000 definitieve of voorloopige uitspraken over een totaal van 1,200,000 gevallen gedaan werden. Men dacht dat buiten de 10 of 12 milliard, vertegenwoordigende de schade die aan het privaat domein te herstellen bleef in 't begin van 1922 nog twee milliard herstellingen aan het openbaar domein moesten aangebracht worden.

Volgens deze ramingen, welke louter benaderend, doch op zich zelf niet onwaarschijnlijk zijn, zou België, in 't geheel, nog 12 of 13 milliard voor zijne herstelling uit te geven hebben.

* * *

De groote vorderingen, in de exploitatie onzer regieën verwezenlijkt, zullen voor een gewichtig deel tot de verbetering van den algemeenen toestand bijdragen. Hoewel hunne begrootingen van ontvangsten en van uitgaven — klaarheidshalve en om beter het beginsel te doen uitschijnen dat de regieën in hare eigen behoeften moeten voorzien — zuiver van de andere Staatsbegrootingen afgescheiden zijn, is het niettemin eene en dezelfde kas welke de ontvangsten beurt en in de betalingen voorziet. Welnu, men mag verwachten, dat in 1923 de ontvangsten en de exploitatieuitgaven der regieën, met inbegrip der financiëele lasten, bijna volkomen tegen elkaar zullen opwegen en dat wij, in de toekomst — indien de bevonden verbetering iet of wat in omvang toeneemt — opnieuw een tijdperk van batige saldo's zullen beleven.

Het streven naar besnoeiing in den loop der laatste maanden, heeft op de begrooting van 1922 de exploitatieuitgaven doen verminderen met 38 millioen frank :

waarvan 27 millioen voor de spoorwegen,
8 id. voor het zeewezen,
en 3 id. voor de posterijen.

Deze bezuinigingen, gepaard met te voorziene vermeerderingen der ontvangsten, hebben het gezamenlijk tekort der regieën tot 49 millioen herleid, hunne financiëele lasten meegerekend, terwijl in 1922 het geraamde tekort 211 millioen, in 1921, 279 millioen bedroeg.

De 49 millioen frank, welke wij zooeven vermeldde, zijn overigens geen eigenlijk gezegd exploitatietekort in den gewonen zin des woords. Eene exploitatie door den Staat kan niet volstrekt met eene privaatexploitatie gelijkgesteld worden; de eerste is onvermijdelijk bezwaard met bijzonder kostelijke lasten van openbaar nut waaraan de tweede ontsnapt, en het ware onbillijk hiermede geene rekening te houden.

Halen wij, onder deze lasten van openbaar nut namelijk voor het beheer van zeewezen aan : de politie, het bebakenen en verlichten der kust en der Schelde, de reddingsdiensten, de scholen, het studiekantoor voor vragen van algemeene economie in hun verband met het zeewezen en, in zekere mate, het loodswezen.

Voor het beheer van posterijen, zijn van gelijken aard de lasten die voortspruiten uit den postvrijdom, die aan verschillende overheden, aan onderscheidene diensten en aan alle ministerieele departementen is verleend. Men raamt de kosten van den postvrijdom voor het beheer van posterijen jaarlijks op 10 millioen.

Het bleek ons nuttig de aandacht te vestigen op de bijzondere voorwaarden waaraan de tekorten van posterijen en zeewezen moeten toegeschreven worden.

Maar, buiten deze innerlijke beschouwingen waartoe wij ons tot nu toe

beprekten, verstrekt eene vergelijking onzer regieën met de soortgelijke ondernemingen van het buitenland, bijzonder waardevolle tevredenheidsgegevens. Merkt men niet dat naburige landen, waar de exploitatie der spoorwegen nochtans aan bijzondere vennootschappen toevertrouwd is, voor 1923 nog zeer aanzienlijke tekorten voorzien. Daar hoopt men eerst binnen eenige jaren het punt te bereiken waarop wij ons gelukkig reeds van nu af bevinden.

De toestand welke u zooeven werd uiteengezet, Mijne Heeren, wijst, ten minste voor zoover deze door den nationalen wil wordt beïnvloed op eene merkelijke verbetering tegenover het vorig jaar, en eene nog meer tastbare tegenover de vroegere jaren.

De vloed der uitgaven ingetoomd, de kosten van beheer verminderd, — ondanks de werking der normale oorzaken van aangroeiing, — de bestendige gewone inkomsten gevoelig in vooruitgang, de vlottende schuld verminderd, een zeldzamer toevlucht nemen tot leening, het verdwijnen der credietoverschrijdingen, het in orde brengen der Begrootingen door de politiek van inlijving bij de gewone, eene betere exploitatie onzer regieën, zijn zooveel teekenen die tot fierheid en optimistisch moeten stemmen.

Maar wat blijft nog te verrichten !

Om tot eenen volkomen gezonden budgetairen toestand terug te komen, zouden niet vooreerst de thans op de buitengewone voorkomende 190 miljoen frank voor uitgaven gevolgen des oorlogs op de gewone moeten overgeschreven worden ?

Dient niet eveneens geleidelijk verzaakt te worden aan de compensatieuitgaven wegens herstel, ten einde het evenwicht van de gewone te onttrekken aan de werking van factoren die wij niet beheerschen ?

Zulks kan natuurlijk de taak van één jaar niet zijn. Ten minste moeten wij ons zonder verwijl daaraan wijden.

In Juni 11., noodigde de Commissie voor Financiën der Kamer, na een nauwgezet onderzoek van den toestand, de Regeering uit aanvullende fiscale hulpbronnen ten beloope van 300 tot 400 miljoen frank voor te stellen.

De Regeering zal zich aan dezen plicht niet onttrekken; sinds verscheidene maanden werd een nieuw ontwerp van fiscale hervorming ter studie gelegd, dat U bij het begin van het aanstaand jaar zal overgelegd worden.

Maar de fiscale taak is slechts ééne dergene die de aandacht der Regeering vergen. Eene andere, tenminste even belangrijke, is die der herstellingen.

Wij hebben reeds te veel gezegd, opdat het noodig weze aan te toonen dat zij meer dan ooit het land onontbeerlijk zijn. Het zoo deerlijk gehavend en verarmd België kan onmogelijk afzien van het aandeel in de vergoedingen dat hem door het Verdrag van Versailles toegekend wordt; wij moeten deze bekomen en gij moogt er zeker van zijn, Mijne Heeren, dat niets in dit verband door ons zal verwaarloosd worden. Indien de datum der werkelijke betalingen zich schijnt te verwijderen, blijven wij niettemin overtuigd van de mogelijkheid deze eensdaags te ontvangen.

Zooeven toonden wij U, door middel eener tabel de vergeleken schulden, per inwoner van verscheidene landen. Zij heeft U aangetoond, dat, afgezien van de

herstellingen, de Duitsche schuld onbeduidend is, en dat, indien rekening gehouden wordt met de herstellingen, zij beneden de huidige Fransche en Engelsche schuld blijven. Wij zullen de wetenschappelijke waarde van de gevolgde methode niet nagaan en zullen ook niet betwisten dat eene gansch buitenlandsche schuld, zooals de Duitsche herstelschuld, moeilijker te dragen valt dan eene gedeeltelijk binnenlandsche schuld. Wij stellen enkel op prijs aan te toonen dat, zoo Duitschland van nu af aan, den last eener schuld voorwaar belangrijk, maar geringer dan die van Groot-Brittanje en van Frankrijk, niet kan dragen, zulks niet steeds het geval mag zijn. Voegen wij er bij dat, indien de herstelschuld niet bestond, het Duitsche volk, vrij van den druk der belastingen, welke bij de Verbonden Mogendheden moeten voorzien in den dienst der schuld, bijgevolg in staat om tegen uitzonderlijk lage kostprijzen voort te brengen, zich dus economisch in eenen zulk bevoorreen toestand zou bevinden dat het ze onvermijdelijk bij de wederlandsche handelsmededinging zou verpletteren.

Niet België alleen wordt door dit gevaar bedreigd; al de volkeren zijner aan blootgesteld en dit is eene reden te meer, zoowel voor ons, als voor de Verbondenen, om te eischen dat Duitschland zijne verplichtingen nakome.

Maar, in afwachting dat wij voldoening bekomen, moet België leven en mag niets verwaarloosd worden van hetgeen er toe kan bijdragen om de moeilijke jaren te helpen doorworstelen, welke het evenals meest al de door den oorlog getroffen landen nog heeft tegemoet te zien. Indien de taak zwaar is, moet de tijdens de laatste jaren gebleken vooruitgang toch vertrouwen inboezemen, en de Natie rekent op de wijsheid harer vertegenwoordigers. Zij heeft het meer dan ooit noodig.

Brussel, den 10^e October 1922.

De Eerste Minister,
Minister van Financiën,
G. THEUNIS.
